

GES-8. SUPPLEMENTS SUR LA PERIODE 1923-1945

Revoir la chrono. et voir la carte de la France occupée

I. LES CONSÉQUENCES DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

L'euphorie de l'armistice ne cacha pas longtemps les difficultés auxquelles la France, vainqueur épuisé, dut faire face, ni les profondes divergences qui séparaient ceux que durant trois ans la guerre avait rassemblés de gré ou de force — divergences qui avaient commencé à apparaître au grand jour lorsque la S.F.I.O. avait quitté l'Union sacrée fin 1917. À ces déchirements internes s'ajoutaient les disputes entre puissances victorieuses, et les illusions des hommes au pouvoir quant aux possibilités réelles d'action de la France dans le monde nouveau qui avait émergé de la "grande guerre". Enfin le conflit provoqua un traumatisme collectif et déboucha sur la naissance de nouveaux extrémismes, à droite comme à gauche.

1°) Les pertes et les déséquilibres

« La Madelon n'était pas sévère, mais les pertes le furent » ¹: 1 390 000 morts et disparus, surtout des hommes jeunes, en âge d'avoir des enfants — car les morts, pour l'essentiel, étaient des militaires : il n'y eut pas de grands massacres de civils. La population active masculine avait diminué de 10,5 %... Fin 1918, la grippe "espagnole", venue en fait d'Asie, toucha durement cette population affaiblie, y compris les civils épuisés par les restrictions : elle fit quatre-vingt dix mille victimes ². Si l'on ne tenait pas compte de l'Alsace-Lorraine récupérée, en 1918 la population de la France était revenue au niveau de 1875. La guerre précipita le déclin démographique amorcé depuis le deuxième tiers du XIXe siècle. On comptait à peu près autant de blessés et de personnes frappées d'invalidité permanente que de morts : partout, dans les rues, l'on croisait des "gueules cassées", jeunes gens défigurés ou rendus infirmes par leurs blessures, gazés incapables du moindre effort. Le déficit des naissances s'élevait à un million quatre cent mille enfants non nés — or, la population française était de longue date, de toute l'Europe, celle qui augmentait le plus lentement. C'était une population vieillie (malgré une vague d'immigration dans l'immédiate après-guerre), donc moins dynamique ; il y avait eu des pertes irréparables (par exemple

¹ Anaïs Bon, HK-Kh 1999-2001. Le sens de l'humour des khâgneux de cette époque...

² En Asie, elle fit une vingtaine de millions de morts... Les populations y étaient encore bien plus faibles physiquement qu'en Europe, pour un ensemble de raisons où le premier conflit mondial n'occupait qu'une place très secondaire. Ce qui est intéressant justement, c'est qu'en 1918 une partie de la population de l'Europe industrielle se révéla aussi fragile que celles des pays les plus pauvres du monde, face à une pandémie certes d'une gravité exceptionnelle, mais qui en d'autres circonstances n'aurait fait "que" quelques centaines de victimes, personnes âgées, nourrissons et immunodéprimés.

dans les milieux intellectuels : Guillaume Apollinaire, mort deux jours avant l'armistice d'une grippe surimposée à des blessures ; Louis Pergaud, Ernest Psichari, Charles Péguy (cf. biographie dans le dossier biographique), Alain-Fournier; la moitié des promotions 1912 à 1914 de la rue d'Ulm). Enfin le déséquilibre des sexes était très prononcé, surtout dans les jeunes générations ¹.

Des régions entières étaient ravagées, bien plus que durant la seconde guerre mondiale : le front avait pris en écharpe le territoire français de la frontière belge à la frontière suisse. Le potentiel économique des départements occupés durant quatre ans avait été systématiquement saccagé ; en se retirant les Allemands avaient inondé les mines, tué ou razié le bétail. Des villes étaient rasées ou presque, comme Arras, Lens, Béthune, Reims, Amiens, Soissons, Saint-Quentin. À Armentières, ville de ma famille maternelle, aucune des sept mille maisons n'était habitable ! De ce fait, dans le département du Nord il manquait encore cent mille personnes en 1923, qui n'avaient toujours pas pu se réinstaller. L'agglomération lilloise avait perdu trois cent mille habitants : on s'y entassait dans des baraquements de l'armée américaine ². Dans certaines zones rurales où de longues et dures batailles avaient eu lieu, le sol était définitivement stérilisé — on n'a pu que les reboiser ³; ailleurs, on reconstruisit à l'identique ce qu'on put, mais le paysage rural changea quand même: de nombreux châteaux, notamment, ne purent être reconstruits ⁴. En certains lieux, la reconstruction, qui fut un vaste champ d'expérimentation pour les architectes (alignement, style dit « régional », etc.), était toujours en cours en mai 1940... La reconstruction d'après la Première Guerre Mondiale a donné lieu à la parution d'assez nombreux ouvrages (moins que pour la Seconde Guerre mondiale), à des expositions dépassant le seul aspect architectural (notamment en Picardie ⁵ et dans le Nord et le Pas-de-

¹ Un exemple régional particulièrement frappant : en Corse, 4,2 % de la population fut tuée ou disparut, soit seize mille personnes, contre 3,5 % en moyenne nationale; la grippe espagnole fit six mille victimes ; il y avait dix mille invalides, le tout pour une population de deux cent quatre vingt dix mille habitants en 1911 (c'est le chiffre officiel, sans doute surestimé de 10 % environ). C'était que l'île était rurale et que l'on s'y engageait volontiers sous les drapeaux. La guerre accentua l'émigration sur le continent, et sonna le glas de l'économie agro-pastorale traditionnelle ; cette désertification contribua également à nourrir le sentiment particulariste, fondé sur le constat apparent que les efforts de la République pour l'Île de Beauté étaient inversement proportionnels au sacrifice patriotique des Corses. Dans les années 1920 et 1930, ce sentiment déboucha sur une nette italophilie, voire un "rattachisme" plus ou moins affiché — dans des milieux bien plus étroits cependant que les milieux nationalistes d'aujourd'hui.

² Les Pays-Bas aussi envoyèrent beaucoup d'aide.

³ Cela dit, c'était nettement moins que ce que l'on prévoyait en 1919 : les paysans de ces régions firent des merveilles pour débarrasser le sol des bombes et des éclats, combler les tranchées, etc.

⁴ En revanche, on reconstruisit à l'identique de nombreux centre-villes anciens, notamment celui d'Arras. Dans d'autres cas, on fit dans le "néo", avec plus ou moins de goût, comme à Béthune ; à Lille, on construisit un nouveau beffroi en béton, visible à trente kilomètres à la ronde. Parmi les pertes irréparables de la première guerre mondiale, on peut aussi mentionner la citadelle médiévale de Coucy, dans l'Aisne. Dominée par un donjon de cinquante mètres, le plus haut du monde, c'était le troisième site le plus visité de France. Les Allemands le firent sauter en 1917.

⁵ Cf. F.Pilleboue dir., *Reconstructions en Picardie après 1918*, RMN, 2000, 311 p.

Calais ¹), à des colloques, comme celui d'Arras (8-10 novembre 2000) ², suivi d'une exposition ³. Les États-Unis ont beaucoup aidé, notamment par l'intermédiaire du **Comité américain pour les Régions dévastées (CARD)** ⁴.

Dans le reste du pays, les **infrastructures** avaient été beaucoup sollicitées et peu entretenues ; les chemins de fer en particulier étaient dans un triste état. Il fallait également reconverter les industries de guerre à des productions plus pacifiques, ce qui provoqua une assez **grave crise économique** en 1919-1921. La production agricole avait baissé de 40 % par rapport aux chiffres de 1913, la production industrielle de 45 % (et la crise de reconversion de l'après-guerre la fit baisser encore).

Les **finances nationales** avaient été complètement déséquilibrées par l'effort de guerre. Les dépenses de l'État avaient explosé, et elles n'étaient pas prêtes de redescendre à leur niveau d'avant-guerre, car il allait falloir reconstruire et entretenir sept cent mille veuves de guerre et sept cent cinquante mille orphelins... La France avait dû vendre l'essentiel de ses créances à l'étranger et s'était lourdement endettée auprès des États-Unis ; les réserves d'or de la Banque de France avaient fondu. L'inflation était devenue incontrôlable : les gens n'avaient plus confiance dans la monnaie nationale. Certes **les Français pensaient que "le Boche paierait"**, comme on disait : comme la France avait dû verser des dommages de guerre en 1871, l'Allemagne devrait verser des réparations — n'était-elle pas seule responsable de la guerre, puisque c'était elle qui n'avait déclarée ? L'expression « L'Allemagne paiera » semble avoir été prononcée pour la première fois par Poincaré (cf. biographie dans le dossier biographique) lors de l'inauguration d'un monument commémoratif en Argonne, en juillet 1922 ⁵Mais les **Anglo-Saxons n'étaient pas d'accord pour imposer au Reich des réparations trop élevées**, ce qui l'eût par trop affaibli et eût risqué d'entretenir le revanchisme ou de déboucher sur des troubles sociaux. Par ailleurs, **ils refusèrent d'annuler les dettes de la France** : la solidarité entre alliés cessait à la victoire. Dès mars 1919, les banques centrales britannique et américaine cessèrent de soutenir le franc. De ce fait, la monnaie française s'affaiblit encore, et le mouvement de hausse des prix s'accéléra en 1919-1920. **Tout cela ne permettait plus à la France, même victorieuse, de peser en Europe et dans le monde comme au XIXe siècle.**

¹ Par ex. l'exposition itinérante sur Louis-Marie Cordonnier (1854-1940), qui réédifie les églises de la vallée de la Lys, Armentières, Laventie, Fleurbaix et Vieille-Chapelle par ex. On lui doit aussi la chapelle et la lanterne des morts du cimetière national de Lorette. Béthune (voir plus haut) est reconstruite par d'autres architectes, œuvre bien visible dans *Bienvenue chez les ch'tis* (ne dites pas que vous n'avez pas vu ce film...).

² Collectif, *La grande reconstruction. Reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2002, 477 p. Ce colloque a envisagé tous les aspects de la reconstruction, y compris celle de l'administration.

³ Même titre, Catalogue de l'exposition de 2000-2001, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2000, 224 p.

⁴ Voir, pour celles et ceux qui habitent la Picardie, le Musée national de la Coopération franco-américaine du château de Blérancourt (Aisne).

⁵ « Regardons autour de nous les lamentables traces de la guerre [...]. L'Allemagne, responsable de la guerre, doit réparer le mal qui a été fait. De gré ou de force, elle paiera. »

2°) La politique extérieure : les illusions de la paix

En réalité, c'étaient largement les États-Unis qui avaient gagné cette guerre, qui avaient fait pencher le fléau de la balance entre les Européens épuisés; mais on ne s'en rendait pas vraiment compte en France : l'Amérique n'avait combattu qu'un an ; les effectifs américains engagés en Europe avaient été assez peu nombreux ; dès la paix revenue, le géant d'outre-Atlantique retourna à son isolationnisme traditionnel. Et puis les autres grandes puissances, à part la Russie éliminée par la révolution de 1917 et l'Autriche-Hongrie qui avait explosé sous l'effet des nationalismes, n'avaient pas autant souffert de la guerre que la France. L'on ne s'était pas battu sur le territoire britannique ; l'outil de production était en bien meilleur état en Allemagne qu'en France, car le Reich avait demandé et obtenu l'armistice alors que les armées alliées n'avaient pas encore pénétré sur son territoire (on retint la leçon en 1945) : elle allait donc se reconstruire assez vite. Proportionnellement à leur population l'Allemagne et surtout le Royaume-Uni avaient eu moins de pertes démographiques que la France... Seule la situation financière et monétaire était aussi désastreuse en Grande-Bretagne et bien pire en Allemagne, laquelle en outre allait devoir payer de lourdes réparations. Quant aux États-Unis, qui n'avaient presque eu ni pertes ni destructions, ils avaient profité de la guerre pour devenir les créanciers de l'Europe et leur industrie avait beaucoup bénéficié des commandes de guerre. En 1919 ils produisaient plus à eux seuls que l'Europe toute entière...

Mais les hommes au pouvoir en France ne comprirent pas, ou ne voulurent pas comprendre ces dures réalités : aveuglement ! Il était difficile d'admettre que la victoire débouchait sur un abaissement : on avait combattu quatre ans et demi pour éviter l'humiliation d'une seconde défaite, pour garder son rang. La victoire n'aide pas à penser un monde qui change, surtout lorsqu'il change au détriment du vainqueur... Le personnel politique français fit semblant de croire qu'il suffirait de d'affaiblir et d'humilier l'Allemagne pour renouer avec l'avant-guerre, la "Belle Époque" comme l'on commençait à dire ; qu'il suffirait de tenir en laisse l'ennemi héréditaire pour se retrouver, comme par enchantement, au premier rang des nations. Ils ne comprirent pas que la France était désormais trop petite pour maîtriser les forces colossales que le premier conflit mondial avait libérées, qu'elle ne pouvait plus peser seule dans les affaires du monde, qu'il lui fallait abandonner l'égoïsme sacré des nations du XIXe siècle, penser en termes de coopération et non plus d'affrontement, s'intégrer au monde et non tenter de s'y tailler la première place par la confrontation.

Il faut dire que les artisans de la victoire de novembre 1918 étaient des hommes d'une autre génération, celle de l'avant-guerre, celle de la préparation de la Revanche. L'âge non plus n'aide pas à penser le changement ! Clemenceau, qui demeura président du Conseil jusqu'en 1920, avait soixante-dix-sept ans à l'Armistice : c'est-à-dire qu'il était né à l'époque de Metternich, que son adolescence s'était déroulée au moment de la guerre de

Créée, qu'il avait déjà trente ans au moment de la perte de l'Alsace-Lorraine. Le président de la République (jusqu'en 1920 également), Poincaré, n'avait que cinquante-huit ans en 1918, mais juste avant-guerre il avait été l'homme du parti militariste, l'homme d'une logique dont justement il eût fallu maintenant, plus que jamais, s'éloigner. Maintenant que la Revanche était venue, ils étaient bien décidés à ne pas la faire à moitié, à achever dans la paix ce qui avait été commencé dans la guerre — d'autant plus que le conflit avait été bien plus difficile à gagner que prévu, que l'"ennemi héréditaire" avait infligé à la France des souffrances ineffaçables, qu'il s'était conduit de manière barbare. De plus, les gouvernants étaient des hommes à qui l'économie était étrangère : ils ne pensaient pas en termes de prospérité mondiale, mais d'équilibres politiques sur le continent européen. Or les problèmes économiques étaient désormais passés au premier plan : problèmes budgétaires, problèmes monétaires, problème des dettes internationales...

De toute façon, il eût été difficile de faire admettre l'abaissement de la France, d'expliquer la nécessité d'une réconciliation et d'un relèvement de l'Allemagne à une opinion publique chauffée à bloc durant quatre ans, habituée par quatre ans de communiqués de guerre à penser en termes d'affrontements, et persuadée que la France avait, seule ou à peu près, remporté la victoire. Cette guerre avait été la guerre des "poilus", la guerre de tout un peuple : la propagande avait tant insisté là-dessus, et c'était vrai d'un certain point de vue, que l'on n'était pas porté à valoriser le facteur matériel par rapport au facteur humain : plutôt que les tanks et les rations américaines, l'on préférait glorifier l'héroïsme des soldats français et les taxis de la Marne, expression d'une débrouillardise bien gauloise plus que d'une quelconque avance technique.

Du point de vue de la diplomatie traditionnelle, la seule qu'entendaient l'opinion publique et Clemenceau, la victoire avait considérablement renforcé les positions de la France en Europe continentale. Les négociations de paix eurent lieu à Paris. Cela semblait un retour aux temps de Louis XIV et de Louis XV, quand la France dominait le vieux monde ! Il était difficile de concevoir que ce n'était plus l'essentiel, que le concert des nations avait changé d'échelle. Pourtant, symbole d'un changement d'époque, le traité de Versailles fut aussi le premier traité de l'ère moderne à n'être pas rédigé seulement en français : la langue de Voltaire n'était plus la *lingua franca* des diplomates... ¹

Clemenceau représenta la France aux négociations de paix avec l'idée bien arrêtée d'affaiblir l'Allemagne le plus possible, mais il se heurta aux Anglo-Saxons qui, toujours soucieux d'équilibre continental, ne voulaient pas d'une Allemagne trop faible ni d'une France trop puissante. Au traité de Versailles, signé en juin 1919, la France obtint bien entendu de récupérer l'Alsace-Lorraine, sans référendum ². En revanche Clemenceau n'obtint pas le

¹ Et les négociations de 1923, suite à la reprise du conflit en Turquie, eurent lieu à Lausanne en Suisse : déjà les choses avaient changé...

² Cette grosse entorse aux principes wilsoniens se fit au nom de l'ampleur des sacrifices consentis (il eût été inimaginable que les deux provinces pour lesquelles plus d'un million de Français étaient tombés ne regagnassent pas le giron de la mère patrie), des frontières naturelles (sur le Rhin) et de l'idée que les

démembrement de l'Allemagne ni même que la rive gauche du Rhin en fût politiquement détachée ; en revanche, cette région, ainsi qu'une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite, fut démilitarisée et placée sous occupation française pour quinze ans.

L'Allemagne était affaiblie, mais pas anéantie. En échange de cette relative modération dans les termes de la paix, la France avait obtenu une garantie militaire des États-Unis, qui s'étaient engagés à intervenir en cas d'attaque allemande. Hélas, le Congrès américain, tirant les leçons des alliances contraignantes d'avant 1914 et refusant que l'Amérique prît le risque d'être entraînée dans des conflits européens, rejeta le traité de Versailles en mars 1920 : la garantie américaine était caduque, la France n'avait plus de grand allié sur qui compter.

Les pièces maîtresses de la politique française en Europe centrale étaient trois États nouveaux : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et un pays dont la superficie avait presque doublé en 1918, la Roumanie. Dans l'esprit de Clemenceau, cela devait assurer la paix en Europe continentale, sous le patronage de la France, promue

Alsaciens et les Lorrains étaient "évidemment" français, qu'ils l'avaient abondamment prouvé au XIXe siècle, puis au moment de la défaire de 1871 et durant la période allemande, et que ç'eût été une insulte de leur en demander confirmation: les exils en France des années 1871-1872, puis l'agitation pro-française, avaient été énormément grossies par la propagande revanchiste avant-guerre et durant le conflit — ainsi que les manifestations d'enthousiasme, réelles, à l'arrivée de l'armée française en novembre 1918. Il y eut fort peu de voix pour se demander si le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était bien respecté dans cette affaire; manifestement, il s'arrêtait lorsque commençaient les intérêts primordiaux d'un vainqueur.

Bien que les souvenirs de la période impériale, guerre mise à part, fussent loin d'être unanimement négatifs en Alsace-Lorraine (c'est encore vrai aujourd'hui! — ordre, discipline et progrès social...), il y aurait sans doute eu une majorité pour le rattachement à la France à un éventuel plébiscite, ne fût-ce que parce que la France était victorieuse et l'Allemagne vaincue, mais on pouvait craindre qu'elle ne fût pas aussi éclatante qu'il n'était désirable — et certainement pas aux conditions de la République jacobine: les germanophones alsaciens et lorrains étaient très attachés à la langue allemande (90 % d'entre eux ne parlaient pas français!), et auraient sans doute demandé, s'ils l'avaient pu, une autonomie au moins égale à celle dont ils jouissaient au sein du *Reich* (au moins en théorie: après avoir eu durant quarante ans le statut de "terre d'Empire", directement administrée par Berlin, depuis 1911 ils formaient un *Land* de plein droit, mais en 1914 ils avaient été placés sous administration militaire). Il y eut des exils dans l'autre sens, un millier au total, surtout des pasteurs et des intellectuels, qui partirent en Allemagne pour ne pas devenir français: on les assimila aux colons allemands arrivés en 1871, on les traita de traîtres ou d'"aliénés" victimes de la propagande du *Reich*. Il y eut aussi cent dix mille expulsions, surtout des fonctionnaires et des petits commerçants, qui s'étaient installés depuis 1871: en contradiction aiguë avec ses principes de la nation "citoyenne", la France rejetait ceux qui avaient le malheur de ne pas être nés sur son territoire, même s'ils y avaient fait leur vie.

Dans un premier temps, le gouvernement français respecta le particularisme alsacien et lorrain : le concordat fut maintenu (voyez plus bas), le bilinguisme était de rigueur dans les administrations. Les choses se gâtèrent dès 1920 : la francisation s'accéléra, on révoqua les instituteurs germanophones et on les remplaça par des enseignants venus d'autres régions de France. La séparation d'avec l'Allemagne provoqua une grave crise économique. Tout cela nourrit une agitation "autonomiste", très liée aux droites nationalistes allemandes, et que les nazis manipulèrent dans les années 1930. Cette mouvance fut toujours minoritaire; mais il fallut la terrible occupation de 1940-1945, et notamment le calvaire des "malgré-nous", pour briser définitivement les liens des Alsaciens et des Lorrains avec la nation allemande.

On peut ajouter le poids des souvenirs de la guerre de 1870, les monuments, la militarisation de l'espace, la crainte de la guerre, les « atrocités allemandes » en Lorraine française en 1914, les destructions de 1918 (la bibliothèque universitaire de Nancy en dernier...), l'importance des évacuations de 1939, l'annexion de la Seconde Guerre mondiale, et une biblio. : François Roth, « Les Lorrains et la guerre, 1911-1946 », dans H.Frèchet dir., *Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946. Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Éditions du temps, 2003, 415 p., pp. 15-26, et P.Barral, *L'Esprit lorrain. Cet accent singulier du patriotisme français*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 192 p.

"gendarme de l'Europe". En réalité, ces nouveaux États étaient faibles, instables, pauvres; bien que trois d'entre eux, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, fussent liés officiellement par un traité, la Petite Entente, ils s'opposaient notamment pour des questions de tracé des frontières et de minorités culturelles. Deux d'entre eux étaient complètement artificiels, la Tchécoslovaquie qui regroupait, sur un territoire invraisemblablement allongé, deux peuples que seule la langue rapprochait, plus un tiers d'allogènes, et la Yougoslavie qui n'était autre qu'une Serbie très agrandie, mais de territoires non serbes pour l'essentiel (la Serbie avait été l'alliée de la France durant la guerre, on l'avait bien payée), ce qui promettait des tensions internes en tous genres. Très vite, il se révéla que la France n'avait pas les moyens de soutenir ces États clients : elle n'était tout simplement plus assez riche, plus assez puissante, plus assez attractive. Clemenceau, pensant brider l'Allemagne, avait surtout créé les conditions d'une **grande instabilité en Europe centrale**.

3°) Le traumatisme moral et le renforcement des extrêmes

a) Caractères généraux

En même temps qu'elle s'illusionnait sur sa puissance et sa mission, la France était en proie à un traumatisme moral extrêmement profond ¹, qui eut des conséquences peut-être encore plus ravageuses que les pertes humaines et matérielles. Pour la très grande majorité des Français, **la boucherie de 1914-1918 avait déconsidéré le patriotisme cocardier du début du siècle**, entretenu durant les quatre années de conflit par la crainte de la défaite et le bourrage de crânes ; elle avait rendu inaudibles les discours sur "la guerre fraîche et joyeuse", sur "la fleur au fusil" — pour certains, elle avait même déconsidéré l'idée de patrie, l'idée de défense nationale, l'idée de civilisation, ou les trois.

La prise de conscience fut progressive (au rythme, entre autres, des retours en permission des "poilus" et des progrès du pacifisme socialiste) ; mais elle **s'accéléra brutalement au lendemain de la guerre**, lorsque la censure se relâcha, que l'on eut des nouvelles plus précises du reste de l'Europe, et que l'on prit l'exacte mesure du massacre, aussi bien des souffrances des combattants (les tranchées, les gaz, etc.) que celles des civils — notamment lorsqu'en 1918-1919 des dizaines de milliers de réfugiés arméniens arrivèrent à Marseille, fuyant les massacres en Turquie. Tout cela fit **un choc** dans les mentalités, car les horreurs de la première guerre mondiale n'avaient pas été prévues — contrairement à celles de la seconde, préparées par les guerres d'Éthiopie et d'Espagne, et annoncées par *Mein Kampf*. C'est pourquoi la première guerre mondiale enfanta en quatre ans un monde qui n'avait rien à voir avec celui dont elle était née, avec la "Belle Époque".

Il restait bien évidemment des militaristes et des chantres de la guerre, comme le vieux Barrès, toujours aussi "rossignol des carnages", et aussi de jeunes écrivains comme

¹ Voir par ex. S.Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme (1870-1940)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p.

Henri de Montherlant (1895-1972), chantre de l'énergie « virile » dans *La relève du matin*, recueil d'essais et de souvenirs paru en 1920 ¹, et Pierre Drieu la Rochelle ; les manuels scolaires étaient toujours aussi cocardiers, il y avait de nouvelles batailles à rajouter aux programmes d'Histoire, déjà surchargés en la matière ; de nouveaux héros nationaux (Joffre, Pétain ², Foch, Clemenceau) ; de nouvelles épopées viriles à intégrer à la mémoire nationale (les récits de Verdun et des duels aéronautiques dans les cieux picards ou lorrains ennuyèrent des générations de potaches aux distributions des prix des lycées) ; enfin, ce fut probablement dans l'immédiate après-guerre que l'Action française, avec son "nationalisme intégral", atteignit l'apogée de son influence intellectuelle — mais le ton de ses grandes voix, très cocardier et très antiallemand, n'impliquait pas forcément une apologie de l'hécatombe, non plus d'ailleurs que les récits guerriers des anciens combattants ; je vais revenir sur ces ambiguïtés. Dans l'ensemble, dans la France de la première après-guerre l'horreur de la guerre était la chose la mieux partagée, de la droite à l'extrême-gauche. Le pacifisme prit cependant des formes très différentes selon les milieux et les courants politiques où il s'implanta ³, les idéologies sur lesquelles il se greffa.

b) Le pacifisme des anciens combattants et ses conséquences

Les anciens combattants étaient parmi les Français les plus hostiles à la guerre ; et pour cause, c'étaient eux qui avaient passé quatre ans dans les tranchées. Les anciens combattants s'organisèrent en associations, que souvent ils baptisèrent du nom de "ligues" pour bien marquer qu'elles unissaient des hommes marqués et liés entre eux par une même expérience, mais venus d'horizons différents. La plus connue, essentiellement pour son rôle politique dans les années 1930, fut la ligue des Croix de Feu (de son nom officiel, l' "Association nationale des Combattants et des Blessés de Guerre cités pour action d'éclat") : elle naquit en 1927 ⁴. Ces ligues ne s'occupaient pas de politique : du reste, elles rassemblaient des hommes de droite et de gauche, comme les tranchées les avaient rassemblés. Elles servaient de lieux de sociabilité et de *lobbies*, défendaient les intérêts des anciens combattants, le souvenir des disparus et les intérêts de leurs familles. Elles affichaient surtout l'ambition d'éduquer à la paix les générations à venir afin que le sacrifice des "poilus" n'eût pas été inutile, de lutter contre le chauvinisme, d'enseigner aux jeunes gens la vérité sur la guerre et de les en dégoûter « comme un syphilitique altruiste lèguerait son cadavre à un musée anatomique, dans le dessein d'inspirer aux jeunes gens la terreur de la vérole » (selon Bernanos, l'un d'entre eux) — bref, de faire de cette boucherie "la der des ders".

¹ Rapide présentation de l'ineffable Montherlant dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 66-81.

² cf. biographie dans le dossier biographique

³ Cf. S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p.

⁴ Dans les années 1920, elle n'était pas encore dirigée par le colonel de la Rocque.

Cette éducation de l'opinion se faisait notamment à l'occasion de la nouvelle fête nationale instituée en octobre 1922, le Onze novembre, et lors de cérémonies sur les lieux de mémoire dont la France se dota dans ces années, la tombe du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe de la place de l'Étoile ("inaugurée" le 11 novembre 1920), et les monuments aux morts qui se généralisèrent en quelques années dans le paysage. Seule une douzaine de communes sur trente-six mille et quelques n'en ont pas...¹ Ils étaient bien conçus comme des monuments à la paix : lorsqu'en 1923, à Clichy, un cortège d'anciens combattants se fit insulter par des manifestants communistes aux cris de "à bas la guerre", l'Union nationale des Combattants tenta de dissiper le malentendu par ces mots: « ces cortèges ont pour but, tout au contraire, d'écarter la guerre par l'évocation des victimes que l'on va pleurer et glorifier ». Une autre association, proche du Parti radical, exigeait en 1922 que « la fête nationale du onze novembre ne comport[ât] aucune manifestation militaire »². Du reste, la statuaire de ces monuments est loin d'être uniformément martiale: les représentations de "poilus" y sont minoritaires — et lorsqu'un combattant est représenté, c'est en hommage au sacrifice et non en vénération de la violence³.

¹ Les monuments aux morts de la guerre de 1870-1871 étaient plutôt cantonaux ou départementaux, et souvent furent construits bien après le conflit, au moment du boulangisme ou à la montée du revanchisme après 1905: il y avait eu moins de morts, le traumatisme avait touché de moins près la population, et puis on commémore moins facilement une défaite qu'une victoire. Ceux de la guerre de 1914-1918 furent érigés, dans leur majorité, avant 1922, au moins dans les villages — beaucoup furent produits en série, y compris bien entendu les statues. N'oubliez pas que la statuaire officielle était surabondante; il y avait de nombreux ateliers spécialisés...

² L'armée a toujours été exclue des commémorations de l'Armistice, sauf dans les villes de garnison, et encore, et à Paris. Le cœur de la cérémonie, c'était l'appel aux morts, une cérémonie funèbre et non pas militaire; la minute de silence, forme laïcisée de la prière; et le dépôt de gerbes. Même la Marseillaise n'était pas toujours entonnée, semble-t-il; quant aux drapeaux, ils n'étaient pas honorés (rien de semblable aux matinaux levers de drapeaux des chantiers de jeunesse de Vichy), on les inclinait sur le monument pour rendre hommage aux morts — instruments, non destinataires, du culte. Il n'y avait pas de sonnerie dans les premières années: la sonnerie *Aux morts*, inconnue dans les années 1920, fut composée à la fin de la décennie et officiellement adoptée par l'armée française en 1932: elle se répandit rapidement aux cérémonies du Onze novembre dans la décennie suivante.

La commémoration rassemblait l'ensemble de la population de la localité, avec une place particulière pour les enfants des écoles (pédagogie obligeait — mais une pédagogie civique, républicaine, sans plus rien à voir avec les bataillons scolaires des années 1880), ainsi qu'évidemment les anciens combattants. Ces cérémonies, conclues en général par un discours du maire ou d'un ancien combattant, ce dernier généralement axé sur l'horreur du carnage, connurent une immense popularité, car elles célébraient non des principes abstraits mais des individus concrets, que les plus âgés avaient connus, dont les plus jeunes avaient souvent entendu parler.

³ Beaucoup d'allégories en revanche, dans le goût de l'époque : Mariannes, Patries, Veuves avec leurs Orphelins... mais surtout une majorité de stèles nues, ou surmontées seulement d'une croix de guerre. Les inscriptions sont le plus souvent de style neutre (du type: "la commune de ... à ses enfants morts pour la France" — c'était la formule officielle qui figurait sur les actes de décès), parfois lyriques.

Plus rares sont les symboles explicitement nationalistes, comme le coq gaulois, les statues de "poilus" triomphants brandissant des lauriers, les casques à pointe foulés aux pieds. D'autres "poilus" sont représentés frappés à mort, étreignant le drapeau; certains monuments aux morts, d'ailleurs, sont carrément installés dans les cimetières et ressemblent à des tombes (les cérémonies commençaient souvent par le dépôt de gerbes sur les tombes des morts de la commune). Très peu nombreux sont malgré tout les monuments où l'on sent la volonté d'exprimer une volonté pacifiste: quelques représentations très réalistes de "poilus" morts, quelques frères d'armes ou orphelins accablés par les horreurs de la guerre; quatre monuments explicitement antimilitaristes, l'un à Levallois-Perret en banlieue parisienne (le sculpteur aurait pris pour modèle de l'ouvrier brisant une épée l'un des soldats fusillés en 1917 !), et les trois autres dans des campagnes "rouges": dans la Loire, à Gy-l'Évêque dans l'Yonne (il porte l'inscription: « guerre à la guerre »), à Gentioux dans la Creuse (« maudite soit la guerre » dit un

Mais tout cela n'allait pas sans ambiguïtés. Certains d'abord ne supportaient pas l'institutionnalisation de la mémoire du sacrifice. Surtout, le pacifisme des anciens combattants n'était pas exempt de contradictions. Ils étaient demeurés des patriotes, sauf une minorité à l'extrême-gauche dont je m'occuperai plus bas ; certains, intoxiqués par quarante ans de revanchisme et quatre ans de bourrage de crâne, tout en dénonçant l'ignominie du massacre, adoptaient à l'occasion des attitudes des plus chauvines, notamment vis-à-vis de l'Allemagne : un "Fritz" resterait toujours un "Fritz", et la paix tant désirée ne pouvait être maintenue qu'en affaiblissant autant que possible la "Bochie". Ils ne voyaient pas la contradiction où ils s'enfermaient, à savoir qu'on ne pouvait espérer réduire la violence par la violence, et qu'une attitude trop brutale envers le vaincu risquait de l'entraîner à préparer à son tour une Revanche ; il est vrai qu'il était difficile de concevoir, après quarante ans d'arrogance allemande et quatre ans de guerre totale, que l'amitié avec l'"ennemi héréditaire" était la seule voie vers la paix. Le pacifisme de principe n'était absolument pas contradictoire avec l'exaltation nationaliste : on avait horreur de la guerre, mais en même temps on était fier de l'avoir gagnée, d'avoir tenu, d'avoir été disciplinés, on entendait profiter de la victoire ; et, sauf encore à l'extrême-gauche, on pensait, même si on l'avait détestée, que ç'avait été une guerre juste, une guerre où l'on avait combattu pour la réparation de l'iniquité de 1871, contre le militarisme allemand, contre Guillaume II et ses *Junkers*.

Or le nationalisme français, depuis 1890 environ et au moins dans ses versions explicitement politisées, dans ses surenchères, était plutôt antirépublicain... Certes, durant la guerre, avec l'Union sacrée, les Français avaient serré les rangs et les critiques envers le régime avaient à peu près cessé. Mais après-guerre, l'instabilité ministérielle, le jeu stérile des partis, les scandales politiques et financiers reprirent de plus belle: certains anciens combattants, las de ce désordre, en vinrent assez vite à constituer un terreau idéal pour la droite antirépublicaine — *sans pour autant cesser d'être des pacifistes* (c'est essentiel pour la suite) ¹. Le terme de "ligues", adopté, officiellement ou non, par une partie des associations d'anciens combattants, n'était pas explicitement antirépublicain, puisqu'il y avait eu une Ligue des Droits de l'Homme aussi bien qu'une Ligue des Patriotes ; mais de la volonté de dépasser les clivages partisans, on pouvait assez facilement passer à la critiques des partis, de leurs petits jeux artificiels et vains, des divisions qu'ils réintroduisaient dans le tissu national après la fin de l'Union sacrée. Assez vite, certaines ligues d'anciens combattants commencèrent à se politiser: elles firent pression sur les gouvernements dans le sens de la fermeté envers l'Allemagne, qui devait payer pour ses crimes; elles

enfant).

¹ C'est essentiel, parce que ce mélange explosif de pacifisme et de nationalisme a débouché directement sur Munich (la paix à tout prix, tant pis pour les Tchèques et les Slovaques) et sur Vichy (la défaite et la vassalisation acceptées, et le repli sur soi — plus l'hostilité à la démocratie, ferment de dissolution de la nation et régime "cosmopolite"). Voyez aux chapitre 12 et 13; mais notez dès maintenant que cela n'avait rien à voir avec les surenchères chauvines et bellicistes d'un Boulanger ou d'un Déroulède.

s'opposèrent à la conception wilsonienne de la paix et, à la fin de la décennie, à la politique de réconciliation franco-allemande d'Aristide Briand (*cf.* biographie dans le dossier biographique), qui leur paraissait entachée de naïveté et risquait d'affaiblir le pays. Puis elles se mirent à accuser la République de ne pas faire assez pour les anciens combattants, et, par glissement, de tous les maux du temps.

c) Le pacifisme à gauche et la naissance du parti communiste

La première guerre mondiale provoqua une rupture essentielle dans l'Histoire de la gauche française. Elle amena de nombreux hommes de gauche à radicaliser leur critique de la société existante: la grande boucherie remettait en cause l'ensemble des structures qui l'avaient engendrée (du moins le pensait-on à gauche) : les nations, la société bourgeoise, la démocratie libérale, le capitalisme. Il n'était plus question de les réformer, il fallait les détruire — l'horreur avait été trop grande, des hommes qui venaient de passer quatre ans un fusil à la main avaient du mal à penser autrement qu'en termes de violence, et de manière extrêmement manichéenne. La modération d'un Jaurès ou d'un Briand n'était plus de saison (Briand, du reste, était passé à droite) ; tout ce qui, avant 1914, dans la société française, avait été peu aimé mais plus ou moins supporté, était désormais haï, vomé. La contestation était radicale et touchait toutes les institutions.

On assista à un glissement rapide d'une bonne partie de la gauche socialiste vers des positions qui, avant 1914, avaient été celles d'une petite minorité extrémiste, comme Gustave Hervé : un pacifisme radical allant jusqu'au défaitisme, une véritable haine de la nation, et surtout, malgré l'horreur de la martiale hécatombe, la fascination pour un autre type de violence, la violence sociale, la violence révolutionnaire. Avant 1914, les socialistes et les syndicalistes français, à l'exception d'une frange aussi bruyante que minoritaire (surtout à la C.G.T.), avaient en gros renoncé à l'action violente, la Révolution n'était plus pour eux qu'une référence lointaine à un changement de classe dominante, qu'ils espéraient pacifique. Après 1917, comme l'a écrit F. Furet ¹, le mouvement révolutionnaire « ressurgit [en France] (...) comme un torrent recouvert en 1914, mais grossi quatre ans plus tard des souffrances et des désillusions, individuelles et collectives, dont la guerre a[vait] été si incroyablement prodigue ». La violence révolutionnaire ne faisait plus peur, la Révolution était même devenue un espoir : cela ne pouvait pas être plus horrible que Verdun, que l'ypérite, que les massacres d'Arméniens, et cette fois-ci, la dernière, ce serait pour une bonne cause ; de toute façon, la haine était telle pour les bourgeois et pour leur monde que la violence en devenait quelque chose comme une volupté.

Cet état d'esprit ne pouvait que rapprocher la frange la plus pacifiste de la gauche française, celle qui liait indissolublement l'idée de paix et l'idée de Révolution, des bolcheviks russes, qui venaient à la fois d'abattre le vieux monde haï des Tsars et de signer la paix de

¹ Dans *Le passé d'une illusion: essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, ouvrage paru en 1995.

Brest-Litovsk avec l'Allemagne, écourtant ainsi d'un an la boucherie pour leur pays ². Le communisme en France comme dans le reste du monde fut fils de la grande guerre, fils du pacifisme autant que du rêve de Révolution sociale; plus exactement, il fut fils de l'association d'un pacifisme radical au rêve de la Révolution. En effet, toujours selon Furet, « que les moujiks se [fussent saisis] de la terre n'[était] pas de nature à éblouir les paysans-soldats de l'Ouest, enterrés dans les tranchées: ils [étaient] propriétaires depuis des siècles. Que le tsar [fût] tombé (...) n'[était] pas à leurs yeux inédit: c'[était] au contraire écrit par avance dans l'histoire de l'Occident. Mais que le peuple russe demand[ât] la paix, voilà par où il indiqu[ait] une sortie de l'impasse tragique dans laquelle les gouvernements de l'Ouest [s'étaient] laissés enfermer. (...) Le bolchevisme, maître accidentel et fragile de l'Empire des tsars à l'automne 1917, se trouv[a] fort en Europe de son opposition radicale à la guerre, dès 1914. Il a[vait] l'avantage de donner un sens à ces années terribles grâce au pronostic précoce qu'il a[vait] porté sur elles et qui sembl[ait] l'avoir conduit, lui, à la victoire révolutionnaire d'Octobre. Ce que l'hécatombe a[vait] eu d'inouï trouv[ait] à travers Lénine des responsables et des boucs émissaires à l'échelle du massacre : l'impérialisme, les monopoles capitalistes, la bourgeoisie internationale ».

L'attrait du bolchevisme en 1918-1920 était dû à ce qu'il offrait une explication à la guerre, à ce que les bolcheviks s'étaient toujours opposés à la guerre, au fait qu'ils avaient fait la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, mais aussi à ce qu'ils promettaient de mettre fin à toutes les guerres en même temps qu'à l'oppression bourgeoise, leur responsable, comme aux nationalismes dont on venait de mesurer les ravages — la problématique des dérives, que je défends au début du chapitre 9, n'était évidemment pas celle des femmes et des hommes dont je parle ici. La "grande lueur à l'Est", selon l'expression fameuse de Romain Rolland, ce fut d'abord celle de la paix perpétuelle ; avec l'attrait supplémentaire que la pensée de Marx et de Lénine permettait de lier la critique de la guerre à la critique sociale. Le paradoxe, bien sûr, c'était que la paix perpétuelle ne pouvait être atteinte qu'en redoublant de violence, et que dans les conditions du monde moderne le processus promettait d'être terrible : on le voyait bien déjà en Russie. Mais, encore une fois, pouvait-on se figurer que cela allait être pire encore que Verdun ? Les prolétaires allaient en souffrir aussi, bien sûr ; mais pouvait-on imaginer qu'ils souffriraient encore bien plus que dans la société capitaliste du XIXe siècle ? Pouvait-on prévoir le Goulag, les charniers du Cambodge, la Révolution culturelle ?

Les effectifs de la S.F.I.O. et la C.G.T. explosaient — la S.F.I.O. bénéficiait du fait qu'elle avait rompu l'Union sacrée dès 1917 ; mais elles étaient l'une et l'autre en voie de radicalisation accélérée, plus exactement les plus radicaux y étaient de plus en plus

² Ils en avaient provoquée une autre, la guerre civile russe, mais on l'imputait à leurs ennemis; ils étaient censés n'avoir fait que se défendre (voyez le cours sur la Russie, chapitres 2 et 6). Ils avaient signé la paix avec l'Allemagne qui les avait stipendiés en 1917 et bien aidés lors de la guerre civile en 1918-1919, mais on le savait peu en Occident, et d'ailleurs, dans une logique internationaliste, tout cela importait peu: tous les moyens étaient bons pour mettre fin à l'hécatombe et faire la Révolution.

nombreux et bruyants, à l'inquiétude des plus modérés. Ce fut en 1918 que la frange la plus influencée par les bolcheviks russes prit le nom de "communistes" ¹. En 1919-1920 les grèves et les violences sociales se multiplièrent, du fait des désillusions de l'après-guerre et des difficultés du retour à la vie civile (la crise économique faisait rage), du désir des soldats démobilisés d'être payés pour les sacrifices consentis, mais aussi de l'enthousiasme et du radicalisme révolutionnaire d'une partie des militants: c'est pourquoi elles prirent parfois une allure franchement insurrectionnelle. La Révolution avait éclaté en Russie, puis en Allemagne, en Hongrie, en Slovaquie; pour les internationalistes (Lénine y compris), mais aussi pour leurs adversaires apeurés qui partageaient sur ce point leur vision des choses, l'idée que le prolétariat pût triompher dans un seul pays semblait absurde: la Révolution, fille de la lutte des classes qui avait lieu dans le monde entier, réussirait partout, tout particulièrement dans l'Europe industrielle, ou bien elle échouerait partout. En France, les marxistes d'obédience révolutionnaire, les enfants de Guesde, triomphaient; quant aux anarcho-syndicalistes, aux descendants de Pelloutier, ils étaient persuadés que le "grand soir" était là, et s'imprégnèrent rapidement de toute une culture bolchevisante : ce fut ainsi que la Révolution russe gauchit sensiblement non seulement la tradition socialiste, mais aussi la tradition syndicale française.

Le Premier mai 1919 s'était déroulé dans une atmosphère extrêmement lourde : il y avait eu un mort. Les grèves proprement dites commencèrent en juin 1919 dans les transports en communs parisiens; elles furent étroitement encadrées par les syndicats, bien plus que le furent plus tard celles de 1936 et de 1968. Elles touchèrent surtout les mines, la sidérurgie, les chemins de fer, la fonction publique, soit les secteurs qui déjà étaient les plus revendicatifs avant 1914, plus la chimie ; il y eut aussi des affrontements aux arsenaux de Toulon. En février 1920, de nouvelles grèves de cheminots secouèrent le pays; le conflit dura jusqu'en mai — il était alors interdit aux fonctionnaires et aux travailleurs des secteurs "stratégiques" de se syndiquer et de faire grève. En mars 1920, un autre conflit éclata dans dans les mines.

Par ailleurs, en mer Noire, à Sébastopol, des éléments de la flotte française envoyée en renfort de l'armée "blanche" de Dénikine se mutinèrent en avril 1919, à l'instigation de l'officier mécanicien André Marty (1886-1956) — les mutins, qui au départ réclamaient surtout une nourriture de meilleure qualité et une discipline moins rude, fraternisèrent avec les bolcheviks ; pour remener le calme, l'amiral commandant l'escadre (Amet) dut promettre le retour en France. D'autres mutineries suivirent en rade de Toulon, à Bizerte, et surtout en Grèce en juin, où il fallut faire intervenir les tirailleurs sénégalais pour reprendre le contrôle

¹ Ce terme, que l'on trouve déjà chez Marx et Engels (notamment dans le fameux *Manifeste* de 1848) et chez d'autres socialistes du XIXe siècle, n'avait jamais désigné un courant particulier du socialisme : ce n'était guère alors qu'un synonyme de "socialiste collectiviste", assez peu employé. Ce fut en mars 1918 que Lénine, désireux de s'appropriier l'héritage de Marx, rebaptisa son parti "social-démocrate, majoritaire" (*bolchevik* en russe) du nom de "communiste". Jusqu'en 1953 le nom officiel de cet organisme était : Parti communiste (majoritaire) d'U.R.S.S., puis la mention entre parenthèses disparut.

des navires en révolte : Charles Tillon (1897-1993) s'y illustra ².

Ces violences faisaient peur, même si nulle part le nombre de grévistes ne dépassa 20 % des effectifs. On voyait réapparaître brutalement, et sur une échelle jusqu'alors inconnue, un langage d'une extrême violence, le langage de la haine et de la table rase ; des appels au sabotage, au meurtre, au soulèvement général, à la destruction de l'ensemble de la société...

Pourtant le mouvement syndical et socialiste français, en même temps qu'il se renforçait, était en proie à de très graves turbulences. L'attitude à adopter vis-à-vis de la Révolution russe divisait profondément la C.G.T et la S.F.I.O., qui étaient quand même très mal à l'aise sur ces sujets, car elles avaient échoué à éviter la guerre et la seconde ne s'était retirée que bien tardivement de l'Union sacrée.

En janvier 1919 les bolcheviks et leurs partisans en Europe fondèrent à Moscou une troisième Internationale (plus connue sous le nom de Komintern), destinée à remplacer la deuxième, celle de 1889, qui s'était à leur yeux définitivement compromise avec les forces de l'ordre ancien, et qu'ils ne contrôlaient pas. Ils exigeaient l'adhésion des partis socialistes occidentaux, mais en juillet 1920 Lénine et Zinoviev y posèrent vingt et une conditions drastiques: entre autres l'exclusion des modérés au nom de l'efficacité révolutionnaire, une organisation quasi militaire sur le modèle du parti bolchevik, la création de structures parallèles clandestines aptes à fonctionner en cas d'interdiction, l'obéissance absolue aux décisions du Komintern. C'était renoncer à tout l'héritage des socialismes nationaux du XIXe siècle; en France, c'était enterrer Jaurès une seconde fois. La controverse fit rage ; finalement, en décembre 1920, au congrès de Tours, ce fut la scission — elle se fit dans une ambiance d'impasse, d'échec électoral et d'essoufflement des grèves. La majorité, animée par des pacifistes révolutionnaires admirateurs de Lénine, avec à leur tête entre autres Boris Souvarine, Ludovic Frossard et Marcel Cachin, accepta les vingt et une conditions, rejoignit la IIIe Internationale et fonda la S.F.I.C. (Section française de l'Internationale communiste), le futur P.C.F.

La minorité, regroupée autour de Léon Blum (1872-1950, cf. biographie dans le dossier biographique), parvint à "garder la vieille maison", c'est-à-dire le nom de S.F.I.O., les locaux, l'essentiel du personnel et des élus — mais pas *l'Humanité*. Dans ses interventions au congrès de Tours, Blum critiqua avant tout le lien que faisaient les communistes entre Révolution et violence, mais il allait plus loin: le débat s'était déplacé et ne portait plus prioritairement sur le problème de la paix, mais sur la nature de l'organisation que les bolcheviks commençaient à imposer au pays qu'ils dirigeaient et au mouvement ouvrier international. Blum refusait l'idée d'une dictature révolutionnaire, d'une "dictature du

² Condamnés à vingt ans de travaux forcés en 1919-1920, les mutins de la mer Noire furent amnistiés en 1922-1923, après une vaste campagne où le Komintern les présenta en martyrs. Marty et Tillon firent de belles carrières dans l'appareil de la S.F.I.C. puis du P.C.F., surtout dans les années 1930 et 1940, avant d'en être exclus au début des années 1950 — pas plus que dans les pays de l'est (voyez le cours sur la Russie, chapitre 6), Staline ne supportait de dirigeants qui eussent une autre légitimité que l'onction moscovite.

prolétariat" assimilée à la toute-puissance d'un petit groupe autoproclamé avant-garde du prolétariat: pour lui, on ne pouvait pas faire une authentique révolution sans respecter la liberté.

Mais **Blum ne renonçait pas pour autant à l'idée de Révolution**, Blum, et après lui **les autres socialistes français**, pour se démarquer des communistes tout en continuant à s'inscrire dans la tradition socialiste, pour ne pas l'abandonner à ces derniers, **durent durcir leur discours et conserver une rhétorique révolutionnaire**, alors même qu'ils ne voulaient plus de révolution violente; mais ils ne purent empêcher le mot de prendre un sens essentiellement violent, en référence essentiellement à la Révolution russe de 1917, et non le sens plus modéré qu'eux lui donnaient. Ce **décalage entre un discours assez radical et une pratique plus réformiste**, encore très sensible dans les années 1970, a longtemps desservi les socialistes français: on les a fait passer pour plus révolutionnaires qu'ils n'étaient, notamment au moment du Front populaire — et ils ont eu du mal à comprendre la nécessité d'abandonner ce discours de rupture pour un discours gestionnaire, plus conforme à l'esprit des temps après 1945.

Le mouvement socialiste français était définitivement divisé; ces divisions affaiblirent durablement la gauche. L'année suivante, en 1921, ce fut la **fin de l'unité syndicale**, qui durait depuis l'effacement de la confédération guesdiste en 1898: la C.G.T. demeura aux mains de réformistes proches politiquement des socialistes de la S.F.I.O. (quoique toujours jaloux de l'indépendance syndicale); mais il apparut une C.G.T.U. ("unitaire"), très radicale, dominée au départ par des anarchistes mais sur laquelle les communistes mirent rapidement la main. Elle ne parvint jamais à dépasser la C.G.T. en termes d'effectifs.

Une conséquence importante de cet ensemble de phénomènes, ce fut que **la guerre de 1914-1918 et ses suites portèrent un coup sévère à la place de la tradition du socialisme français dans le monde**. Les socialistes, à l'étranger et même en France, avaient désormais les yeux tournés vers la Russie où, pour la première fois de l'Histoire, une révolution prolétarienne, ou autoproclamée telle, parvenait à durer et même à triompher de ses adversaires, grâce aux méthodes révolutionnaires mises au point par Lénine. Qu'importait, face à la **"grande lueur venue de l'Est"** (ou « **grande lueur à l'Est** »), face à l'étoile rouge qui venait de se lever dans le ciel de la Russie, la tradition du socialisme français ? Même la figure de Jaurès pâlisait: il avait échoué, par naïveté, par angélisme; Lénine, lui, avait réussi. Qu'importaient les combats du XIXe siècle français, qui n'avaient accouché que de la République bourgeoise et de la guerre, à l'heure où triomphaient ceux qui semblaient réaliser la prophétie de Marx ? 1917 intégrait la Révolution française et ses "répliques" bourgeoises du XIXe siècle, mais en tant qu'étapes antérieures, désormais dépassées : elle les rejetait dans le passé. Le monde avait changé d'ère, et **la France n'était plus la patrie de la Révolution**. Celle-ci, pour soixante-dix ans, allait être la Russie, rebaptisée U.R.S.S. en décembre 1922.

D'autant que les socialistes français, définitivement désunis à cause de la querelle sur l'Union sacrée, se trouvèrent durablement affaiblis par rapport à ceux des autres pays d'Europe, du fait que la France fut (avec l'Italie) l'un des pays d'Europe où la tradition communiste, antidémocratique, violente, inféodée à Moscou, fut la plus puissante à l'intérieur du mouvement socialiste. Jusqu'en 1934, de nouveau entre 1939 et 1941 et de 1947 au milieu des années 1960 les communistes refusèrent de collaborer avec les autres forces de gauche, considérées comme des "sociaux-traîtres" complices de l'oppression bourgeoise. Par ailleurs la peur du communisme provoqua un raidissement de la droite, des patrons, etc., qui affecta toute la gauche. De ce fait, avant 1981 la gauche française n'exerça le pouvoir que très brièvement et dans des circonstances difficiles (en 1924-1926, en 1936-1938, à la Libération, en 1956-1957); il est vrai que les socialistes britanniques et allemands ne firent guère mieux dans l'entre-deux-guerres.

Bref, le traumatisme de la guerre et l'effondrement des mythes cocardiers du XIXe siècle aboutirent à un grave affaiblissement moral et politique du pays tout entier. Tandis que les communistes, l'extrême-gauche et même une partie des socialistes envisageaient la disparition, à terme, de l'entité "France" au sein d'une société mondiale sans classes, et qu'une partie de la droite, tout en mélangeant plus que jamais défense de la nation et lutte contre la République, s'apprêtait, par un pacifisme dévoyé, à renoncer à défendre la France contre les dictatures, une autre partie de cette droite — la même parfois — chercha à développer un nouveau type de nationalisme inspiré d'expériences étrangères. La République était la cible de toutes les attaques, coupable de bellicisme pour les uns (socialistes et communistes, pacifistes de droite dans les années 1930), lâche et incapable de redonner sa fierté à la nation pour les autres (la droite revancharde, les ligues). Ces attaques ne firent pas trop de mal tant que la prospérité régna; avec la crise des années 1930, elles débouchèrent sur une grave crise de régime.

une dernière conséquence est l'« affaire de la PMS, primaire militaire supérieure » à l'ENS dans les années 20: à partir de 1923, les élèves doivent en deux ans préparer un brevet de PMS (conférences à l'école, exercices en caserne, etc.), ce qui leur permet de devenir sous-lieutenants ; si non : 18 mois de service militaire comme simples soldats. Par un pacifisme très pro-SDN beaucoup + que politique, beaucoup de khâgneux boycottent (rôle de Sartre, cf. biographie dans le dossier biographique) : désordres à la caserne de Lourcine (« Sartre et Nizan étaient, dans le peloton, incapables de marcher au pas ») ; diverses stratégies pour échouer au brevet, notamment l'absentéisme. Environ 1/3 des candidats ne sont pas reçus en 1927, 28, 29. Les inquiétudes de la direction de l'Ecole sont accrues par...

83 élèves signent une pétition hostile en 1928 :

- changement d'échelle de l'action normalienne : irruption dans la presse nationale
- l'affaire à proprement parler : publication d'une pétition dans Le Populaire du 26

novembre 1928. L'argument selon lequel les élites de l'enseignement doivent être formées au commandement militaire est refusé au nom d'une distinction entre l' « assentiment réfléchi » attendu des élèves par l'éducateur et l'obéissance essentielle exigée des militaires. Réclamation de la transformation de la préparation militaire obligatoire en préparation militaire facultative.

- Indignation de l'*Echo de Paris* (« la gangrène va du primaire au supérieur ») et de *La Victoire* d'Hervé ; l'*Action française* relativise ce « tolstoïsme attardé » en montrant la solitude des normaliens dans le quartier latin décrit par Agathon

- Une contre-pétition paraît dans l'*Echo de Paris* mais se révèle être un canular. Une attaque frontale par Charles Delvert (normalien ancien combattant) des 83 signataires de la 1ère pétition paraît. Delvert rend le concours même responsable de l'orientation politique de l'Ecole, en faisant de la philosophie (qui récompense la bien-pensance bolchevisante) la matière discriminante

- Certains articles prennent parti pour les 83 dans *L'Oeuvre*, *Le Progrès civique*, *la Volonté*.

- Pierre Marraud, premier ministre auquel la pétition était adressée, lui oppose un refus explicite

- L'influence néfaste d'Alain est dénoncée à plusieurs reprises, notamment par *L'Intransigeant*. Le groupe des chartiéristes, ses disciples de HIV, est en effet fortement présent.

- Origine sociale des signataires : en très grande partie des fils d'instituteurs

- grand absent : le parti communiste, qui interdit à ses membres de refuser le service, puisqu'il s'agit pour eux de désagréger l'armée bourgeoise de l'intérieur

- colère et surprise de certains normaliens qui avaient signé uniquement par refus apolitique de la notion d'obligation, et qui voient l'affaire prendre une ampleur imprévue et leurs noms être utilisés dans une affaire devenue politique >>>> rapide désolidarisation d'une soixantaine de signataires (initiative qui semble venir, entre autres, de Brasillach qui avait signé (!), mais vives protestations paraissent dans *Libre parole* contre les propos d'Emile Picard, qui dénonce sévèrement la pétition dans un discours à l'association amicale des anciens élèves d'Ulm rendant hommage à Alphonse Aulard (13 janvier).

dans le même contexte : la « Revue » de 1927 :

- Spectacle annuel dans l'amphithéâtre de l'ENS ; scandale en 1927 avec 2 chansons contre l'armée ; auditoire siffle et proteste/applaudit. Sartre a participé à la rédaction. *La Victoire* d'Hervé va jusqu'à exiger la démission du directeur, Gustave Lanson, qui mène donc son enquête et distribue des blâmes.

- >>>> mauvaise image de l'Ecole dans l'armée ; dissension alimentée par des pétitions mettant en cause l'armée française et la défense nationale (parues en mars 1927 dans *Libre-propos*)

S'y ajoute une pétition normalienne contre le projet de loi Paul-Boncour (voir cours

GÉS-10, et cf. biographie dans le dossier biographique) ¹. Fin de la fiche de lecture

d'Ostiane :

La crise de 1929 : le soutien aux normaliens de Quimper

Autre pétition normalienne de 24 signataires contre les arrestations préventives du 1er mai 1929 des élèves instituteurs de l'Ecole normale de Quimper, entrés en conflit avec la direction qui tentait de rendre obligatoire la préparation militaire, théoriquement facultative. Bénichou est l'un des instigateurs

Retentissement dans la presse (*Le Temps* du 12 juillet déplore « les basses séduction et la contagion grégaire d'un pacifisme d'estaminet, d'un antimilitarisme de café-concert »)

Réaction rapide de l'administration ; conseil de discipline

1930-1935, l'apogée du pacifisme normalien ?

Vent d'antimilitarisme se prolonge dans les années 1930, grâce aux socialistes, aux aliniens et aux communistes. Ex : nouvelle pétition en 1931 « contre la caporalisation des intellectuels ». Initiative qui préfigure le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes

L'ENS, une serre pacifiste pour la « génération de 1905 » ?

Le pacifisme progressivement établi dans les années 1920 reste solide la décennie suivante

Pétition massive concernant le service militaire, mentionnée dans *L'Oeuvre* du 17 mars 1935

Ensemble des pacifistes en recomposition : les élèves d'Alain disparaissent avec sa retraite, les communistes évoluent avec leur parti courant 1935, les socialistes sont divisés sur l'attitude à adopter face à l'Allemagne

Vingt ans après : une génération dans l'orage

- Dispersion douloureuse de ces promotions des années 1920 à la Libération
- Illusions perdues, le « rêve pacifiste passe » devant les réalités allemandes, comme pour Pierre Bertaux qui déclare « Dès 1934, je considérais la guerre comme inévitable », malgré ses anciennes convictions pacifistes profondes de Lorrain imprégné de socialisme
- Fusillés et déportés dont la mémoire est rappelée lors des premières rencontres de Davos.

Jean Cavailès devient compagnon de la Libération à titre posthume, après avoir été persécuté en juin 1944 et condamné à mort.

Les normaliens socialistes : des pacifistes dans la turbulence historique :

- Le pacifisme de serre des socialistes de l'ENS des années 1920 a résisté aux désillusions évoquées plus haut (désillusions exprimées par Pierre Brossolette dans son appel aux « moins de trente ans d'aujourd'hui » dans *Notre Temps*, juillet 1933 : « Le mot international et le mot socialisme suffisent à provoquer les rires »)

- ce pacifisme est « chevillé au cœur et à l'esprit » des socialistes d'Ulm, il est leur « plus petit dénominateur commun » et les conduit à une lecture dualiste des attitudes possibles face au monde, pacifisme contre « bellicisme ». Admiration pour Léon Blum, qui rappelle ces mots de Jaurès dans un discours prononcé à Soissons le 15 novembre 1936 : « Chaque fois qu'on peut éviter la guerre, il faut éviter la guerre. La guerre, c'est le mal ! La guerre ne peut rien engendrer de noble et de bon. ». Discours qui marque durablement Georges Lefranc, grande figure du socialisme ulmien.

un pacifisme différent, celui d'Abel Gance dans sa 2^e version de *J'accuse*. Dans la 1^{ère}, en 1919, les morts de Verdun sortaient de leurs tombeaux pour accuser sur le mode moral les vivants de se mal conduire. Dans la 2^e, beaucoup + politique et à mon avis assez suspecte, en 1937, ils font reproche aux vivants de préparer la guerre nouvelle.

4°) Un fascisme à la française ?

a) Le premier parti fasciste français, celui de Georges Valois : le

Faisceau (1925-1928)

les origines :

- pseudonyme de Georges Cressen, ancien ouvrier du Livre
- nourri à la fois de G.Sorel, de Maurras (cf. biographie dans le dossier biographique) et

¹ J.-F.Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., réédition, PUF, coll. "Quadrige", 1994, 720 p. Fiche de lecture par Ostiane.

d'anarcho-syndicalisme

- a appartenu à l'Action française, qu'il quittera en oct. 1925, sans heurt violent au début (aile "syndicale", SR, et ouvriériste)
- a animé le Cercle Proudhon, le journal *Le Nouveau Siècle* (hebdo., un temps quotidien)
- a rencontré Mussolini en nov. 1923 (mais contacts perdus par la suite)
- son parti apparaît dans contexte du Cartel des Gauches, qui "remet en cause" l'Union sacrée du temps de la guerre
- déçu par traditionalisme de l'Action française, désire synthèse entre nationalisme et socialisme

fonde un Faisceau le 11 novembre (!) 1925 :

- org. calquée / *fascio*
- beaucoup d'anciens combattants
- originalité du nom, et de la volonté d'imiter le modèle italien
- mais le F. de GV n'est pas créé sur base doctrinale du f. ital. ⇒ plutôt une Société de pensée (Serge Berstein)

activité :

- violente polémique avec Action française ⇒ séparation définitive (rupture d'ailleurs avec autres ligues)
- anticapitalisme, nationalisme (SR + national. fr. + Proudhon + Action française)
- activité publique culmine automne 1926 (2 manif. d'anciens combattants)
- a attiré beaucoup de jeunes
- stab. Poincaré porte un rude coup au recrutement
- diff. financières (a perdu appui de Coty : voir + loin) ⇒ déclin, puis disparition 1928
- cause : s'est engagé dans voie du 1er F. en pleine période de retour au calme (accuse d'ailleurs le fasc. it. de trahison !)

⇒ un "fascisme naïf" (Zeev Sternhell)

devenir :

- GV revient à l'anarcho-syndicalisme
- éditions (Éd. de Valois) : édite de nombreux travaux d'hommes qui s'efforcent de trouver idées nouvelles contrastant avec syst. politique officiel (non-conform.)
- Parti républicain syndicaliste (1928-1932)
- champion (1932 >>>) d'un mouvement coopé. libertaire
- participe au Front populaire
- et à la résistance ⇒ déporté 1944, meurt en camp de concentration

b) Un fascisme "ancien combattant" ?

LES "CREUSETS" :

Les organisations d'Anciens Combattants

- A. Prost a bien montré dans sa thèse (A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., et dans : A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, coll. "Archives", 1977, 247 p., que les org. d'anciens combattants nées après Première Guerre mondiale n'étaient nullement fascistes, mais pacifistes, etc. Origine : pendant la Première Guerre mondiale les organisations de mutilés (nouvelles, celles de 1871 étant moribondes et jugées trop bien-pensantes) et les asso. de démobil. chômeurs (paperasserie des conditions de réforme, diminution des ressources puisque le réformé perd les allocations militaires, difficultés à retrouver du travail, question des « places assises », etc.). Émergence du mouvement entre 1919 et 1927, apogée entre 1928 et 1934.

Or, imp. numérique : 3,5 M cotisants vers 1932-1934 (il y avait eu 7,9 millions de mobilisés), mais amenuisement progressif de la « génération du feu ». D'autant + grande que femmes ne votent pas. Forme de sociabilité dans les campagnes. La société rurale et les classes moyennes forment les gros bataillons des asso.

- en juillet 1917, Henri Barbusse, Paul Vaillant-Couturier et Raymond Lefebvre fondent l'Association républicaine des Anciens combattants (ARAC)

- L'élection de nombreux députés AC en 1919 n'offre pas au mouvement combattant une influence réelle sur les affaires publiques, à cause de la division entre organisations. Ex. : l'UNC préconise une politique de fermeté envers l'Allemagne et de réserve envers la SDN ; l'UF (proche des radicaux et des socialistes) au contraire est favorable à la SDN

- 1926 : manifestation contre les accords Mellon-Bérenger ; l'ARAC met sur pied des Groupes antifascistes de Défense (GAD)

- 1927 : États généraux de la France meurtrie, à Versailles >>> fondation d'une Confédération nationale des Anciens combattants et Victimes de Guerre (CNACVG)

- mais 1928 : campagne de presse / thème de la mission nationale qui incombe aux anciens combattants : chasser les profiteurs, les "politicards", les "embusqués"

- surtout dès 1928 (malgré dogme général de l'apolitisme), les associations d'anciens combattants de toutes tendances abordent la question du mauvais fonctionnement des institutions républicaines + adoptent nombreux projets de réforme de l'État, y compris à l'UF

- au début des années 30 ces thèmes sont mêlés aux revendications pécuniaires (revalorisation des pensions) >>> 6 février 1934

- toutes les organisations d'AC demandent le suffrage féminin

- l'UNC est farouchement anti-Front populaire

- mais à la fin des années 30 les organisations d'AC n'ont plus guère de revendications à faire valoir >>> des groupes de pression qui ont abouti, partiellement, cf. l'Union des Blessés de la face (les « gueules cassées » dit le premier président, le Dr Picot), née en 1921, qui touche les « dixièmes » de la Loterie nationale (créée en 1934), puis des dividendes du Loto

et est à l'heure actuelle propriétaire de 9,2 % des actions de la Française des Jeux ¹.

Le mécontentement

- polit., éco., soc., etc.

- suscite des réactions comme la Fédération des contribuables (plus. cent. milliers adhérents 1934)

- Organisations de Dorgères :

* Comités de Défense paysanne (1933 >>>)

Henri d'Halluin, né dans Nord 1897

journaliste (div. journaux)

livre, puis slogan "Haut les fourches !"

puis Comités de Défense paysanne

* Front paysan 1934 (éphémère) : Comités de Défense paysanne + Parti agraire (de Fleurant Agricola) + syndicats agraires

* 1935 : Chemises vertes (insigne : fourche et faux entrecroisées sur gerbe de blé)

* ⇒ un "fascisme vert" ?

avec les Jeunesses paysannes, les Comités de Défense paysanne et les Chemises vertes, 400 000 adhérents en 1939

traditionalisme en réalité

cf. propag. mythologie terrienne X "tyrannie des villes"

soutient 1936 bataille contre grévistes villes, tente briser grèves ouvriers agricoles

théoriquement mouvement populaire paysan X effets capitalisme ; en fait manipulé par ceux qu'il prétend combattre (les conservateurs)

violemment antitétatique, antibureaucratique, xénophobe

Vichy : a été un moment dir. de la Propagande paysanne, mais déçu

faits de résistance (?) ⇒ condamné Libération à 10 ans d'indignité nationale, mais peine relevée

alliance avec Pujade ; député 1956-1958

mort janvier 1985

L'Ami du Peuple de François Coty (1928>>>)

- riche parfumeur d'origine corse, Spoturno (1874-1934), arriviste, mégalomane (René Rémond : "Ce Birotteau rêvait-il de devenir César ?")

- a fait fortune pendant guerre grâce au marché américain

- mécène de la Corse

- presse : contrôle du *Figaro* (1922>>>), rachète *Le Gaulois* (1928) ⇒ fusion avec *Le Figaro*

surtout, lance 1er mai 1928 *L'Ami du Peuple*, tirage à 1 M ex., idéologie très sommaire, antiparlementarisme, antibureaucrat., antisémitisme, etc. Sévèrement attaqué par ses confrères.

¹ S.Delaporte, *Gueules cassées de la Grande Guerre*, Agnès Viénot, 2004, 262 p.,

- on le trouve à l'origine de toutes les entreprises "fascistes" qui précèdent le 6 février
- Un homme seul, dont le modèle est Mussolini, qui, malgré une activité débordante, ne parvient pas à jouer un rôle de 1er plan
- meurt ruiné 25 juillet 1934

LES CROIX DE FEU :

fondation nov. 1927 des Croix de Feu, titre condensé de l'Association nat. des combattants de l'avant et des Blessés de guerre cités pour action d'éclat (!)

par Maurice Hanot, dit d'Hartoy

aucun progr. politique, une sorte de nouvelle Légion d'honneur

adhésion nov. 1928 du lieutenant-col. François de La Rocque

- né 1886 Lorient
- véritables prénoms = Anet, François (Casimir est une invention !)

rôle rapidement capital de La Rocque :

- au CA des Croix de Feu 1929, président 1931
- magnétisme La Rocque / proches (+ que / foules). Cf. anniv. sa mort encore fêté !
- a quitté armée 1929 (>>>> CGE)

œuvre personnelle de La Rocque : associations satellites :

- Asso. des briscards 1929
- Fils & Filles des Croix de Feu 1932, dans contexte général d' "appel à la jeunesse"
- Ligue des Volontaires nationaux 1933
- œuvres sociales dans contexte crise : vestiaires, colo. vac., etc.

⇒ croissance régulière (X autres ligues) des eff. : 36 000 1932, 150 000 1934, 450 000 1936
réflexe de peur sociale pousse la petite bourgeoisie à adhérer

extension des buts à la politique :

- réconciliation nationale
- antiparl.
- antipacif. et pour départ France de la SDN ¹
- corpo. d'insp. chrét. dans cadre d'une éco. faiblement ind., retour à la terre, une doctrine se rapprochant + de celles de Dollfuss et Salazar que de Musso. et Hitler
- importance pensée sociale (catho.) de Lyautey
- devise "Travail, Famille, Patrie"

allure paramilitaire :

- troupes de choc, les "dispos", groupés en "mains" de 5 h, en "groupes", en "brigades", mobilisables à tout moment
- mystique du chef ⇒ devient le "fasciste" par excellence aux yeux de la g.

¹ Biblio. plus générale sur le « milieu genevois » : Cf. Serge Berstein, « Le milieu genevois dans la France de l'entre-deux-guerres », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 321-335

- périodiquement, concentration de militants :
- * pour pouvoir briser manif. comm.
- * "scoutisme de grandes personnes" (René Rémond) ?

Mais mot de scoutisme employé par La Rocque lui-même pour désigner ses dispo dans but d'en gommer le caractère dangereux

le 6 février 1934 :

- splendide isolement des Croix de Feu
- ont voulu éviter de tirer marrons du feu pour ligues (Croix de Feu + du côté de la droite que des ligues)

1936 :

- X grèves avec occ. usines : création des Syndicats professionnels français
- 18 juin 1936 : dissolution des ligues ⇒ diss. Croix de Feu ⇒ La Rocque crée PSF (voir + loin)

= acceptation implicite de la dissolution ⇒ refus de certains (Pozzo di Borgo)

conclusion :

- ligue antiparl. dans tradition du boulangisme ? Fascisme ? "scoutisme politique" ?
- asso. d'anciens combattants se transformant en rassemblement national, recrutant dans petite bourgeoisie. Comme celle-ci est avant tout éprise d'ordre, Croix de Feu deviennent un grand parti à vocation de réconciliation nationale ⇒ ambiguïté fondamentale du mouvement
- d'ailleurs, dissidences en son sein, surtout à droite (gens qu'on trouve beaucoup au PPF)
- une idéologie de rassemblement

D'ailleurs, pas condamnation des acquis sociaux du Front populaire. Cf. formule de La Rocque : "Nos idées sont au pouvoir !"

LE FRANCISME :

- jamais > 10 000 m. non plus, recrutés surtout dans éléments déclassés petite bourg. et dans *lumpenproletariat*
- le + intransigeant et le + systématique de ces mouvements
- inspiration nettement fasciste : emprunte le + clair de son idéologie au fasc. italien, mais guère de profondeur
- fondation 11 nov. 1933
- chef = Marcel Bucard, venu du Faisceau de G.Valois

copie Muss. ; capitaine sorti du rang pendant Première Guerre mondiale

hymne au revolver : "J'aime mon revolver [...] je suis toujours prêt à m'en servir ! [...]"

Je m'en servirai contre les crapules et les charognards qui, dans leurs tanières et dans leurs journaux innommables, essaient d'attenter à mon honneur de citoyen, de soldat, et de père de famille. C'est de la légitime défense !"

- uniforme (béret et chemise bleue), insigne (roue dentée + épi + francisque), devise, etc.

- n'a pas pris part au 6 fév. (≠ S.F.)
- au 1er congrès (juin 1934) : télégramme de félicitation à Muss. et Hitler
- imp. subsides ital.
- représente la France au Congrès int. fasc. de Montreux déc. 1934
- Francisme devient antisémite 1936, mais disp. 1936 (comme SF)
- piètre figure, simple décalque, vivant des subventions de Muss., avec grande pauvreté idéologique

LE PARTI SOCIAL FRANÇAIS (1936-1937) :

Sa naissance :

- conséquence de la dissolut. des Croix de Feu 18 juin 1936 (voir + haut)
- parti constitué 10 juillet 1936
- inconvénient de s'être constitué en parti après les élections ⇒ pas de groupe parlementaire & longue attente pour prochaines !
- présid. : La Rocque, vice-pr. : Jean Mermoz
- attire quantité de citoyens qui cherchent à se grouper pour faire échec à ce qu'ils prennent pour une entreprise de marxisation de la France
- dépouille allure paramilitaire des Croix de Feu qui effarouchait les "gens d'ordre"
- recrutement en 10 mois de + de 600 000 adhérents (> Croix de Feu) :

prof. libé. : 26 %	employés : 20 %	cultiv. : 20 %
artisans : 19 %	commerçants : 15 %	

journal : Le Flambeau

contre l'Office du Blé, les hausses de salaires, les 40 heures
pour l'exaltation des valeurs tradit. (devise = "Travail, Famille, Patrie") et Franco (comme tte la droite)

parti fondamentalement conservateur, loin du Fascisme

contre-manif. anticomm. du 4 oct. 1936 au Parc des Princes (succès)

LE PSF EN 1937 :

l'affaire de Clichy (16 mars 1937) :

- bien connue grâce au récit fait par L.Blum au lendemain des faits et par Colloque de Nanterre 1973
- PSF se réunit (réunion autorisée) à Clichy, citadelle du Front populaire
- SFIO et PCF appellent à une "contre-manifestation" (*sic*), mais aucune préparation, aucune organisation
- membres du PSF réussissent à quitter la salle sans problème
- heurts contre-manif. X police ⇒ 5 morts et > 300 blessés
 ⇒ radicaux horrifiés, il est question de dissoudre le PSF (pour "reconstitution de ligue

dissoute")

les relations du PSF avec le reste de la droite et de l'extrême-droite :

- PSF = parti qui ambitionne des sièges ⇒ inquiète ceux qui, installés dans la place, entendent conserver leur "bien" ⇒ un probl. de relations avec la droite classique, à laquelle La Rocque reproche d'avoir, par ses divisions et la sclérose de ses dirigeants, favorisé l'arrivée au pouvoir du Front populaire

- PSF refuse d'entrer dans le Front de la Liberté

= vaste rassembl. anticomm. proposé mars 1937 par Doriot (*cf. biographie dans le dossier biographique*), et qui tente de noyauter ainsi le PSF (beaucoup + nombreux), de neutraliser ses dirigeants par un mouvement où rôle moteur aurait bien vite été celui des hommes du PPF !

Conclusion sur PSF :

- La Rocque a ambitionné pour son parti le rôle d'un vaste rassemblement des Français dans un cadre légal, se démarquant de la droite et de l'extr.-droite (ce qu'un Blum a très bien vu)

- l'une et l'autre ont cherché à neutraliser les dirigeants du PSF au sein du Front de la Liberté

- PSF aurait été favorisé par la Repr. proport. votée à la veille de la Deuxième Guerre mondiale (aurait du être utilisée aux élect. de 1940). Mais problème du poids, face au parti radical, auprès de l'électorat des classes moyennes (X phénomène Daladier, autre "homme fort", *cf. biographie dans le dossier biographique*). Et dans les élect. partielles, on n'a pas senti de poussée PSF

- La Rocque brouillé avec Pétain dès 1937. Ne le voit pas à Vichy avant 1943 (et a utilisé le mot "résistance" dès le 16 juin 1940)

- emprisonné par les All. 1943-1945

- emprisonné à la Libération 1945 (mort en 1946), sans poursuites judiciaires

- un "colonel-épouvantail" (Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque. 1885-1946. Ou les pièges du nationalisme chrétien*, Fayard, 1996, 1 194 p., compte rendu dans Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine, 2000/1&2, pp. 54-55)

UN FASCISME AUTHENTIQUE : DORIOT ET LE PPF :

Jacques Doriot :

- *cf. J.-P. Brunet, Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Balland, 1986, 562 p.

- métallo., fils de forgeron, qui adhère au PCF en 1920 à 22 ans

- m. du CC, dirigeant des JC 1924, vite au BP ⇒ une rapide ascension

- tribun, entraîneur d'hommes, espoir du bolchévisme à la française

- communiste anticolo. (*cf. télégramme à Abd-El-Krim*). Pour plus de généralités sur

l'attitude des communistes pendant l'entre-deux-guerres : Lily Marcou, « La IIIe Internationale et le problème de la guerre. Bilan historiographique », dans *Les*

Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle, École française de Rome-
Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 27-50

- foi comm. ébranlée dès 1927 (révélation de Brunet)

- maire de Saint-Denis 1930 >>>

- D. critique la politique du PCF visant au "front unique" par la base avec la SFIO (est fav. à l'unité d'action avec le parti) ⇒ D. exclu du PCF 27 juin 1934 (au moment même où PCF reprend la politique unitaire de D. !)

- avec l'année 1936, virage vertigineux :

* anticommunisme, après antisov., retranché dans bastion de Saint-Denis

* la droite a toujours accueilli à bras ouverts les transfuges de la gauche : qquns des hommes les + populaires à droite sont venus de l'extr.-gauche (cf. Boulanger, qui s'était d'abord fait la réputation du seul général rép. avant d'être soutenu par les monarchistes !)

* juillet 1936 : fonde le PPF

UN PARTI FASCISTE :

un vrai parti politique fasciste :

- militants (50 à 60 000 vrais cotisants au maxi. D. en a proclamé 300 000 maxi. !)

beaucoup chômeurs et ouvriers (venus avec D. du PCF), beaucoup dissidents du PSF, beaucoup de jeunes (≠ PSF)

- doctrine (mais assez pauvre) : un Fascisme "2e manière" :

* anticapitalisme (+ verbal que réel)

* anticomm., antiparl.

* antisémitisme (avec un certain retard)

* mais D. refuse employer mot "fascisme"

- un chef

- emblèmes : drapeau, salut, hymne

- grande popularité

- soutien à l'Esp. franquiste (uniquement verbal, c. dans le reste de la droite)

- résolument munichois sept. 1938

- fer de lance du Front de la Liberté (voir + haut), anticomm., regroupant formations de la droite nationaliste

sympathies très étendues dont Doriot et le PPF bénéficient :

- >>> Tardieu

- signification profonde : entre 1934 et 1937, une partie des droites classiques se laissent gagner par le vocabulaire et circonvenir par la propagande des fascismes (évolut. à l'inverse du PSF)

avenir :

- échec du Front de la Liberté provoque léthargie du PPF

- Doriot sombre dans Collaboration : Légion des Volontaires français sous unif. allemand

- le "Führer français" disparaît en fév. 1945, dans débâcle du Grand Reich, sa voiture mitraillée par avion allié

II. L'ENTRE-DEUX-GUERRES

1°) Caractères d'ensemble

a) La notion d'Union nationale

- Une formule parl. rassemblant en principe la totalité des partis polit. dans la majo., développée en cas de danger grave pesant sur le pays, danger suff. pour que partis suspendent leur rivalité et que le débat politique s'efface devant l'intérêt national.
- Précédent de l'Union sacrée de 1914. N'est pas allé sans ambiguïté, a favorisé la droite, G a été vite mal à l'aise. La tentative de prolonger après la Guerre l'Union sacrée amputée des social. dans le Bloc national fait lg feu, la direction du Parti radical refusant de se joindre à une coalition de droite qui signifierait sa disparition à court terme, et, de ce fait, le Bloc national ne sera qu'un bloc des droites.
- 2e expérience = Poincaré en 1926 (danger est financier, cf. mise au point début année). Mais SFIO en est exclue (alors que membre du Cartel des Gauches) ⇒ une Union nationale incomplète, dont D & C se satisfont, mais que les radicaux veulent provisoire (⇒ expulsion de Franklin Bouillon et de ses partisans, car souhaitaient faire de l' "unionisme" une formule permanente). Y mettent d'ailleurs fin au Congrès d'Angers de 1928.
- 3e expérience (Doumergue 1934) ressemble à 2e (et s'en veut la répétition). Pas de social., mais D. n'a pas l'autorité de P. sur son équipe. Se poursuit (gouv. D., Flandin, Bouisson, Laval, cf. biographie dans le dossier biographique) >>> janv. 36. Radicaux y mettent fin, en rejoignant le Front populaire.
- un semblant de 4e expérience en mars 1940 : gouv. Reynaud (cf. biographie dans le dossier biographique) avec des social., mais Blum n'a pas de portefeuille, Fédé. Répu. en dehors (car R. n'a pas offert de portef. à L.Marin, pour raison de "symétrie!").
- * Diff. remaniements, liés à la conduite de la guerre et aux Q de personn.
- * Pas de véritable volonté d'Union nationale

b) Les intellectuels

- la Première Guerre Mondiale provoque une recomposition partielle des milieux intellectuels
- un bouillonnement intellectuel à L'Humanité dans les années d'immédiat après-guerre ¹ ; très nombreuses revues nouvelles, dont la *Nouvelle Revue socialiste* ; Groupe d'Études socialistes (les ENS) ; la LAURS
- la « Rép. des profs » (titre d'Albert Thibaudet, 1927) continue, surtout en apparence, car en 1924 si 9 Normaliens ont été élus ou réélus députés 2 seulement figurent dans le ministère Herriot (sur 18 ministres) (cf. biographie dans le dossier biographique)
- les profs à gauche : continuation d'un phénomène d'avant-guerre (cf. Herriot, « héritier »

¹ Chr.Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p., pp. 201 & suiv.

de Burdeau)

- la **gauche** est également représentée **en milieu étudiant** :

* LAURS (1924), animée 1927-1928 par PMF (*cf.* sa biogr.)

* Fédé. nat. des étudiants socialistes (1926)

- mais **prééminence Action française/QL, surtout en Droit** (la Sorbonne est plutôt à gauche). *Cf.* affaire Scelle (1925) : prof. pacifiste et cartelliste empêché de commencer à la Fac. de Droit son cours de droit public international

- le rayonnement de l'Action française reste important

- Années 30 : **enjeu de la paix** :

* **pacifisme intégral**, aspect ancien, déjà vu dans d'autres cours, et conforme à la formule d'Érasme, « Il n'y a pas de paix, si injuste soit-elle, qui ne soit préférable à la plus juste des guerres. » (*La Complainte de la paix*). Les années de la Première Guerre Mondiale avaient vu un pullulement de petites revues et organisations pacifistes, et les instituteurs, en particulier, en étaient revenus à leur pacifisme d'avant 1914 ¹

* **guerre d'Éthiopie** ⇒ pétition-manifeste *Manifeste des Intellectuels français. Pour la défense de l'Occident*, 1935, rédigée par Henri Massis, soutenu par l'AF : solidarité « latine », civil. « occid. », adm. pour œuvre de Muss. ⇒ des contre-manif. de gauche

* **Guerre d'Espagne** : div. bien connue, importance célèbre du raisonnement catholique « par » les Basques + : Claudel soutient à fond les nationalistes, jeune catholique Jean Hérold Paquis quitte France pour participer aux émissions du poste franquiste Radio-Saragosse, Mauriac a une attitude réservée >>> suscite le manifeste *Pour le peuple basque*, à la suite de Guernica, publié dans *La Croix* du 8 mai 1937, signé (entre autres) par Emmanuel Mounier, Maurice Merleau-Ponty, Claude Bourdet, Paul Vignaux, et un « groupe de 28 élèves de l'École normale supérieure »...

* « **pacifisme de droite** ». *Cf.* Thierry Maulnier (1909-1987), qui a collaboré à l'Action française

>>> le devoir d'engagement réapparaît dans l'entre-deux-guerres

c) La chambre bleu-horizon (1919-1924) et le second ralliement des catholiques ²

députés catho. font partie de la **majo. parl.** de 1919 à 1932, sauf entre 1924 et 1926

⇒ **triomphe déf. du Ralliement**, sans parti catho., par appui donné à un rass. de rép. modérés

rapprochement avec le St Siège :

¹ Chr. Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 356 p.

² Une biblio. sur un point important : Jean-Marie Mayeur, « Les catholiques français et la paix du début du XXe siècle à la veille de la Deuxième Guerre mondiale », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 151-164

- mais haut clergé (nommé par Pie X) y est hostile
- et à Rome, travail de l'Action française et des cardinaux royalistes
- fêtes canonisation Jeanne d'Arc 1920 = symbole réconciliation
- rétablissement ambassade fr. au Vatican 1920
- Briand, président du Conseil, nomme 1921 Célestin Jonnart amb. extraord. auprès du SS (choix excellent)
- Pie XI (qui a succédé à Benoît XV 1922) approuve les "associations diocésaines" 1924 (encycl. *Maximam gravissimamque*)

d) Castelnau fait reculer le Cartel des Gauches

cf. biographie dans le dossier biographique

progr. du Cartel des Gauches réclame expulsion des congrég. (rentrées 1914>>>),
suppress. ambassade fr. au Vatican, et application loi Sép. à l'Alsace-Moselle, ce qu'E. Herriot annonce dans déclaration minist. du 17 juin 1924

mobil. catho. très ample :

- en Alsace et Moselle
- père jésuite Doncœur crée la DRAC (Déf. des Relig. anciens combattants)
- gal de Castelnau la Fédé. nat. catho., groupe de pression et non grand parti catho.
- grands rass., appui au "mur d'argent" (appel aux épargnants pour qu'ils ddent remb. bons de la Défense nationale et qu'ils ne soucrivent plus !)
- cardinaux publient 25 mars 1925 une vérit. décl. de g. X gouv., qui met en cause la conception de l'État laïque

Herriot renversé, Painlevé annonce recul du C. ⇒ le C. des cardinaux a fait reculer le Cartel des Gauches !

la FNC continue, coiffant les unions diocésaines. Belles années >>> 1930, avec conf., grands rass., utilisation rég. c. org. presse de *L'Écho de Paris*, journal de droite, etc.)

e) Les divisions des chrétiens dans les années 1920

prot. se répartissent politiquement sur un éventail très large :

- des comm. dans Gard
- des pacifistes
- mais des prot. se rapprochent de Maurras, surtout au moment où celui-ci est condamné par Rome (voir + loin)

le courant démo. chrétien :

- origines : voir + haut et base

La Jeune République (1912-IVe République)

- créée 1er juillet 1912 par Marc Sangnier (1873-1950) pour "tourner" l'interdiction pontif. (25 août 1910) du Sillon. Proclame son caractère non-conf. d'emblée. Anciens sillonistes.

- = aile gauche de la DC fr., veut aller au-delà d'un simple ralliement à la Rép. ⇒ soucis démocratiques réels, surtout dans domaine éco., mais aussi droit de vote aux femmes, RP, dr. de référendum,

⇒ attaques de la Droite

- pacifisme : réconciliation fr.-alle avant et surtout après Première Guerre mondiale
avant : patriotisme "de gauche"

- env. 5 000 adhérents, surtout employés & enseignants

- 3 à 5 députés 1919-1940 (Bloc national en 1919 seulement)

- adhère au Front populaire (malgré méfiance des radicaux)

- et soutient constamment action du Front populaire

- 10 juill.1940, les 4 députés votent contre Pétain

- MS a fondé 1930 la *Ligue française des Auberges de la Jeunesse* et s'est éloigné de l'action politique

- sera président d'honneur du MRP, dans lequel la JR se fondera en 1947

Le Parti démocrate populaire (1924-1945)

- nettement + important (15 à 20 députés, 10 000 adhérents), surtout en Bretagne.

Structure fédérale. La + grande audience parlementaire entre 1928 & 1932.

- + modéré (beaucoup de députés ont été Bloc national, Parti a été X Cartel des Gauches). A sympathie du St Siège.

- employés, agriculteurs, classes moyennes

- influence du PPI de Don Sturzo

- Auguste Champetier de Ribes (président), Robert Schuman, Georges Hourdin (1899-1999 futur co-fondateur de *La Vie* et de *Télérama*), Emmanuel Desgrées du Loû, Raymond Laurent.

- aile "sociale" des majorités "modérées" : hostilité au Front populaire

- organe de presse : *Le Petit Démocrate*, dirigé par Robert Cornilleau

- se défend d'être un parti "confess." ⇒ une position ambiguë, que tranche le choix de 36...

- a formé des cadres pour Résistance et MRP

- à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, rapprochement avec JR, grâce à *L'Aube* (1932>>>), de Francisque Gay (directeur : un véritable éditeur & patron de presse catho., un "rassembleur") et Georges Bidault (édito., cf. biographie dans le dossier biographique)

L'Union populaire républicaine d'Alsace (1919>>>>)

- 10ne députés et 14 000 adhérents

- appui clergé et presse catho. locale

- régionalisme et autonomisme

- recrutement social très varié

des cathol. dans le rapprochement fr.-allemand :

- Marc Sangnier, pionnier à l'époque du Bloc national

- PDP et Zentrum
- Maurice Vaussard et le *Bulletin catho. internat.*

f) La condamnation pontificale de l'Action française (1926)

très grand prestige, notamment auprès des intell., au début des années 20

mais adversaires :

- abbés démo.
- non explicitement, *La vie catho*, fondée 1924 par Francisque Gay
- Benoît XV et Pie XI voulant une politique de réconciliation, hostiles à une Action française privilégiant la politique

Pie XI dde à l'archev. de Bordeaux, cardinal Andrieu, de publier une lettre "en réponse à une question posée par un groupe de jeunes catho. au sujet de l'Action fr." (1926)

l' Action française se déchaîne X pape, qui "ressort" le décret de 1914 cond. certaines œuvres de M. et la revue *L'Action française* et le promulgue (= cond. off.) en l'étendant au journal *L'Action française*

presse catho. soutient peu le pape (sauf *La vie catho.*), de même que l'épiscopat ⇒ violente campagne de l'Action française X pape ⇒ sanctions pontif. de 1927 (ligueurs obstinés seront éloignés des sacrement et des œuvres + des mutations d'eccl.)

conséquences :

- coup fatal pour Action française, qui avait sous-estimé danger
- désarroi d'une bonne partie des catho., pour qui Action française = martyre

g) Les débats intellectuels et l'évolution de la presse catholique

auteurs : Paul Claudel, Mauriac, Bernanos, etc.

études histor. et théolog. : Étienne Gilson, grands dict.

philo. : Étienne Gilson (thomiste, 1884-1978), Jacques Maritain...

Semaines des écrivains catho. 1921>>>

Bulletin des écrivains et des artistes catho. (1923-1930) auquel collab. Maurice Vaussard et Henri Massis

groupes à rayonnement :

- les Maritain (Jacques et Raïssa) et leurs Cercles thomistes
- groupe thala de la rue d'Ulm

Francisque Gay lance 1924 *La vie catholique*. Grand rôle dans débat X Action française (alors que *La Croix* est très embarrassée)

2°) Les années vingt

a) Les anciens combattants

Voir d'abord le cours REW-1 et voir plus haut plusieurs passages

Biblio. :

- A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol.

- A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, coll. "Archives", 1977, 247 p.

- plusieurs articles ou communications d'A.Prost ¹

la démobilisation :

- faite classe par classe, les classes 1887 à 1906 étant libérées du 1^{er} décembre 1918 au 3 avril 1919, les classes 1907 à 1917 l'étant du 9 juillet au 30 septembre (l'interruption s'explique par la fin de la conférence de la Paix, la signature du TV...)

- le train du retour prend une signification symbolique. Effets civils donnés par l'armée sont ridicules (complets Abrami)

- difficultés à réintégrer le monde du travail, encombré

- mécontentement des AC au chômage >>> un des éléments essentiels de la poussée révolutionnaire de 1919 (la prime de démobilisation est instituée par la loi du 22 mars 1919, dont les décrets d'application sortent rapidement >>> sentiment d'avoir fait peur au gouv. !)

un ministère des Pensions (de mutilés) est créé en janvier 1920, avec comme premier titulaire André Maginot (né en 1877, sergent pendant la GG), très populaire parmi les AC, et qui sut établir des liens étroits entre son administration et les associations de mutilés, dont une participation intense aux banquets des plus petites comme des plus grandes des associations

l'Office national des Mutilés, pérennisé en janvier 1918, a la haute main sur la rééducation, l'apprentissage et le placement. Premier président : le sénateur Henri Chéron importance qu'ils accordent aux décorations, qui leur évitent d'être pris pour des embusqués

liens :

- presse : *Journal des Mutilés*, etc., mais grande importance des liens personnels, des visites à domicile, des réunions

* sentiment de « crise » dès les années 20

* les anciens combattants disent qu'ils ne font pas de politique, qu'ils n'en feront jamais, mais ils y sont venus par le biais de l'action civique, qui ne divise pas. Bien sûr, ils distinguent la « politique d'idées » de la « politique de personnes » (nous dirions de la « politique politicienne »)

* griefs contre les partis : ils sont trop nombreux, ils sont incapables de s'entendre, ils sont dogmatiques, ont un « esprit de parti »

¹ Surtout " Combattants et politiciens. Le discours mythologique sur la politique entre les deux guerres", dans *Le Mouvement Social*, oct.-déc. 1973, pp. 117-154, étude de contenu se voulant scientifique et assez émouvante quarante ans après !

* caractère péjoratif de « politiciens », souvent appelés « politicards », égoïstes, vieux, aigrefins

* la guerre s'oppose terme pour terme à la politique

* cet apolitisme est né au moment des élections de 1919

- une première « bataille des pensions » sous le Cartel pour remédier à l'inflation du début des années 1920

- grand succès, grâce à la pression : l'institution de la Retraite du Combattant en 1930, une sorte de remerciement national, assez symbolique, qui provoque des adhésions massives aux asso. d'AC

- dans les années 30, les AC, effet de génération, entrent dans les conseils municipaux, deviennent maires, etc.

- une deuxième « bataille des pensions », à nouveau contre Herriot, à partir de 1932, pour demander leur revalorisation

- mais tous les AC n'ont pas « fait valoir leurs droits » : des demandes très tardives, fin des années 30

- question des « veuves remariées » :

* arguments de l'économie et de la morale pour leur supprimer, en tout ou partie, leur pension de reversion ; mais la morale joue aussi dans l'autre sens : le préjudice essentiel est la mort du premier époux

* mais échappatoire du concubinage !

la sociabilité :

- dans l'adhésion, rôle très important de l'association locale, à laquelle on adhère sans se soucier de sa couleur (si elle en a une)

- *leadership* du président et des autres « dirigeants », très souvent blessés, mutilés, les anciens officiers n'étant majoritaires qu'à l'UNC, plus paternaliste d'ailleurs. Les dirigeants ont parfois des fonctions dans les administrations publiques s'occupant des mutilés et autres AC

- des congrès nationaux, des conseils d'administration, des assemblées générales

- des salariés, mais toujours recrutés dans les familles (veuves sont dactylos, etc.)

- la réclamation de « la carte » (1927) est une façon de ne pas oublier, mais tous les AC n'ont pas « pris leur carte »

- une forme de « confrérie » : emblèmes, drapeaux, devoirs réciproques, dont rôle funéraire, banquets, avec présence des autorités à la table d'honneur, discours, ordre immuable du menu, bien manger et bien boire, la serviette au cou car on est entre camarades

- les associations locales comblent les vides créés par l'exode rural, en remplaçant les jeunes pour les fêtes par ex., les concours de pêche, les excursions, etc.

- des consultations juridiques, des réalisations sanitaires et médicales : un aspect de mutuelles

- une fraternité qui appartient au passé, non au présent, mais slogan de l'UNC « Tous unis comme au front » convient bien à tous
- un patriotisme éclairé, refusant le nationalisme, œuvrant pour la réhabilitation des « fusillés pour l'exemple » (quatre caporaux de Souain, fusillés de Flirey, réhabilités en 1932)
- les AC aiment bien Briand (cf. biographie dans le dossier biographique); sa mort est un événement majeur ; pèlerinage à Cocherel est fréquent
- l'UF défend la SDN et Locarno et organise une rencontre d'AC français et allemands à Genève juste avant la signature de Locarno >>>

b) Le briandisme et Locarno

le tempérament profond de Briand : il présentait une évolution future de l'opinion française en faveur de la conciliation. Sa déclaration gouvernementale du 20 janvier 1921 avait déjà dit : « Nous avons la force ; nous pourrions, nous saurions nous en servir s'il le fallait pour imposer le respect de tous les engagements souscrits. Mais la France républicaine est essentiellement pacifique et c'est dans la paix qu'elle veut amener l'Allemagne à l'exécution des obligations contractées. »

Briand (voir biographie dans le dossier biographique) était incité par les partis de gauche, et notamment par Édouard Herriot, hostile à la politique « qui monte à l'assaut chaque fois que de grandes questions de politique extérieure se posent » (voir biographie dans le dossier biographique). Le chef du parti radical proposait, au contraire de Poincaré, « une politique libérale, soucieuse des intérêts de la France, garantissant ses droits, plus humaine et par conséquent plus française » et il espérait qu'une attitude conciliante de la part de la France pourrait consolider en Allemagne le camp des partisans de la démocratie et de la paix. Enfin, Herriot se rendait compte que la France ne pouvait rester complètement isolée en face de l'Allemagne et estimait qu'il n'était pas possible de bâtir la paix sans la Grande-Bretagne.

Briand fut contraint de démissionner (12 janvier 1922, suite à l'échec de la conférence de Cannes) et fut remplacé par l'homme de la « politique d'exécution », Poincaré (voir biographie dans le dossier biographique).

Deux grandes réalisations se situent dans l' « esprit de Genève » : les accords de Locarno en 1925 (ils ne sont pas passés à l'initiative de la SDN, mais ils sont approuvés par l'assemblée générale de 1926) et le pacte Briand-Kellogg d'août 1928, qui recueille 57 signatures et décrète que la seule possibilité d'action militaire, ce sont les sanctions militaires décidées par la SDN.

La première étape fut le traité de Locarno (octobre 1925), pacte signé à l'issue d'une conférence (5-16 octobre) par Briand, Stresemann, Austen Chamberlain, Mussolini (froidement accueilli par ses partenaires) et le Belge Vandervelde (socialiste), par lequel les frontières franco-allemandes et belgo-allemandes (la neutralité belge est

abolie) étaient mutuellement garanties par les deux pays à chaque fois concernés. C'était, de la part de l'Allemagne, reconnaître librement la perte de l'Alsace et de la Lorraine. En outre, l'Allemagne promettait de ne plus envoyer de troupes dans la zone démilitarisée; en échange, ses voisins la mettait à l'abri d'une nouvelle occupation de la Ruhr.

L'année 1925 marque d'ailleurs un « pic » dans le pacifisme européen ambiant, cf. le Congrès universel de la Paix (Paris, à la Sorbonne) : 1 200 participants. Mais Stresemann, contrairement aux espoirs et à la demande de la France, refusa de garantir de la même manière les frontières de l'Allemagne avec la Pologne et la Tchécoslovaquie : un malentendu ? Quant à l'Italie et à la Grande-Bretagne, sans frontières avec le Reich, elles se portaient garantes du traité de Locarno, ratifié en Allemagne seulement sous la condition que la zone d'occupation de Cologne serait évacuée en janvier 1926 (elle aurait dû l'être en 1925).

Le briandisme et Locarno, c'est une forme de « démobilisation culturelle »¹ mais aussi l'inverse (D.L.) : la « vogue » de Locarno est telle que Henri Sellier donne le nom de Locarno à un foyer-logement pour personnes âgées (ultramoderne) dans sa ville de Suresnes²

c) La construction de la ligne Maginot

L'idée de fortifier la frontière du Nord-Est, traditionnelle voie d'invasion, est lancée en 1925 par Paul Painlevé (voir biogr. dans dossier biogr.).

Il oriente ainsi la politique militaire de la France vers une stratégie purement défensive, sous forme de régions fortifiées discontinues, ce qui correspond bien à l'ère Briand-Stresemann.

Mais c'est son successeur au ministère de la Guerre, André Maginot, qui fait voter, en janvier 1929, le projet.

3°) Les années trente

a) « engagement » et drame

la démocratie libérale française ; le PCF, dans les années 30 : voir cours REW-2

Les engagements politiques

Les engagements politiques se multiplièrent. Le choix entre politique et littérature divisa les surréalistes : en 1930, ils se proclamèrent « au service de la révolution », puis le groupe se désagrégea. André Breton resta fidèle au surréalisme « pur », certains allèrent

¹ John Horne, « Locarno et la politique de démobilisation culturelle : 1925-1930 », dans M. Margairaz, J. Portes et D. Tartakowsky dir., *Les sociétés, la guerre et la paix, 1911 à 1946, Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Hachette, 2003, 192 p., pp. 78-86.

² Il existe toujours, transformé en foyer de jeunes travailleurs.

vers le trotskisme ³, d'autres vers le communisme comme Paul Éluard et Aragon, qui commença en 1933, avec *Les cloches de Bâle*, une suite de romans « engagés », *Les communistes*.

Dans les années 1930, les communistes entraînent aussi avec eux de jeunes écrivains comme le philosophe Paul Nizan et, à leur côté, Romain Rolland, type parfait de l'« intellectuel de gauche » mettant ses sentiments humanitaires au service des causes « justes » (voir plus haut). Mais André Gide, parti en 1936 en URSS, en revint déçu.

Parmi les catholiques, Paul Claudel se fit le défenseur de la tradition et de l'ordre moral ; François Mauriac exprima les troubles d'un croyant face à la montée des violences ; dans sa revue *Esprit*, Emmanuel Mounier ne vit de solution au heurt des idéologies que dans une révolution spirituelle.

À l'extrême droite, de jeunes intellectuels furent séduits par le fascisme ou le nazisme, souvent à la suite d'un voyage en Allemagne : Pierre Drieu La Rochelle, à qui le 6 février 1934 révéla la décomposition d'un régime bourgeois qu'il détestait, rêva d'un fascisme adapté à la France ; Robert Brasillach, exalté par le spectacle des foules nazies au congrès de Nuremberg, réclama en France une « révolution nationale ». Quant à Louis-Ferdinand Céline, qui avait, dans *Voyage au bout de la nuit* (1931), dénoncé les misères humaines des banlieues tristes dans un langage argotique et direct, bouleversant la conception traditionnelle de l'écriture romanesque, il sombra dans un violent antisémitisme.

En ce domaine, la coupure fut marquée par la guerre d'Espagne. Le partage ne se fit plus, désormais, selon les nations, mais selon les idées. Le fascisme affecta de plus en plus de mener une croisade contre « l'Internationale rouge ». Dans la mesure où le fascisme était antiparlementaire, antidémocratique, le communisme apparaissait comme un des défenseurs de la démocratie menacée. Inversement, beaucoup de ceux qui redoutaient la révolution sociale promise par le communisme se tournaient vers le fascisme.

□ Un sentiment de drame

À partir de 1936-1937, il devient évident qu'on va vers une guerre européenne. Mais cette perspective n'est pas accueillie avec la même résignation qu'avant 1914, l'opinion se révolte à la pensée des massacres qui vont venir. Un intense sentiment dramatique s'exprime, en particulier chez certains peintres. Touché par les malheurs de son pays d'origine, Pablo Picasso donne alors une série d'œuvres comme *Guernica* (1937, cf. cours RI-2) qui atteignent au sommet du tragique : le choix de formes hérissées, l'emploi de traits brutaux, les contrastes violents de couleurs sombres, l'aspect fantastique du dessin imposent une impression d'angoisse insurmontable. Cette réaction de terreur reste pourtant isolée. Les intellectuels lui préfèrent la critique raisonnée de la société ou le choix d'un engagement. Lorsque la guerre approche, rares sont ceux qui refusent l'engagement ou

³ Sur l'attitude générale des trotskistes : Cf. Pierre Broué, « Les trotskystes et le problème de la guerre. Bilan historiographique », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 51-64

cherchent à le dépasser.

Les réquisitoires n'étaient guère appréciés vers 1930. À la veille de la guerre, ils prennent l'allure d'une leçon venue trop tard. Dans son film de 1939 *La Règle du jeu*, Jean Renoir dresse un portrait amer d'un monde où l'on a fini par oublier les lois les plus élémentaires au profit d'un jeu cruel. Une autre condamnation, faite cette fois d'un point de vue religieux, apparaît chez le peintre Georges Rouault : au travers de faces cruelles à force d'inertie, tracées en lignes sommaires qui sont autant de coups violents, s'exprime un univers qui a perdu sa direction. Dans le domaine littéraire, les critiques viennent surtout des États-Unis, où de jeunes romanciers comme William Faulkner se plaisent à retracer les drames d'une société désaxée (*Sanctuaire*). Pour d'autres écrivains, il n'est pas permis de se réfugier dans une « tour d'ivoire », il faut s'efforcer d'arrêter le désastre.

C'est alors que la notion d'« engagement » prend son sens le plus fort : l'intellectuel doit se mettre au service de la cause la plus juste. La guerre d'Espagne suscite le plus grand nombre de prises de position. Cependant, quelques intellectuels comme Renoir ou Antoine de Saint-Exupéry (*Terre des Hommes*, 1939) ¹ osent encore demander un simple engagement au service de la fraternité humaine. Jean Giono et le Suisse Charles Ferdinand Ramuz manifestent un pacifisme attaché aux anciennes valeurs d'une civilisation rurale. Œuvre à cet égard la plus célèbre de Giono : *Le Grand Troupeau*, 1931 ². Les Thibault (1922-1940) de Roger Martin du Gard, au-delà de l'analyse d'un monde dur et égoïste, s'achèvent sur une note d'espérance dans le progrès moral de l'homme et expriment l'attente d'un monde nouveau et meilleur ³.

Dans un film alors mal compris (et Renoir eut beaucoup de mal à trouver un producteur, jusqu'à ce que Jean Gabin intervienne), *La grande illusion* (1937), Jean Renoir affirme sa foi dans la fraternité des hommes au-delà des patries et il confie les rôles principaux à des acteurs de quatre nationalités différentes, le personnage joué par Dita Parlo étant fort mal accueilli en France. À la veille de la guerre dans le tourbillon de laquelle ils se trouveront pris, ces années 1930 ont, pour beaucoup d'intellectuels, scellé irrévocablement leur engagement et leur destin. La notion de patriotisme, que personne n'osait sérieusement discuter en 1914, est maintenant considérée par beaucoup d'esprits comme une survivance de temps révolus.

¹ Saint-Ex', ancien élève de Math-Spé à LLG, est rapidement présenté dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 100-113.

² L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 109-123. Une œuvre moins connue et antérieure est étudiée par J.-C.Herbin, « Giono et le discours sur la Guerre (1920-1925) », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 67-74. Le « gionisme », défini par l'auteur comme « la joie de vivre et d'aimer et de travailler en liberté sur la terre [...] » est étudié rapidement dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debresse, 1978, 192 p., pp. 55-65.

³ Cf. J.-J.Becker, « La Première Guerre mondiale dans la littérature romanesque de l'entre-deux-guerres », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 75-85.

b) "L'affrontement simulé des années trente"

- Cf. S.Berstein, "L'affrontement simulé des années 30", dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1985, pp. 39-54.
- un simulacre, l'arme n'étant que celle du discours ?
- sentiment de crise à partir de 1925-26 dans l'opinion :
 - * imposs. retour à l'âge d'or
 - * problèmes nouveaux de l'après-guerre ne trouvent guère réponse dans arsenal des idéologies établies
 - * remise en cause du régime lui-même, avec volonté de redresser qui passe par un renforcement du pouvoir exécutif
- conséquences : les Ligues, "l'esprit des années trente"
 - poids de la Crise éco. :
 - * met en place un contexte de violence, de radicalisation par le désespoir
 - * mais ceux qui descendent dans rue ne se réclament pas d'une idéologie constituée, ils n'ont pas de chef à porter au pouvoir
 - * et l'affrontement du 6 févr. débouche sur un simple changement de gouvernement
 - * et les affrontements sont littéralement transférés du champ technique (socio-éco.) au champ idéo.
- et entre 1934 et 1936 :
 - * globalement les camps en présence sont ceux de l'affaire Dreyfus
 - * les défenseurs du régime sont conduits par parti radical
 - d'autre part, l' antiparlementarisme :
 - * revêt chez beaucoup forme de la "réforme de l'État"
 - * dans les Ligues, il s'exprime en termes d'aspiration à un homme fort
- 1936 change les données :
 - * le parti radical n'est plus seulement le champion du parl., mais l'allié d'un parti marxiste, la SFIO, ou de 2, si l'on compte le PCF
 - * aux grèves s'ajoute la politique sociale du Front populaire
 - * un véritable parti fasciste, le PPF
 - * anticomm. rassemble la D et le C, détournant l'énergie des Français du vrai problème, le danger hitlérien
- Un cas particulier : "C'est Pétain qu'il nous faut !" :
 - popularité et postes considérables après la Guerre
 - le grand inspireur de la politique militaire
 - inspire confiance au personnel politique "républicain" (ménager du sang des soldats, pas de coloration politique...)
 - le dernier grand chef survivant de la Grande Guerre dans années 30
 - campagne 1935 sur thème "C'est Pétain qu'il nous faut !", lancée par Gustave Hervé.

Implicitement : pourrait être le "chef" d'un pouvoir "fort" auquel beaucoup hommes de D songent.

- P. n'encourage nullement, mais est devenu un symbole (d'autant + que ministre de la Guerre dans cabinet Doumergue 1934), l'homme dont le **prestige contraste avec le discrédit croissant du régime**

⇒ ambassadeur à Madrid auprès de l'Esp. franquiste, rappelé par Reynaud le 17 mai 1940.

- Se sent désormais l'homme indispensable. Avec le temps et l'atmosphère de flagornerie autour de lui, l'ambition politique lui est venue...

c) Une crise extérieure

La crise diplomatique

- la France n'est plus une grande puissance

La France du début des années 20 était un pays vainqueur, imposant sa loi à l'Europe, enrageant de ne pouvoir dicter au vaincu la paix draconienne qu'elle méditait. Celle des années 30 sait désormais qu'elle est incapable de poursuivre seule une grande politique internationale

- système de défense (béton + mer + or, cf. R.Frank ¹) qui va s'avérer dépassé

- la "gouvernante anglaise"

- la crise met en évidence les faiblesses française : fin des Réparations, faillite du désarmement, etc.

- la France est face à Hitler

- la France est impuissante : cf. la remil. de la Rh.

- pas de politique militaire de rechange

- opinion irréaliste

- voir D.Borne & H.Dubief, *La crise des années 30. 1929-1938*, réédition de H.Dubief, *Le Déclin de la Troisième République (1929-1938)*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome 13, 1989, 322 p., pp. 44-59

- voir S.Berstein, *La France des années 30*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1988, 186 p., pp. 81 & 155-162 & S.Berstein & P.Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 5 vol., 1990-1994, 564, 416, 352, 392 & 381 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 110-111, réédition en un seul volume, Complexe, 1995, 1 407 p., pp. 525-530

La crise coloniale

- aussitôt après le triomphalisme colo. de 1930

- et alors que l'Empire tient une place relative de + en + importante dans échanges ext. fr.

¹ R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p., dans « cadrage » par jury, R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p., J.Doise & M.Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire. 1871-1969*, Imprimerie nationale, 1987, 566 p.

(cf. J.Marseille)

- débuts du nationalisme

- voir D.Borne & H.Dubief, *La crise des années 30. 1929-1938*, réédition de H.Dubief, *Le Déclin de la Troisième République (1929-1938)*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome 13, 1989, 322 p., pp. 60-72

L'apport de Robert Frank(enstein)¹ :

- l'effondrement soudain de la France en 1940 a été imputé à l'infériorité de son armement (célébrité des formules de De Gaulle et de Pétain à cet égard) et des chiffres faux ont circulé pendant 40 ans

- la France a réarmé et les programmes ont coûté :

* croissance des dépenses militaires à partir de 1926 (max. : 4,5 % du revenu national en 1931), augmentation sensible à partir de 1936 (Front populaire) >>> un maximum de 8,6 % en 1938, sans parler de 1939 : 23 %

* la Marine française est devenue l'une des premières du monde

* de nombreux « programmes »

* mais grande importance de la ligne Maginot (voir plus haut) ; la grande loi du 6 juillet 1934 est un leurre : elle couvre les dépassements de crédits des années antérieures (ligne M. en particulier)

* de très grandes décisions sont prises en 1936, à cause de la remilitarisation de la Rhénanie, de la guerre d'Éthiopie,

* le Front populaire a une véritable politique extérieure, cf. la « non intervention relâchée » (en Espagne)

* un « programme Daladier » (cf. biographie dans le dossier biographique), min. de la Déf. nat., mais : « des armements modernes pour une stratégie désuète » ; des « programmes » pour la Marine ; d'autres (+ des décrets-lois) en 1938 pour tte la Déf. nat. (voir plus haut le %)

- Paul Reynaud, min. des Finances nov. 1938>>> : un « financement libéral du réarmement »

- les problèmes :

* le financement : recours à l'emprunt, planche à billet et avances de la BDF ; la déflation a joué un rôle énorme au début des années 30 dans la stagnation des budgets militaires

* la dévaluation Auriol de 1936 a aussi joué un rôle

* Georges Bonnet a étendu la « pause » au réarmement en 1937, son départ a accéléré le réarmement français !

* un décalage entre l'effort financier et les résultats industriels : l'armée demande sans cesse des améliorations sur les matériels en cours d'expérimentation, l'industrie d'armement reste largement artisanale (>>> politique de nationalisation du Front populaire), politique des

¹ R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p.

prototypes pour l'aviation, mais l'aviation réussit un véritable décollage en 1939.

* les « 40 heures » n'ont joué qu'un rôle relatif

d) Les Français et les guerres des années 30

Y.Santamaria, "Les deux incendies. Le PCF face à la guerre d'Éthiopie (1935-1936)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 37-52 :

- des louvoiements, une hypocrisie et une « langue de bois » typiques de la sujétion du PCF à l'Internationale

- avant même le déclenchement de l'agression mussolinienne, la cause était entendue : on avait affaire à une guerre « d'indépendance nationale »

- et tradition de soutien aux États « semi-coloniaux » en lutte contre les métropoles impérialistes >>> soutien de la part du PCF, contre la « coalition » (largement virtuelle en 1935) de ces « États-fascistes » que sont l'Italie et l'Allemagne, cette coalition étant officiellement depuis le VIIe Congrès du Komintern (été 1935) l' « ennemi principal » de l'URSS

- que l'état abyssin ne soit pas un modèle d'état démocratique ne soucie ni l'Internationale ni le PCF, cf. le soutien à Abd el-Krim pendant la guerre du Rif (cf. cours GÉS-4)

- >>> le 5 octobre, le PCF reprend le mot d'ordre du PCI, « Bas les pattes devant l'Abyssinie »

- les sanctions économiques sont jugées suffisantes, ce qui conforme à la prudence du PCF, dans contexte du Rassemblement populaire

- mais en 1935, il a un « métré de retard » : il ne soutient guère l'effort de réarmement français, pourtant largement approuvé par Staline, à la suite du voyage de Laval à Moscou (cf. biographie dans le dossier biographique)

- et en nov. 1935, troubles en Égypte, protectorat anglais >>>> ne faudrait-il pas lutter aussi contre l'impérialisme anglais, principal responsable des sanctions éco. contre l'Italie ?

- quand le plan Laval-Hoare de partage de l'Éthiopie est révélé, Moscou lâche Laval brusquement >>> le PCF « obéit » et s'abstient de voter contre l'investiture de son remplaçant, Albert Sarraut, pourtant l'homme du discours de Constantine (1927, « Le communisme, voilà l'ennemi ! ») ! Puis il approuve le discours lénifiant de Sarraut lors de l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie (7 mars 1936)

- car désormais l'armée allemande renaissante est vue comme une menace contre l'URSS >>>> comment l'armée française pourrait-elle désormais porter secours à l'URSS ? >>>>

- l'entrée des troupes italiennes à Addis-Abeba s'est produite deux jours avant, le 5 mars >>> « résignation » du PCF à l'Éthiopie italienne et...

- la « théorie des deux incendies » entraîne de la part de l'Internationale l'abandon de la question éthiopienne et de la « conférence internationale des Noirs et des Arabes »

- le PCF soutient la proposition française (19 juin) d'abandon des sanctions contre l'Italie

- bientôt la guerre d'Espagne allait :

* dissiper les espoirs mis en une possible dissociation des deux puissances fascistes

* développer l'accusation, par la droite, de « bellicisme communiste » (c'est le fameux « pacifisme de droite »)

les volontaires pour la Guerre d'Espagne : voir cours REW-2, que je complète par un article et un livre de Rémi Skoutelsky ¹ :

- départs d'abord spontanés et individuels puis rôle du PCF puis organisation des Brigades internationales en octobre 1936, ce qui est un changement d'échelle : plusieurs milliers de Français en octobre et novembre 1936, avec diminution rapide, en décembre

- articles de propagande pour les BI dans les publications de la nébuleuse du PCF

- nombre total difficile à établir (9 500 env.) ; il y a près de 4 000 fiches exploitables dans les archives, considérables, à Moscou

- CSP : près des deux tiers sont des ouvriers, très peu d'intellectuels en réalité, très peu de femmes ; le PCF a poussé à recruter parmi les immigrés (de la MOI) et les Nord-Africains

- le quart NE de la France est sur-représenté

- un taux de communistes beaucoup + bas que chez les autres nationalités

- les anarchistes français jouent un rôle

- motivations : antifascisme, défendre la France vis-à-vis du désir allemand de revanche, sentiment de solidarité à l'état brut, pour les Nord-Africains revanche d'Abd el-Krim

- un quart de morts

- rôle important dans la Résistance ; souvent victimes stalinienne fin des années 30 et au temps de la Guerre froide

- la carte de combattant leur sera concédée par Jacques Chirac ; la nationalité espagnole par Juan Carlos (1996)

Colloque « Les Français et la guerre d'Espagne » (septembre 1989), compte rendu par J.Sagnes, "Les Français et la Guerre d'Espagne", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 117-118 :

- rôle essentiel d'Alexis Léger, secrétaire général du quai d'Orsay, dans l'« invention » de la « non-intervention », conçue d'emblée comme « relâchée » (cf. les travaux de Robert Frank ²)

¹ « L'engagement des volontaires français dans l'Espagne républicaine », dans A.Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, recueil d'articles parus dans *Le Mouvement social*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p., pp. 68-90 ; R.Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998, 410 p.

² R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p., & R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p.

- profonde division de l'opinion et des partis politiques, des tendances religieuses (cf. les protestants : une droite anticommuniste et une gauche interventionniste, avec le pasteur Jézéquel et André Philip), et des « peuples » (par ex. les catalans, dont beaucoup sont horrifiés par l'expérience anarchiste de Puigcerda)
- aussi : une montée xénophobe, un repli sur l'hexagone, ou sur la province, cf. les Catalans, dont beaucoup se replient sur le localisme culturel, qui allait devenir partie intégrante de la Révolution nationale
- Des Basques s'étaient réfugiés en France dès 1936, des Espagnols du Nord en 1937 et 1938. C'est la prise de Barcelone qui fit la crue de la *Retirada*. De nombreuses populations pyrénéennes françaises, habituées depuis des siècles à des contacts amicaux avec les Espagnols, accueillirent chaleureusement les réfugiés, civils et militaires. Mais dans les Pyrénées-orientales, mauvais accueil, camp d'Argelès, etc.
- nombre de ces réfugiés s'engageront + tard dans la Résistance ¹, certains participeront à l'avant-garde de la Libération de Paris (comme le père d'Anne Hidalgo)
- des écrivains : Claude Simon (voir plus loin), Malraux (cf. biographie dans le dossier biographique)
- cinéma : *Espoir* aussi, Alain Resnais, *Guernica*

É.Sill, « La croisade des gosses. Fugues, disparitions et enrôlements volontaires de mineurs français en Espagne durant la guerre civile », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 19-32 :

- les volontaires étrangers sont enrôlés soit dans les Brigades internationales et dans d'autres unités militaires de gauche, soit dans la Légion (*Tercio*)
- étude de 250 mineurs
- si avis de recherche en France, peuvent être repérés et ramenés dans familles ; mais des familles déclarent comprendre l'engagement du fiston
- le ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos s'inquiète beaucoup de la chose
- motivations politiques mais pas seulement : aussi le mal-être
- le plus célèbre : Pierre Georges, le futur colonel Fabien, engagé avec son frère aîné dès octobre 1936. Grièvement blessé. N'est célébré par le PCF qu'en décembre 1939, lorsqu'il est arrêté en France en tant que secrétaire des Jeunesses communistes

France et Français et guerre gréco-turque (1920-1923), et guerre sino-japonaise (1937-1945) : voir REW

Pacifismes et pacifistes des années trente ² :

¹ Certains tenteront d'entrer dans le Val d'Aran espagnol en 1944-1945.

² Biblio. : Norman Ingram, *The Politics of Dissent. Pacifism in France 1919-1939*, Clarendon Press, Oxford, 1991, 366 p. dans « cadrage » par jury, qui se trompe d'éditeur (!), l'auteur a utilisé notamment les riches fonds de la BDIC de Nanterre (dans sa dernière réédition, H.Amouroux, paix à son âme, signale la BDIC, qu'il est censé avoir utilisée, dans un siège parisien quitté il y a 45 ans : ouh, ouh, le menteur ! À juste titre le « docte » Amouroux est vigoureusement étrillé par P.Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1990, 416 p., réédition sous le titre *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, coll. "Points", 2001, 406 p.) ; M.L.Siegel, *The Moral Disarmament of France*.

- je ne répète pas ce qui a été vu plus haut
- difficile reprise des relations dans les années 20, avec des concessions mutuelles : pour les pacifistes français, le traité de Versailles n'est pas un véritable traité de paix, mais il rend justice aux torts causés à la France, les Français exigent un « aveu » de culpabilité des Allemands, etc.
- grands rôles de Locarno, du pacte Briand-Kellogg et de Munich ; évidemment l'arrivée au pouvoir de Hitler a fortement ralenti le mouvement
- des associations féminines et féministes (Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté par ex.) ; la Ligue des Droits de l'Homme...
- rôle des catholiques et des protestants (voir plus haut)
- philosophe Théodore Ruysen, spécialiste de Kant, et président de la Ligue (il écrit sur les nationalités) ; historiens comme Edmond Vermeil (1878-1964) ; Félicien Challaye, philosophe (esthétique) socialiste anarchisant et anticolonialiste ; Robert Jospin, le père de Lionel...
- des mouvements d'objecteurs de conscience ¹
- des instituteurs, qui retrouvent la tradition de la Belle Époque ², et même quelques manuels de lecture qui, au nom de la morale, déclarent la guerre à la guerre
- une forme de « pacifisme paysan » ³
- « pacifisme intégral » : ... ; pacifisme d'extrême droite (« retourné ») : voir plus haut dans les deux cas
- la guerre d'Éthiopie conduit de nombreux pacifistes, comme Romain Rolland, à évoluer, et, pour certains, à abandonner le pacifisme intégral
- et toujours Alain (cf. biographie dans le dossier biographique) et la littérature déjà citée, à laquelle j'ajoute Louis Guilloux, *Le sang noir* (1935)
- un échec final, qui va laisser la voie à un pacifisme « étatique » après 1945

e) Commentaire de textes

Commentaire de textes

Les Français et Munich

Education, Pacifism, and Patriotism, Cambridge University Press, 2011, 317 p., dans « cadrage » par jury aussi, mais c'est un livre qui apporte surtout sur l'école et a un titre maladroit, toutefois une dédicace à un certain Steven (!) ; L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p. ; S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 297 p. ; I.Gorguet, *Les mouvements pacifistes et la réconciliation franco-allemande dans les années 20 (1919-1931)*, Berne, Peter Lang, 1999, 331 p. Les deux derniers titres, nettement moins bons, illustrent ce qu'on appelle en méthodologie historique « le piège de la documentation ».

¹ On retrouve M.Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : une histoire des réfractaires en France*, Stock, 1983, 440 p., cité dans le premier corrigé de l'année et le cours GÉS-3.

² Cf. Jacques Girault, dans le colloque R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p., pp. 189-208

³ Isabel Boussard dans le colloque R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p., pp. 59-76.

Jean-Paul Sartre, *Le Sursis*, dans le tome II des *Chemins de la Liberté*, 1945 (extraits, *Livre de poche*, n° 654-655, pp. 511-512 ; *La Pléiade*, pp. 1132-1133)

« L'avion décrivait de larges cercles au-dessus du Bourget, une poix noire et ondulante recouvrait la moitié du terrain d'atterrissage. Léger se pencha vers Daladier et cria en la montrant :

"Quelle foule ! »

Daladier regarda à son tour ; il parla pour la première fois depuis leur départ de Munich :

"Ils sont venus me casser la gueule."

Léger ne protesta pas. Daladier haussa les épaules :

"Je les comprends.

— Tout dépend du service d'ordre", dit Léger en soupirant. »

[...]

« Il entra dans la chambre, il tenait des journaux ; Ivich était assise sur le lit, elle baissait la tête.

"Ça y est ! ils ont signé cette nuit."

Elle leva les yeux, il avait l'air heureux mais il se tut, brusquement gêné par le regard qu'elle fixait sur lui :

"Vous voulez dire qu'il n'y aura pas de guerre ? lui demande-t-elle.

— Mais oui."

Pas de guerre ; pas d'avions sur Paris ; les plafonds ne crèveraient pas sous les bombes : il allait falloir vivre.

"Pas de guerre, dit-elle en sanglotant, pas de guerre, et vous avez l'air content ! "

Milan s'approcha d'Anna. Il titubait et ses yeux étaient roses. Il lui toucha le ventre et dit :

"En voilà un qui n'aura pas de chance.

— Quoi ?

— Le même. Je dis qu'il n'aura pas de chance. "

Il gagna la table en boitant et se versa un verre d'alcool. C'était le cinquième depuis le matin.

"Tu te souviens, dit-il, quand tu es tombée dans l'escalier ? J'ai bien cru que tu allais faire une fausse couche.

— Eh bien ? dit-elle sèchement.

Il s'était tournée vers elle, le verre en main ; il avait l'air de porter un toast.

"Ça aurait mieux valu", dit-il en ricanant.

Elle le regarda : il élevait le verre à sa bouche, d'une main qui tremblait un peu.

"Peut-être, dit-elle. Peut-être que ça aurait mieux valu. "

[...]

L'avion s'était posé. Daladier sortit péniblement de la carlingue et mit le pied sur l'échelle ; il était blême. Il y eut une clameur énorme et les gens se mirent à courir, crevant le cordon de police, emportant les barrières ; Milan but et dit en riant : "À la France ! À l'Angleterre ! À nos glorieux alliés ! " Puis il jeta de toutes ses forces le verre contre le mur ; ils criaient : "Vive la France ! Vive l'Angleterre ! Vive la paix ! " ils portaient des drapeaux et des bouquets. Daladier s'était arrêté sur le premier échelon ; il les regardait avec stupeur. Il se tourna vers Léger et dit entre ses dents :

"Les cons ! " »

Georges Bonnet, *La défense de la Paix*, Plon, 1953 (extrait, tome I, pp. 292-294, la note est ajoutée)

Une immense ovation, répétée par des milliers de voix, l'acclame à sa descente d'avion¹ et le rassure : l'accueil de Paris lui apporte en même temps l'approbation de la France.

Après une courte déclaration à la presse, Daladier très ému, au milieu des clameurs, dans une poussée et une bousculade que l'on ne peut contenir, se fraie, non sans peine, un chemin jusqu'à sa voiture découverte. Il m'a pris par le bras et me dit : "Montez avec moi..." La nouvelle de cette arrivée s'était propagée avec une incroyable rapidité. Toutes les rues de Paris, où l'on soupçonnait que nous

¹ À l'aérodrome du Bourget, proche banlieue nord de Paris. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, était allé accueillir Édouard Daladier. De nombreux Parisiens avaient fait de même.

devions passer, étaient envahies et des drapeaux pavoisaient déjà les fenêtres. Plus de cinq cent mille personnes étaient massées entre Le Bourget et la rue de Rivoli. Entourés de toutes parts, nous n'avancions qu'avec une extrême difficulté, redoutant un accident. Et ce trajet qui aurait dû être achevé en quelques minutes se prolongea pendant une heure et demie !

Tout s'était accompli d'une façon si rapide, si imprévisible, qu'aucun service d'ordre n'avait pu être improvisé pour faciliter notre retour et assurer notre sécurité, mais en réalité, en avions-nous besoin ? Pendant ce long parcours, nous ne recevons que des témoignages de sympathie : pas un cri hostile, pas un geste de désapprobation. Dans toute cette banlieue, les ouvriers et les artisans ont quitté leur travail et sont venus à notre rencontre. Où donc étaient les "antimunichois" d'hier et de demain, dans cette journée où les hommes, les femmes, les enfants mêmes, couraient vers nous pour nous prendre les mains, nous serrer dans leurs bras et nous couvrir de fleurs ?

À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux et se livrait à ses sentiments avec tant d'ardeur et d'obstination que, faute de police, il fallut recourir à l'aide d'amis inconnus pour nous dégager et nous permettre de reprendre notre route.

Paris, dans ces jours d'angoisse, manifeste une joie frénétique. Il a senti passer l'ombre d'un affreux malheur. Il semble que la France ait eu l'obscur révélation de sa faiblesse, de son impuissance et de l'effroyable menace qui pesait sur elle et qui venait d'être écartée. »

Georges Duhamel, *Paris Soir*, 5 septembre 1938 (extraits, la note est ajoutée)

« Fernand Loiseau, dans les dernières semaines de juillet 1938, a poussé de beaux soupirs de soulagement, et il a dit à Mme Loiseau : "La guerre s'éloigne, tout s'arrange. Nous n'aurons pas la guerre, cet été : il est évidemment trop tard. Nous allons pouvoir préparer nos petites vacances." Fernand Loiseau touche à la quarantaine. Il n'a pas pris part à la guerre de 1914-1918, mais il en a connu, jeune homme, au moins de loin, toute la tristesse ; en outre, il en a beaucoup entendu parler par son frère aîné, par son père et par maintes autres personnes... Loiseau déteste la guerre, et il a bien raison. Loiseau déteste d'ailleurs tout ce qui peut l'empêcher de déjeuner à midi quinze et de prendre ses vacances entre le 8 et le 30 août.

Ayant décidé dans son cœur que nous n'aurions pas la guerre, cet été, Fernand Loiseau a commencé de faire ses projets ; puis bientôt ses bagages. Loiseau et sa femme occupent tous deux des emplois de modestes fonctionnaires. [...] En moins de quarante-huit heures, l'idée de guerre a rattrapé l'excellent homme. Il a dans l'auberge bretonne retrouvé la T.S.F. et les journaux qui disent presque la même chose que les journaux parisiens. Loiseau s'efforce de prendre des bains, de pêcher la crevette rose et même de se dorer la peau quand le soleil y met quelque complaisance, mais Loiseau est saisi d'angoisse. Il songe : "L'Allemagne a mobilisé militaires et civils ¹, près de deux millions d'hommes ! Pourquoi ? C'est épouvantable !" [...]

À de certains moments, l'excellent garçon pense que la guerre est fatale. Il se prépare à la guerre. Il s'y résigne sombrement. Mais les jours passent et l'Allemagne demeure immobile. Alors Fernand Loiseau se reprend à espérer. Il imagine des miracles.

Hélas ! l'inquiétude reprend flamme comme une rage de dents. Loiseau songe avec amertume : "On a pourtant bien reçu les souverains anglais. On pouvait croire que tout était arrangé, que l'Europe démoniaque allait rentrer dans l'ordre. Mais non, voilà cette Allemagne qui recommence, pendant que de son côté, l'insupportable Italie..."

Deux jours passent encore et le calme dure, Fernand Loiseau tout en chassant le crabe, au milieu des rochers, retombe à ses méditations douloureuses : "Ça y est. L'Allemagne est prête. Alors qu'est-ce qu'elle attend ? L'été va se terminer. Pourquoi l'Allemagne ne frappe-t-elle pas le premier coup ?

Vraiment, je n'y comprends plus rien. Encore un an, et pour l'Allemagne, il sera peut-être trop tard. Que signifie ce calme effrayant ? est-il possible que l'Allemagne ne veuille pas la guerre ? En ce cas, tout serait simplifié... Mais non, l'Allemagne est prête, et pourtant elle n'attaque pas. Impossible d'y rien comprendre. »

¹ Par exemple, la « conscription civile » a été instituée le 22 juin, établissant le contrôle de l'État sur toute la main-d'œuvre.

Jacques Ozouf, « Apologie pour les sondages », dans le tome III de Jacques Le Goff & Pierre Nora, *Faire de l'Histoire*, Gallimard, 1974, 3 vol., p. 230

« On admet couramment que dans son immense majorité l'opinion publique française approuva — enthousiaste ou résignée — les accords de Munich, apportant ainsi son soutien à la politique de ses dirigeants. Preuves inlassablement avancées de ce consensus ? La quasi-unanimité de la presse et l'image de la foule parisienne dans le délire de l'accueil à Édouard Daladier. Or c'est un tout autre son que rend le premier numéro de la revue *Sondages* — c'était alors un modeste bulletin ronéotypé — , daté du 1^{er} juin 1939. Il révèle que, selon une enquête d'octobre 1938, réalisée quelques jours après Munich, 57 % seulement des Français approuvaient les accords — encore ne sait-on rien de l'intensité de cette "approbation" — , tandis que 37 % les estimaient néfastes (et que 6 % étaient sans opinion). Nette majorité pour Munich, par conséquent, un peu courte néanmoins, au regard de la presque unanimité nationale admise comme hypothèse de base. En outre, dès les mois suivants, et avant même la crise de mars 1939, on vit s'accroître la tendance de l'opinion à la résistance : en décembre déjà, 70 % des Français interrogés par l'IFOP [Institut français d'Opinion publique] disent que "la France et l'Angleterre doivent également résister à toute nouvelle exigence de Hitler". »

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE DES TROIS TEXTES

1°) Introduction classique

a) Natures des textes

Jean-Paul Sartre, *Le Sursis* : 3 extraits (coupures = [...]) d'un roman racontant la vie d'une multitude de personnages entre le 23 et le 30 septembre 1938

Georges Bonnet, *La défense de la Paix* : livre de souvenirs publié 17 ans après, plaidoyer *pro domo*. Mais pas ses mémoires, qui paraîtront en 1967 sous le titre *De Munich à la guerre. Défense de la paix (sic)* puis seront développés deux ans avant sa mort en *Dans la tourmente, 1933-1948*, Fayard, 1971

Georges Duhamel, *Paris Soir* : article dans un quotidien à grand tirage et sans orientation politique précise. *PS* est un grand journal d'information, il ouvre ses colonnes à l'expression des tendances les plus variées.

- Jusqu'en septembre *PS* a semblé plutôt favorable à une politique de sauvegarde de la Tchécoslovaquie ⇒ fréquence des articles émanant de membres du Front populaire, des articles de Churchill (davantage), nombre réduit d'articles d'hommes de droite (Flandin)

- ne cache rien du danger allemand, expose de façon complète la situation de la Tchécoslovaquie et fait un tableau optimiste de la balance des forces

- très anglophile

- demande une « union nationale » et le « salut public » en France

- cependant son caractère de journal de grande information l'entraîne à une grande prudence au plus fort de la crise ; à partir du discours de Nuremberg, ses titres de 1^{ère} page ne cessent de refléter le désir général de paix.

- Enthousiaste après Munich

- revirement spectaculaire en mars 1939

b) Auteurs

Jean-Paul Sartre : romancier 1905-1980 (cf. « génération de 1905 », cf. biographie dans le dossier biographique)

□ Georges Bonnet : 1889-1973, 18 fois ministre entre 1924 et 1940, ministre des Affaires étrangères d'avril 1938 (était auparavant ministre des Finances) à septembre 1939, le principal instigateur des accords de Munich, il est allé accueillir Daladier, président du Conseil. Radical très modéré, adversaire du Front populaire, éloigné par Blum (ambassadeur à Washington). Il a toujours défendu le caractère inéluctable des accords de Munich ; accord avec Ribbentrop le 6 décembre 1938 ; vaines tentatives pour une médiation italienne en août 1939. Éloigné du quai d'Orsay par Daladier en septembre 1939. Trois ans après la parution du tome Ier de ses souvenirs (*La Défense de la Paix*), il est élu député radical (1956), il le

restera jusqu'en 1968 (!). Un véritable appeaser à la française.

□ Georges Duhamel : Né en 1884, donc le plus vieux des trois auteurs. Biologiste et médecin. Saisi par l'horreur de la Grande Guerre. Romancier célèbre à l'époque (*La Chronique des Pasquier* a commencé à paraître en 1933). Mourra en 1966

c) Dates

1945 : après coup, la Libération, 2 premiers tomes des *Chemins de la Liberté* plus 1er octobre 1945 : début la parution des Temps modernes, dans le 1^{er} n° Sartre écrit un véritable manifeste en faveur de la littérature engagée

1953 (mort de Staline, fin de la guerre de Corée, dernière année de la guerre d'Indochine), sera réédité en 1967, au temps de la République gaullienne, alors qu'il est encore député (et Daladier toujours vivant, il mourra en 1970)

5 septembre 1938 : avant la conférence de Munich et avant la grande crise tchèque. Le jour même de l'ouverture du congrès de Nuremberg

d) Styles

volontairement vulgaire

plaidoyer *pro domo* (alors que Daladier est toujours vivant) ; involontairement, par moment style de relation de bain de foule d'un chef fasciste !

ironique et humoristique, le style des *Scènes de la vie future*

2°) Circonstances historiques générales : la crise tchèque de 1938

Avant la lettre, l'esprit de Munich s'est manifesté dès 1935, cf. les finasseries de Laval, qui ont complètement altéré la ligne diplomatique de Barthou (cf. biographie dans le dossier biographique)

en 1937, l'armée allemande dépasse l'armée française, surtout pour l'aviation

le plan hitlérien (récupération de territoires allemands, puis *Lebensraum*) est annoncé en petit comité le 5 novembre 1937 (voir plus haut)

janvier 1938 : Hitler prend lui-même le commandement de l'armée et place à la tête des Affaires étrangères le nazi Ribbentrop

Anschluss le 12 mars 1938

échec, à cause de la droite, de la tentative de gouvernement d'union nationale de Léon Blum

origines de la crise tchèque :

- Sudètes

- depuis 1935, Parti allemand des Sudètes

- en avril 1938, un congrès de ce parti se réunit à Karlsbad (Karlovy-Vary) et élabore un programme prévoyant une complète autonomie des Sudètes dans le cadre de la

Tchécoslovaquie

- la volonté de réaliser ce programme et les violentes attaques de la presse allemande déclenchent la crise

le président de la République tchécoslovaque, **Benès refuse d'engager des négociations « d'État à État » avec les Sudètes** et propose une négociation entre **partis**, y compris celui de Henlein. Celui-ci refuse. Il n'y a donc pas de négociation. Le gouvernement tchèque fait appel à ses alliés, la France et l'URSS.

Daladier fait savoir à plusieurs reprises qu'en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, la France honorera son alliance. Mais le min. des Affaires étrangères, Georges **Bonnet**, considérant les insuffisances d'armement de la France, espère qu'on pourra s'en dégager. Au moins faut-il chercher à avoir l'appui britannique et soviétique. Lors de la crise de 1938, les **experts militaires** surenchérisent sur la prudence et le pessimisme de certains ministres. Il est avéré que Daladier est impressionné, au cours de l'été et de l'automne 1938, par leurs avis.

L'attitude britannique : Grande-Bretagne gouvernée alors par le conservateur Neville **Chamberlain**, partisan résolu de la politique d'*appeasement*

- cf. la formule de Neville Chamberlain dans discours de Kettering, 3 juill. 1938 : « Dans une guerre, quel que soit le camp qui puisse se déclarer vainqueur, il n'y a pas de gagnants, il n'y a que des perdants » (*In war, whichever side may call itself the victor, there are no winners, but all are losers*).

- ⇒ Neville Chamberlain fait savoir dès avril 1938 à la France qu'il ne fera pas la guerre pour la Tchécoslovaquie ⇒ il envoie en Tchécoslovaquie un **médiateur, Lord Runciman**, qui fait un rapport très fav. aux Sudètes ⇒ Paris et Londres font pression sur Benès ⇒ B. accorde l'autonomie aux Sudètes (création d'un État fédéral)

L'attitude de l'URSS : alliée de la Tchécosl. depuis 1935, l'URSS doit la secourir à condition que la France le fasse d'abord. Mais comme elle n'a pas de frontière commune av. la Tchécosl., il lui faut passer par la Pologne ou la Roumanie. Or, malgré les instances françaises, l'URSS **refuse de le faire sans l'agrément de ces deux pays**, qui n'accepte pas de le donner

le 12 septembre, parlant à Nuremberg (discours de clôture du congrès annuel), Hitler laisse entendre qu'il faut aller plus loin qu'une simple autonomie interne pour la région des Sudètes, qui doit être annexée à l'Allemagne

⇒ **Chamberlain** décide d'aller lui-même voir Hitler. Il prend l'avion pour la 1^{ère} fois de sa vie et rencontre H. à **Berchtesgaden** le 15 septembre Hitler lui fait part de sa volonté d'annexion de tous les territoires peuplés d'au moins 50 % d'Allemands

Porteur de ces revendications, **Chamberlain rencontre Daladier.**

- Le gouv. fr. est très divisé : Reynaud est pour la résistance, Bonnet pour la conciliation

- Daladier se résigne à subir ces revendications, à condition que la Tchécoslovaquie, avisée

le 20 septembre, accepte le démembrement

- le président Benès ne donne son accord qu'à la suite d'un véritable **ultimatum franco-anglais**

Chamberlain revient alors voir Hitler : entrevue de Godesberg (22 septembre 1938) :

- à la grande surprise de Ch., Hitler formule des exigences nouvelles, il fait monter les « enchères » (Tchèques doivent évacuer les Sudètes sans emmener leurs biens ; cession de Teschen = Cieszyn à la Pologne, de la Slovaquie du Sud à la Hongrie ; tout doit être terminé pour le 1^{er} octobre) ⇒ Ch. refuse d'accepter ⇒

- menace de guerre. On peut croire, en effet, pendant une semaine, que la guerre va éclater. La Tchécosl. décrète mobilisation générale ; la Fr., la Grande-Bretagne et l'All. la mobil. partielle

- le 26 septembre, Hitler fait savoir que l'armée allemande entrera en Tchécosl. si Prague n'a pas accepté les conditions allemandes

la Conférence de Munich (29-30 septembre 1938) :

- La paix fut sauvée par une initiative de Mussolini, inspirée par Ch., celle de réunir une conf. des chefs de gouv. des 4 puiss. occid.

- le 28 septembre, H. accepte

- 29 : rencontre à Munich H-M-D-Ch

- Hitler, désormais sûr du succès, accepte d'échelonner du 1^{er} au 10 octobre (*sic*) l'occupation des Sudètes et d'autoriser les « résidents » tchèques (*sic*) à liquider leurs biens

- le 30, avant de partir, Ch. signe avec Hitler un pacte de non-agression !

- le 30, Ch. et Daladier, rentrant dans leurs pays respectifs, sont accueillis dans la joie. NC : « C'est la paix pour notre époque... »

un véritable « film » (cf. titre *Le Sursis*), le monde « retient son haleine », une partie « au bord du gouffre » (cf. 1962)

et des conséquences très graves (et célèbres)

3°) Circonstances particulières

Le Sursis :

- Léger = directeur du cabinet diplomatique du quai d'Orsay Alexis Léger, *alias* Alexis Saint-Léger Léger, puis Saint-John Perse en poésie ¹.

- Ivich = une Russe. Elle se trouve à Paris. Elle a, pour des raisons personnelles, envie de mourir

- « Il » de Ivich = Mathieu, un Français qui vient d'apprendre à Ivich où se trouvait la Tchécosl. !

- Milan (Hlinka) = Tchèque, instituteur. Dans le territoire des Sudètes

- Anna = Tchèque aussi, vraisemblablement la femme de Milan

¹ Il était entré au quai d'Orsay en 1914 et y fit une carrière remarquable.

Bonnet & Sartre : retour de Daladier au Bourget le 30 septembre : Daladier, morose (persuadé qu'il sera hué), ne parvient pas à se réjouir sous les acclamations imprévues d'une foule vibrante d'enthousiasme, ce qu'on voit très bien sur les photos

Duhamel :

- 5 septembre = jour de l'ouverture du **congrès de Nuremberg** ; les journaux ont accoutumé le public à l'idée que le Congrès sera une date importante dans l'évolution de la crise tchécoslovaque

- 5 septembre : le gouv. tchèque élabore un **nouveau statut d'autonomie** pour les Sudètes

II. LA RÉACTION DE LA FOULE, DÉROUTANTE POUR DALADIER

1°) La réaction de la foule

la foule, acteur essentiel de l'hist. du XXe siècle, « âge des masses », arbitre dans le choc entre Fascisme et démocratie

celle-ci venait de manifester déjà sa réaction entre Paris et Le Bourget

foule nombreuse au Bourget et ailleurs :

- Léger : « Quelle foule ! »

- Bonnet : « des milliers de voix », « Toutes les rues de Paris, où l'on soupçonnait que nous devions passer, étaient envahies », « Plus de cinq cent mille personnes étaient massées entre Le Bourget et la rue de Rivoli. » plus « À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux » (« banlieue » plus foule de l'heure de sortie des bureaux)

foule bruyante :

- Sartre : « Il y eut une clameur énorme »

- Bonnet : « Une immense ovation » (pastiche de Sartre ?), « au milieu des clameurs »

foule chaleureuse :

- Sartre : « ils portaient des drapeaux et des bouquets »

- Bonnet : « dans une poussée et une bousculade que l'on ne peut contenir », « des drapeaux pavoisaient déjà les fenêtres » ; « Pendant ce long parcours, nous ne recevons que des témoignages de sympathie » ; sa description « bon enfant », déjà anachronique dans les années 50 : « À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux et se livrait à ses sentiments avec tant d'ardeur et d'obstination que, faute de police, il fallut recourir à l'aide d'amis inconnus pour nous dégager et nous permettre de reprendre notre route. » Réminiscence des scènes maréchalistes de la France de Vichy ?

les aspirations de la foule : paix et entente (cordiale) franco-britannique :

- cf. « ils criaient : "Vive la France ! Vive l'Angleterre ! Vive la paix !" » de Sartre

- ⇒ on se raccroche à l'Entente cordiale, à la « gouvernante anglaise » (cf. cours RI-2) !

- ⇒ désir de paix très vif, exprimé dans tous les discours, articles, de la crise

- le soulagement des milieux politiques sera égal à celui de la foule

- après : pétitions, adresses de félicitations, cérémonies d'actions de grâce, etc.

2°) L'attitude de Daladier

surprise :

- il s'attend à se faire « casser la gueule », cf. la 1^{ère} partie de l'extrait de Sartre

- il regarde la foule « avec stupeur », écrit Sartre

- la surprise principale est le nombre ⇒ aucun service d'ordre n'a été prévu, cf.

Bonnet : « Tout s'était accompli d'une façon si rapide, si imprévisible, qu'aucun service d'ordre n'avait pu être improvisé pour faciliter notre retour et assurer notre sécurité ». Or :

assassinat de Barthou en 1934

- mais cette surprise principale est-elle vraie et n'y a-t-il pas légèreté du ministre de l'Intérieur (Albert Sarraut) ? Cf. Bonnet juste avant l'extrait : « Le président du Conseil, survolant la France, mais sans contact avec elle depuis plusieurs jours, apercevait déjà cette foule et attendait anxieusement son verdict. » : « apercevait » = par la pensée ? ou juste avant Le Bourget ?

En fait, Bonnet a prévenu Daladier par téléphone, avant de partir le chercher au Bourget, des réactions favorables de la presse. En qq sorte, la presse crée cet événement dans l'événement qu'est la présence d'une foule enthousiaste

rassuré et ému ? Cf. Bonnet : « Une immense ovation [...] le rassure » ; « Daladier très ému, au milieu des clameurs »

méprisant ? Cf. Sartre : « Il se tourna vers Léger et dit entre ses dents : "Les cons !" » Formule (apocryphe, bien sûr) devenue si célèbre qu'elle est très fréquemment considérée comme un « mot historique » !

Sartre caricature, évidemment. Cf. la phrase « Daladier sortit péniblement de la carlingue et mit le pied sur l'échelle ; il était blême. »

III. CAUSES ET LIMITES DE CETTE RÉACTION

1°) Les causes

a) La psychologie du « Français moyen », Fernand Loiseau (cf. tt le texte de Duhamel) et la crise tchèque

le problème tchèque n'est jamais évoqué : une vision strictement « hexagonale » une vision politique toujours très courte. Ex. : la présentation à la Feydeau « il a dit à Mme Loiseau : "La guerre s'éloigne, tout s'arrange. Nous n'aurons pas la guerre, cet été : il est évidemment trop tard. » Pourquoi ? tautologie (soulignée par l'adverbe) ou répétition de juillet 1870 et août 1914 : la guerre ne peut se déclencher qu'au début de l'été !

la « douche écossaise », faisant alterner espoir et inquiétude :

- parfaitement conforme à l'évolution des relations internationales de l'époque et à la tactique fréquente de Hitler (voir plus haut)

- soulagement des « dernières semaines de juillet 1938 »

- Loiseau « saisi d'angoisse » au sortir du bain !

- Cf. « À de certains moments, l'excellent garçon pense que la guerre est fatale. Il se prépare à la guerre. Il s'y résigne sombrement. Mais les jours passent et l'Allemagne demeure immobile. Alors Fernand Loiseau se reprend à espérer. Il imagine des miracles. »

Les milieux officiels y étaient également soumis. Dans ses mémoires, qui paraîtront d'abord en 1967 sous le titre *De Munich à la guerre. Défense de la paix*, Bonnet écrira p. 73 : « Après une courte détente [...] l'inquiétude s'empare à nouveau des milieux officiels. »

de petits soucis :

- « nos petites vacances », dans une « auberge bretonne », évidemment (poncif pour poncif). Cf. Jacques Tati, *Les vacances de M. Hulot* !

- les vacances 1938 :

* Bonnet dans *De Munich à la guerre. Défense de la paix*, p. 90 : « À l'heure où, en Allemagne, les équipes se relayent de nuit et de jour pour fabriquer des tanks et des avions, où les travaux de fortification à la frontière sont fébrilement achevés par 500 000 mobilisés, où un million et demi de soldats sont déjà entraînés dans les casernes ou sur les champs de manœuvres, que fait la France ? La France, elle, est en vacances ! Un chroniqueur relate le fait avec enthousiasme dans la presse : "Rien que dans la région parisienne, 500 000 personnes sont parties, 300 trains supplémentaires ont assuré leur départ." Eh oui ! on est parti les uns sur les plages, les autres aux champs, les derniers à la montagne. Chacun se repose ! Les congés payés doivent durer quinze jours. Mais par un astucieux cumul avec les fêtes légales, les usines fermeront leurs portes 23 jours pendant le mois d'août, qui sera ainsi presque entièrement perdu pour la production nationale. »

* ⇒ Renouveau de la rengaine contre les congés payés, par un radical très hostile au Front populaire

* Les Français sont effectivement partis nombreux, grâce aux congés payés, alors qu'en All. civils et milit. travaillent sans relâche à mettre le pays sur pied de guerre

* même attitude en Grande-Bretagne, cf. les photos représentant des Austin Baby de départ en vacances, avec pancartes « Laissez-nous un moment, M. Hitler, nous partons en vacances » !

un plaisir de petits bourgeois, encore relativement neuf :

- Duhamel force le trait : « Loiseau déteste la guerre, et il a bien raison. Loiseau déteste d'ailleurs tout ce qui peut l'empêcher de déjeuner à midi quinze et de prendre ses vacances entre le 8 et le 30 août. »

- de petits soucis de vacanciers, cf. « Loiseau s'efforce de prendre des bains, de pêcher la crevette rose et même de se doré la peau quand le soleil y met quelque complaisance »

« Loiseau déteste la guerre » :

- formule vaguement replacée par Duhamel dans contexte du pacifisme de l'entre-deux-guerres, avec correctif juste avant :

- « Il n'a pas pris part à la guerre de 1914-1918, mais il en a connu, jeune homme, au moins de loin, toute la tristesse ; en outre, il en a beaucoup entendu parler par son frère aîné, par son père et par maintes autres personnes... »

- L'idée que le Français moyen se fait de la guerre future (souvenirs des anciens

combattants plus actualités cinématographiques / Chine et g. d'Esp.) lui est si insupportable qu'il ne peut et ne veut pas croire que cette guerre soit possible (= fin du monde)

- énervement devant un danger anthropomorphique : « Alors qu'est-ce qu'elle attend ? »

puérité :

- Cf. « Ayant décidé dans son cœur que nous n'aurions pas la guerre, cet été... »

- les journaux de Bretagne « disent presque la même chose que les journaux parisiens » : imp. de la presse dans l'information et la formation de l'opinion pendant la crise

- celle de la réflexion sur les pays étrangers autres que l'All. : « Loiseau songe avec amertume : "On a pourtant bien reçu les souverains anglais. On pouvait croire que tout était arrangé, que l'Europe démoniaque allait rentrer dans l'ordre. Mais non, voilà cette Allemagne qui recommence, pendant que de son côté, l'insupportable Italie..." » :

* la France sait très bien que le concours de la Grande-Bretagne, de la « gouvernante anglaise » (J.-B. Duroselle, cf. cours RI-2) est indispensable

* les souverains anglais sont venus en France le 19 juillet 1938 ; ils ont été accueillis par une foule immense (cf. le « on » ; c'était le 1^{er} voyage des souverains à l'étranger (⇒ symbole, d'autant + que George VI est le troisième roi britannique de l'année 1936, cf. cours RI-2)

incompréhension totale : tout le § « Vraiment, je n'y comprends plus rien. Encore un an, et pour l'Allemagne, il sera peut-être trop tard. Que signifie ce calme effrayant ? est-il possible que l'Allemagne ne veuille pas la guerre ? En ce cas, tout serait simplifié... Mais non, l'Allemagne est prête, et pourtant elle n'attaque pas. Impossible d'y rien comprendre. »

de petits bourgeois, évidemment :

- « Loiseau et sa femme occupent tous deux des emplois de modestes fonctionnaires. »

- un portrait de Joseph Prudhomme, cf. « l'idée de guerre a rattrapé l'excellent homme » & « l'excellent garçon »

- un portrait caricatural, présentant lâcheté et « trouille » (mots absents) comme les deux raisons essentielles

Le roman de Sartre, *Le Sursis*, est un témoignage de ces réactions et de cette incohérence

Duhamel nous montre le Français moyen de l'été 1938 tiraillé, ballotté entre l'espérance et la résignation à la guerre, se posant mille questions, essayant de comprendre, lui aussi, ce que nombre d'éditorialistes n'arrivent pas à expliquer ; c'est bien le résultat d'une savante préparation psychologique faite par Hitler, par laquelle il espère arriver à émasculer toute volonté, toute énergie fr., en jouant de cette atroce peur de la guerre à venir.

b) L'apport de Sartre

la peur : « Pas de guerre ; pas d'avions sur Paris ; les plafonds ne crèveraient pas sous les bombes » : souvenirs de la Première Guerre mondiale (cf. le hall de LLG, dit « vestibule » autrefois !) plus « guerre-fiction » plus guerres contemporaines montrées aux actualités plus

pour Sartre le souvenir très actuel de la Seconde Guerre mondiale (1945)

« le môme » : « chair à canon », etc.

c) Les causes analysées par Georges Bonnet, dans son dernier §

explication littérale facile, cf. : « Paris, dans ces jours d'angoisse, manifeste une joie frénétique. Il a senti passer l'ombre d'un affreux malheur. Il semble que la France ait eu l'obscur révélation de sa faiblesse, de son impuissance et de l'effroyable menace qui pesait sur elle et qui venait d'être écartée. »

ajoutons :

- l'anthropomorphisme de Paris et de la France qui se « donnent » à Pétain puis à de Gaulle (Bonnet écrit en 1953)
- une évidente et grinçante allusion au de Gaulle des 25 et 26 août 1944 (à l'Hôtel de Ville : cf. « Paris outragé... ») (Bonnet écrit en 1953)

2°) Limites

question qui se pose : « Où donc étaient les "antimunichois" d'hier et de demain [...] » ? (G. Bonnet, plaidoyer *pro domo* qui se souvient du centenaire de 1848...)

dans l'euphorie, à une voix près, le groupe SFIO a ratifié les accords de Munich à la chambre des députés ⇒ importance de la résignation

mais : apport des sondages :

- cf. Jacques Ozouf, « Apologie pour les sondages », dans le tome III de Jacques Le Goff & Pierre Nora, *Faire de l'Histoire*, Gallimard, 1974, 3 vol., p. 230 (4^e texte)
- les premiers sondages de l'IFOP (créé en 1938 par Jean Stoetzel) ont été publiés dans les 3 premiers n^{os} de la revue *Sondages*
- mais on connaît mal les critères du sondage : France entière ou Paris ? date précise du sondage ?
- en juillet 1939, à la question « Pensez-vous que si l'Allemagne tente de s'emparer de la ville libre de Dantzig, nous devons l'en empêcher, au besoin par la force ? », 76 % des Français interrogés répondent Oui (17 % de Non et 7 % d'abst.)

« néo-pacifisme » de droite : voir la base

5 TEXTES EXTREME DROITE FRANÇAISE 1934-1938

5 février 1934 : affiche de la Solidarité française.

« Daladier nous mène comme un troupeau de foire aux Blum, aux Kaiserstein, aux Schweinkopf et autres Zyromski, dont le nom bien français est tout un programme.

Voilà vos maîtres, les patriotes !

Voilà la dictature qui t'attend, peuple de France !

Ton parlement est pourri.

Tes politiciens compromis.

Ton pays livré à la boue des scandales.

Ta sécurité menacée.

La guerre civile grogne.

La guerre tout court rôde.

Paysans, la ruine te menace : vois le scandale des blés.

Ouvriers, intellectuels, votre situation est assaillie par des étrangers.

Ni les uns, ni les autres n'êtes plus chez vous.

La France aux Français ! »

Charles Maurras dans *L'Action française*, 9 avril 1935.

« Ce juif allemand naturalisé, ou fils de naturalisé, qui disait aux Français en pleine Chambre qu'il les haïssait, n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique. Et c'est un hircocerf¹ de la dialectique heitmatlos². Détritus humain, à traiter comme tel...

L'heure est assez tragique pour comporter la réunion d'une cour martiale qui ne pourrait fléchir. [...] Vous me direz qu'un traître doit être de notre pays : M. Blum en est-il ?

Il suffit qu'il ait usurpé notre nationalité pour la décomposer et la démembrer. Son acte de volonté, pire qu'un acte de naissance, aggrave son cas.

C'est un homme à fusiller, mais dans le dos. »

Charles Maurras dans *L'Action française*, 13 octobre 1935.

« Ceux qui poussent à la guerre doivent avoir le cou coupé. Comme la guillotine n'est pas à la disposition des bons citoyens, ni des citoyens logiques, il reste à dire à ces derniers : "Vous avez quelque part un pistolet automatique, un revolver, ou même simple couteau de cuisine ? Cette arme, quelle qu'elle soit, devra servir contre les assassins de la paix dont vous avez la liste." »

Henri Béraud, *Gringoire*, 7 août 1936.

¹ [Cerf porteur de cornes].

² [Sans patrie en allemand].

« La France à tout le monde.

Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grands collecteurs ¹, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide. C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de Judée. Doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, pollacks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gangsters, marchands de femmes et de cocaïne, ils accourent précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises. Tandis que ceux-ci assomment nos ouvriers dont ils volent le pain, ceux-là ne cessent d'insulter à notre patriotisme, dans nos propres journaux. »

Pierre Gaxotte, *Je suis partout*, 16 septembre 1938.

« Il y a en France trois millions et demi d'étrangers, dont la plupart sont venus comme réfugiés antifascistes. Nous avons vu ces messieurs très belliqueux défiler en montrant le poing et en criant des injures contre Hitler. Une occasion véritablement exceptionnelle va peut-être se présenter à eux de combattre ce fascisme abhorré par les moyens les plus directs. Nous comptons bien entendu que ces messieurs en ski, en vitch, en o, en of, et en ez vont en profiter. Le premier soldat tué en 1914 a été le caporal Peugeot. Nous comptons que le premier soldat tué au front de 1938 sera un Rabinovitch ou un Rosenfeld. »

Textes cités dans le manuel Bordas de Terminale, pp. 185 & 187 (n° 26 et 30), avec une « question » type « bac » : « Après avoir rappelé les circonstances expliquant ces textes, échelonnés de 1934 à 1938, vous en montrerez la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, puis vous en expliquerez les implications pour la politique intérieure française. »

¹ [Égouts].

5 TEXTES EXTREME DROITE FRANÇAISE 1934-1938

cités dans le manuel Bordas de Terminale, pp. 185 & 187 (n° 26 et 30)

Introduction

les auteurs :

- La Solidarité française. 1933-1936. Financée par François Coty. Groupement sans théorie, sans cadres. Chef : commandant Jean Renaud, ancien des troupes coloniales. Absence de doctrine ⇒ imp. de l'aspect extérieur : la SF prend de + en + l'app. d'une ligue fasciste (salut, emblème, un coq, etc.). Part active au 6 février. Goût pour la violence. Moins de 10 000 membres. Dernier "joujou" de F.Coty
- Charles Maurras. Synthèse traditionalisme conservateur et nationalisme (voir biographie dans le dossier biographique). *L'Action française* = quotidien 1908-1944, dirigé par C.M. et Léon Daudet, affaibli par la cond. pontif. 1926, qui détourne d'elle de nombreux catholiques. Conserve les « camelots du roi » et le quotidien, qui profère injures haineuses contre la République (la « gueuse »), les juifs et les étrangers qualifiés de « métèques ».
- Henri Béraud. 1885-1958. Collaborateur plusieurs journaux, également romancier, pamphlétaire : *Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ?* (1935), *Popu roi* (1937). Cond. à mort 1944, peine commuée, libéré 1950. *Gringoire* = hebdo. populaire fondé en 1928, centre de la campagne contre Roger Salengro.
- Pierre Gaxotte. Historien, directeur de *Je suis partout*, hebdo. fondé 1930 par édit. Arthème Fayard. Consacré d'abord à la polit. internat. ; sous dir. de Pierre Gaxotte, issu de l'AF, l'équipe rédact. est assez hétérogène, mais droite classique domine. Tournant entre 1932 et 1936 : entrée à la rédact. d'une nouvelle gén. d'intell. : Lucien Rebatet, Georges Blond, Robert Brasillach ⇒ dérive fasc. ⇒ maison A.Fayard met fin à parution mai 1936. Mais équipe de rédact. se contitue en soc. anonyme, rachète les parts d'A.Fayard et fait reparaitre *Je suis partout*, Brasillach remplaçant Gaxotte comme réd. chef 1937 ; autres signatures : Henri Massis, Maurice Bardèche, Thierry Maulnier, Abel Bonnard, Drieu la Rochelle (mal de vivre et révolte X milieu chez ce dernier). Très fascisant et raciste ; préconise une "Rév. nat." X Front populaire ; admiration pour Léon Degrelle, la Phalange esp., Codreanu (roumain) ; pacifisme de droite, qui conduit Gaxotte et Rebatet à démissionner 1939 ; équipe se ressoude durant l'Occupation (reparution février 1941) ⇒ un des organes clefs de la Collaboration.

Circonstances :

- extrême droite d'avant guerre de 1914 + ligues années 20
- crise financière sert de révélateur à une grave crise politique
- instabilité ministérielle des années 30 et scandales politico-financiers déclenchent vague d'anticparlementarisme et aspiration confuse à un exécutif fort qui font le jeu de l'extrême

droite ⇒ nouveau dév. des ligues

- la crise des années 30 voit un renouveau de la xénophobie et de l'antisémitisme
- 6 février 1934
- échec des modérés, montée du Front populaire, Front populaire, montée des périls extérieurs
- impudeur avec laquelle des opinions xénophobes et antisémites s'expriment alors dans un grand nombre d'organes de presse influents, dans des discours publics, voire aux tribunes des assemblées
- Cf. M.Marrus & R.O.Paxton, *Vichy et les juifs*, Calmann-Lévy, 1981, 431 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1982, p. 697, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1982, pp. 698-699, réédition, Livre de Poche, 1990, 671 p.

I. XÉNOPHOBIE, RACISME ET ANTISÉMITISME

1°) Xénophobie

- une loi libérale de 1927 a facilité les naturalisations. Entre 1919 et 1939 près d'un million d'étrangers sont devenus français
- les travailleurs immigrés ont été souvent en butte à l'hostilité des travailleurs fr. et même des syndicats (menace pour l'emploi)
- germanophobie uniquement dans Maurras 1
- les autres peuples visés sont tous d'Europe méridionale ou centrale ou orientale. Voir H.Béraud
- effets faciles avec mots (Maurras 1), suffixes (Gaxotte), noms (affiche). Zyromski est un des leaders de la gauche de la SFIO. Schweinkopf (« tête de cochon ») se veut une plaisanterie facile
- images significatives : ordures et égout de Béraud
- liens avec l'antimilitarisme et la lâcheté, cf. Béraud
- conclusion : « La France aux Français ! » (affiche)

2°) Racisme

- partout, mais particulièrement dans Béraud
- explication de politique extérieure : « régicides » par ex. Des réfugiés politiques (cf. les Espagnols), 180 000 en 1938 (?) au nombre démesurément grossi par la propagande. Les réfugiés politiques bénéficiaient théoriquement de la faveur de la gauche française mais l'internationalisme n'a pas retrouvé la ferveur d'avant 1914, même chez les socialistes, et les réfugiés pol. sont peu à peu perçus, à gauche aussi, comme des concurrents éco.
- explication de politique intérieure : l'insulte au patriotisme
- « raison » morale : des gangsters, etc.

- « raisons » sociales : « nos ouvriers dont ils volent le pain ». Cf. Fernand Reynaud
- vogue du mot « race » dans l'entre-deux-guerres

3°) Antisémisme

- « de la semence d'Abraham et du bitume de Judée » de Béraud. Explicat. facile
- ghettos de Béraud
- Nbreux plaidoyers pour un « statut des juifs » dans années 30
- l'antisémisme de Maurras aboutira au statuts des juifs de Vichy. La jeune droite idéologique des années 30 approuvera et soutiendra en zone occupée toutes les mesures de l'antisémisme nazi
- désir de protection de la « culture française » est absent ici (thème fréquent à l'époque)

Conclusion du I

La droite idéologique (car la droite économique s'efforce d'approvisionner le marché du travail en main-d'œuvre étrangère docile et bon marché) applique au problème des étrangers les méthodes de propagande et d'information (ou plutôt de désinformation) qui sont les siennes dans tous les domaines.

II. IMPLICATIONS POUR LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE FRANÇAISE

1°) L'exaltation de la violence contre les hommes politiques

- les hommes pol. en général, *cf.* Maurras 2 (expl. litt. facile)
- Blum est la cible favorite, *cf.* le titre d'un chapitre de J.Lacouture ¹ : « L'homme le plus insulté de France ».
- * Peu de dirigeants politiques avaient dénoncé avec autant de force que lui l'hostilité envers les immigrés
- * L'anecdote du « je vous hais » (Maurras 1) est une calomnie. Élément essentiel de la « légende Blum ». Le 13 novembre 1924, à la Chambre des députés, lors du débat sur les fonds secrets, Blum, exaspéré par de nombreuses interruptions, a dit que le parti socialiste haïssait la droite et la politique que celle-ci représentait. Le propos a été déformé en « je vous hais » (et ici bien sûr en haine des Français)
- * L'appel au meurtre (Maurras 1) a été entendu : le 13 février 1936, Léon Blum a failli être lynché bd StGermain
- * La violence contre Blum est à relier à la xénophobie, *cf.* fin du Maurras 1
- * Pierre Gaxotte traitait Blum de « jument palestinienne » et suggérait de l'envoyer « avec la lie de la population européenne qui déferle chez nous, dans un camp de concentration, à Madagascar »...
- Daladier est visé de manière allusive dans l'affiche

2°) L'antiparlementarisme

- à cause de l'antidémocratie (*cf.* fin du Maurras 1)
- net dans affiche, très démagogique
- l'antisémitisme fut un catalyseur important de l'opposition au Front populaire

3°) Des données malsaines pour la politique extérieure

le « pacifisme retourné » :

- hostilité de l'extrême droite à l'antifascisme
- la 1^{ère} phrase du Maurras 2 vise une attitude hostile à l'Italie dans la guerre d'Éthiopie, *cf.* le manifeste de personnalités françaises (dont 140 parlementaires) et anglaises contre Mussolini. Maurras en a publié la liste, en y rajoutant des noms, donnant à Blum le n° 141. surtout, dans le texte de Gaxotte, les munichois de droite (expl. litt. facile) :
- La propagande de l'extrême droite avait répandu depuis longtemps dans une grande partie de l'opinion l'idée que la guerre contre Hitler serait la guerre des juifs et des apatrides qui se battraient par Français interposés
- Elle utilisa l'angoisse existentielle plus ou moins diffuse qui se développait dans une

¹ J.Lacouture, *Léon Blum*, Seuil, 1977, 596 p., réédit. coll. "Points".

population vieillie, saignée à blanc entre 1914 et 1918

- La psychose de guerre de 1938 accentue l'insistance sur l'image du juif belliqueux et de ses intrigues, même à gauche

- c'est un retournement, car l'extrême droite avait été longtemps caractérisée par la germanophobie : l'ennemi principal c'est la gauche ! Un « néo-pacifisme » au sein d'une extrême droite pleine de longanimité devant Hitler

- « Parallèlement au pacifisme de gauche, un néo-pacifisme se développe de la droite au centre-gauche. Le Parti social français (PSF) et la Fédération républicaine, très divisés, balancent entre la crainte du péril allemand et l'anticommunisme. Au sein de l'Alliance démocratique de Pierre-Étienne Flandin, la politique de fermeté envers Hitler est présentée comme inspirée par les communistes et les juifs. Son pacifisme dérive directement de sa haine du Front populaire, de la grande peur suscitée par la guerre d'Espagne et de son refus de l'alliance avec l'URSS. En fait, une grande partie de l'opinion de droite se démobilise face aux dictatures, qui symbolisent l'ordre et la hiérarchie, et choisissent *plutôt Hitler que Blum.* » ¹

- en 1936, 3 exemples de cette mutation du nationalisme de droite : la ratification du pacte germano-soviétique, la crise « rhénane » de mars, la guerre d'Espagne

- Cette mutation est particulièrement nette en 1938 :

* Au moment de l'Anschluss, le 12 mars, Léon Blum propose de constituer un gouvernement de rassemblement national. Kérisill (cf. biographie dans le dossier biographique) et Reynaud entraînent une cinquantaine de députés de droite à accepter l'offre. Mais le reste de la droite dénonce la croisade antifasciste « orchestrée par Moscou », les comm. et les juifs « préparant la guerre »

* Au moment de Munich, avec de très nombreux articles, par ex. de Thierry Maulnier.

Conclusion générale

Manquent des vocables usuels comme « gueuse », « métèques »

L'antimarxisme est peu marqué : seulement le mot de « dialectique » de Maurras 1

L'extrême droite française fut-elle fasciste ?

f) Quelques symboles

Les statues de la France :

- statue de Bourdelle au monument aux morts de Montauban, connue surtout par une réplique beaucoup + visible, au sommet de la citadelle de Vauban à Briançon (1935), menacée par le « fort des nuages » du Chaberton, le fort le plus élevé du monde (détruit en quelques minutes par des obusiers français en juin 1940)

- statue de la Porte Dorée à Paris, à l'orée de l'expo. coloniale de 1931

¹ M. Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 81.

- scandale de la statue du monument aux morts de Nantes, ville « bleue » dans une province de droite : en 1926 la municipalité, radicale, décide de décorer le monument aux morts par une « France délivrée », malheureusement pour les biens pensants nue, les bras levés au ciel

les timbres-poste :

- séries au profit des orphelins de guerre, avec de grosses surtaxes : 1917-1927
- représentations de monuments commémoratifs, par ex. Vimy 1936

Concl. du II : L'avenir du régime paraît d'autant + menacé qu'à la crise des institutions s'ajoute une crise intellectuelle et morale, une crise des valeurs et des doctrines politiques, qui prive le pays de perspectives autres que la fuite vers l'extrémisme.

III. LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Attention aux jugements trop tranchés sur les comportements des Français, aux condamnations sans appel du type « tous coupables, tous collabo » : tout n'est blanc ou noir, il y a beaucoup de zones grises, de « penser-double ». Émile Vandervelde, rendant compte des *Beaux Quartiers* d'Aragon en 1937, a créé la notion d' « hommes doubles », et Bernanos a créé en 1943 la notion du « penser-double ».

« Les alternatives simples entre pétainisme et gaullisme, résistance et vichysme, ou résistance et collaboration, ne fournissent que des images réductrices du vécu des contemporains. On sait ainsi qu'une majorité de Français a pleuré la défaite tout en souhaitant l'armistice, qu'ils ont pu applaudir le maréchal Pétain avec ferveur tout en rejetant le régime de Vichy » ¹, simultanément. Mais aussi instabilité de l'opinion et « virage » de 1942.

La notion de « Vichy avant Vichy » est excellemment traitée par P.Laborie ². Les ouvrages de cet auteur, parfaits contrepoints à H.Amouroux, sont tout à fait recommandables.

Pour la France libre, voir la fiche de lecture du Muracciole envoyée par Martin Fourdrignier et la bio. de De Gaulle dans le dossier bio.

1°) « 39-40 »

en 1939, la guerre est pensée et anticipée d'emblée comme devant être longue succès et insuccès de la ligne Maginot :

- * la plupart des ouvrages ont résisté
- * elle a offert des conditions de vie confortables aux soldats
- * mais près de 50 divisions int été immobilisées jusqu'à la fin de mai 1940 derrière elle >>> elle n'a pas permis d'économie des effectifs

J.-L.Crémieux-Brilhac ³ :

- un bagage mental et l'armée française est en retard d'une guerre

- pacifismes :

- * Alain (cf. biographie dans le dossier biographique)
- * SNI
- * pacifisme intégral
- * au sein de la SFIO : Paul Faure (cf. biographie dans le dossier biographique)

¹ P.Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouweer, 2001, 272 p., recueil de textes, réédition, Seuil, coll. "Points", 2003, 288 p., p. 31.

² Une contribution à un ouvrage collectif, reprise dans P.Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Desclée de Brouweer, 2001, 272 p., recueil de textes, réédition, Seuil, coll. "Points", 2003, 288 p., pp. 105 & suiv., puis dans *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1990, 416 p., réédition sous le titre *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, coll. "Points", 2001, 406 p.

³ *Les Français de l'An 40*, 2 vol., Gallimard, 1990, 647 & 740 p., et « 1914 dans 1940 », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 1994, pp. 32-38

- * hommes de gauche non-SFIO : Jean Mistler, Déat (*cf.* biographie dans le dossier biographique), Bergery, Laval
- * pacifisme des ancien combattant
- * néo-pacifisme de droite
- mais l'imprégnation pacifiste n'empêche pas la mobilisation de se faire et le moral des soldats d'être bon, en septembre 1939
- une politique militaire fondée sur la défensive, *cf.* Pétain et Gamelin, malgré de Gaulle (*cf.* biographie dans le dossier biographique) et Weygand
- le ministère de l'Armement n'est créé qu'à la déclaration de guerre, les chars français sont des chars légers, des affectés spéciaux comme en 1914
- l'entrée en Belgique est conçue comme la bataille de Charleroi
- la guerre comme une « manche franco-allemande », vingt ans après, une « guerre de trente ans »
- l'état-major français est dirigé par des hommes âgés, Gamelin est un PPDC
- les prisonniers de mai-juin 1940 :
- nombreux à avoir été pris dans circonstances ridicules
- nombreux à avoir été bernés par les Allemands (l'armistice dispenserait de la captivité, la paix, prochaine, libérera les PG, etc.)
- mais nombreux à avoir résisté avec vaillance : se méfier des films stupides type *La 7^e Compagnie...*
- les Allemands les filment, y compris les soldats coloniaux, parfois contraints de se montrer grotesques, de danser par ex.
- L'exode :
- très grande importance dans les opérations militaires, dans la naissance de l'État français, et dans la mémoire collective
- causes : souvenirs historiques, crainte des bombardements aériens, phénomène de « dominos », panique délibérée provoquée par les Allemands, fuite des élites ¹, mais des éléments irrationnels
- toute une société française en fuite, mais avec maintien de la stratification sociale
- grosse inégalité entre départements quittés ou désertés, entre départements d' « accueil », entre qualités d' « accueil »
- de Gaulle :
- revoir *Vers l'armée de métier* dans cours GÉS-3
- voir sa biographie dans le dossier biographique
- la carrière de De Gaulle n'a pas été ralentie par l'expression d'idées novatrices, si on la compare à celles de Juin et De Lattre, et à d'autres ²

¹ Dès le 6 juin les Parisiens voient passer les camions transportant les archives des ministères.

² Colloque *Charles de Gaulle, 1920-1940. Du militaire au politique*, Plon, 2004, 479 p., p. 25. Tout ce qui suit vient de ce colloque.

- de Gaulle n'est pas un novateur absolu : le « couple » char-aviation est envisagé par le général Estienne dès février 1920, de Gaulle ne fait que l'ajouter à la réédition de *Vers l'Armée de métier* (cf. cours GÉS-3), à Alger, en 1944
- la première édition de *Vers l'Armée de métier* a reçu un très bon accueil en Allemagne

2°) Le « royaume de Vichy », la terre et les ruraux

Bibliographie indicative :

J.-P. Azéma, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, tome 14 de la N.H.F.C.,

Seuil, coll. "Points", 1979, 416 p. ; réédition 1981

P. Barral, *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, Paris, Fondation nationale des Sciences politiques, 1968, 385 p.

I. Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980, 414 p.

M. Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, Fayard, 2011, 798 p.

Collectif, *La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*, tome IV de G. Duby & A. Wallon dir., *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1977, 666 p.

Y. Durand, *La France dans la Seconde Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1989, 192 p., réédition, 1993, 2001

R.O. Paxton, *La France de Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1973, 380 p., réédition, coll. "Points", plus, réédit., dont réédition, 2000, 478 p.

J. Siclier, *La France de Pétain et son cinéma*, Editions Veyrier, 1981, 460 p.

G. Wright, *La révolution rurale en France*, Paris, 1967, 342 p.

INTRODUCTION

- politique conservatrice, et les conservateurs ont eu sous Vichy des pouvoirs que le SU leur refusait 1932>>>>. Vichy est une « monocratie gérontocratique » (Michèle Cointet)
- l'État français comportait des tendances doctrinales diverses. L'une des + accentuées fut l'agrarisme tradit. qui acquit alors une audience élargie, non seulement parce que la nation avait besoin des produits du sol, mais aussi parce qu'on attendait des campagnes une rénovation éthique & politique (⇒ annonce du I)
- les thèmes ruraux, l'emploi du terme "paysan", l'idée de "retour à la terre" prirent alors une insistance et une fréquence remarquables
- le pouvoir agit en ce sens, et son action rencontra une orientation parallèle assez spontanée de l'opinion (⇒ annonce du II)
- les propagandistes proclamaient que Pétain était le "maréchal-paysan"
⇒ rôle dans le "maréchalisme", le "pétainisme", la collab. et le "collaborationnisme"
- mais cela réussit-il ? (⇒ annonce du III)
- autres plans :
- * ying-yang-une phase de transition

* plan évolutif avec coupure en avril 1942

* une 1^{ère} partie sur les symboles

I. LES INSPIRATIONS ET LES CONDITIONS : LA TERRE, SYMBOLE D'UNE RESTAURATION

- inspirations composites et souvent hétérogènes, voire antagonistes, comme la plupart du temps pour Vichy

- mais points communs : visent à un ordre social élitiste, respectent la propriété, etc.

1°) L'influence de l'Allemagne

a) Les prélèvements sur l'agriculture

- des accords prévoient livraison denrées aliment.

- All. utilise largement argent des frais d'occupat. pour faire de gros achats sur marché agric. fr.

- > 1 M de paysans sont pris. en All. (36 % des pris.) ⇒ probl. de main-d'œuvre

- de plus : STO

- 1943>>> : cet aspect devient + important que la Révolution nationale (2°)

b) Une influence idéologique indirecte

- RN = éco. de g. particulièrement sévère

- certains pensent que les conditions de paix seront + clémentes si la France adopte style du vainqueur

- d'autres sont impress. par succès du Fascisme dans années 30

- propag. Vichy fait vibrer une autre corde : la RN, renouant avec la tradit. fr., ouvre une voie nouvelle entre Fasc. & comm.

2°) Mais surtout le legs d'une idéologie agrarienne pré-vichyste

a) Le contexte économique et social

- poids de la société rurale en France en 1940 :

près de 50 % de la pop. totale ; 7 200 000 de ruraux actifs

souvenir du poids électoral

- mais en 1940, la soc. rurale stagne :

* transf. années 20 ⇒ accélération exode rural et crise années 30

* Front populaire n'a pas redressé situation : L.Blum, malgré création Office du Blé ne veut pas aller au-delà des engagements électoraux

* stag. prod. agric. fin années 30

b) Un terrain idéologique préparant Vichy

- une longue histoire idéologique (cf. Barrès)
- des mouvements paysans de droite ⇒ Vichy n'est pas une création ex nihilo
- une bourgeoisie agrarienne de droite souhaite le corporatisme comme rempart contre socialisme
- en + : héritage du catholicisme social (Le Play et autres) : il faut donner aux paysans la juste place qui leur revient
- une idéologie agrarienne avant-guerre & développement de thèses corpo.

Certains, comme l'Union nat. des synd. agric. prise en main par Jacques Le Roy Ladurie, avaient déjà pensé au corporatisme

Cf. Paxton pp. 200-201 : "D'une part, les corpo. s'administrant elles-mêmes sous la dir. des grands producteurs pourraient contrôler le marché, limiter la prod. et éviter un nouvel effondrement des cours mondiaux. D'autre part, elles aideraient à maintenir l'ordre social. L'*unité paysanne*, artifice permettant de résoudre les conflits entre propriétaires et trav. agric., en refusant la notion de classe, répondait à l'optique des industriels affirmant que dans une même branche, ouvriers et dirigeants avaient des intérêts communs beaucoup + que contradictoires."

- des asso. de déf. prof. : Front paysan, Chemises vertes, etc.

c) Un succès pas assuré avant la guerre

- monde rural a conscience dédain du monde politique à son égard
- reproche aux partis de G. mettre probl. ruraux au 2d plan
- pourtant diversité régio. (SW radical, Provence de G.)
- journaux et périodiques de tous bords : *La Terre* (PCF), *La Volonté paysanne* (Calveyrac, SFIO), *Le Cri du sol* (Dorgères)

3°) La Révolution nationale appuyée sur la France profonde

a) Pétain : le mythe du bon berger

- des origines paysannes, Verdun, et un "fantassin" ⇒ un idéal pour le monde rural (cf. biographie dans le dossier biographique)
- nombreux anciens combattants dans campagnes
- régime autoritaire et paternaliste
- idée de reconquête des valeurs perdues
- pop. homme + que régime ; "maréchalisme" & "pétainisme"

b) Un régime qui se veut agrarien

- projet de revalorisation de la terre

- nostalgie de la vie champêtre, canalisée entre deux guerres, partiellement, par renaissance du folklore (ex.: Joseph de Pesquidoux)
- slogans (cf. "La terre, elle, ne ment pas), valeurs (Travail, Famille, Patrie, Terre, effort), avec manichéisme (le reste ment, est sans intérêt, sans idéal, l'agriculture est le seul effort sain, le travail en soi)
- ⇒ "homélies" de P. : "Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friches, c'est une portion de F. qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de F. qui renaît." (25 juin 1940)
- symbole de la ville de Vichy (loin de Paris et des grandes villes de zone libre), France profonde, dont la ville de Vichy aura beaucoup de mal à se remettre !
- mythe de l'unité paysanne, de la "classe paysanne"
- notion morale : liens Terre-morale-religion ⇒ hagiographie maréchaliste et RN
- une réponse à la décadence, comme de nombreux éléments de la RN.
- * Cf. Paxton p. 196 : "Les ruraux, parce qu'ils vivent en autarcie, sont la force du pays et les citadins sa faiblesse ; pour les réactionnaires fr., c'est là un article de foi. La famille paysanne, féconde, terre à terre, solidement insérée dans la hiérarchie sociale tradit., est l'antidote des masses urbaines décadentes, utopiques, déracinées."
- * La F. a été punie en 1940 pour s'être éloignée du monde rural, qui faisait sa force
- ⇒ une atmosphère d' "ordre moral", de xénophobie, de racisme
- ⇒ certaines réglementations vont aller à l'encontre de certains agric. (cf. bouilleurs de cru)

c) L'impact du projet

- besoin de la France rurale de s'accrocher à des valeurs "fondamentales"
- rôle de l'information, de la radio, des journaux, grands discours, etc.
- propagande efficace au début
- simplisme qui plaît
- pauvreté de l'iconologie, style paternaliste

d) Allégories et images

- imagerie de Vichy, imprimeries zone Sud, affiches, photos
- terre comme symbole, allégories et métaphores de l'agriculture pour tout expliquer
 - P. = bon pasteur (instituteurs = mauvais bergers)
 - Cf. le chêne de 300 ans de la forêt de Tronçais, baptisé "Maréchal Pétain" : "Voici votre chêne (...) Il est toujours jeune et vivace comme vous, monsieur le Maréchal !"
 - Cf. les abécédaires (P. caresse un mouton, par ex.)
- littérature de Giono :
- * son "théâtre rustique" : *Le Bout de la route* (1941), *La Femme du boulanger* (1944)

* ses romans : *L'Eau vive* (1943)

- travaux des **folkloristes** (cf. Varagnac)

- le paysan en tant que symbole :

* éloge du p. dans discours est un autre moyen de gagner au régime la majo. de la pop. rurale (cf. nombreuses visites de P. dans provinces)

* paysan = vrai Français, avec une certaine ressemblance avec P. :

"Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominant l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient. C'est un chef."

- adéquation terre/patrie :

* avec notion de sacré

* la terre représente la France inaliénable à une époque où la souveraineté fr. est remise en cause

Quelle est, derrière cette phraséologie, la réalité de l'action gouvernementale ?

II. CONCRÉTISATION : CORPORATISME ET ÉTATISME

1°) Les réalisations économiques

a) Quels dirigeants ?

- les **dirigeants tradit. l'emportent** sur les imitateurs du fascisme (c. Dorgères)

Paxton p. 201 : "En agriculture, comme dans tout autre secteur, ce sont les traditionalistes qui dominent aux 1ers jours de Vichy."

incarnation : Pierre Caziot, min. Agric.>>> avril 1942 : « Avec sa moustache à la Vercingétorix et ses litanies champêtres, il personnifie la victoire des propriétaires terriens sur les bureaucrates. » (*idem*)

- conforme à l'importance donnée à **l'agriculture familiale**, qui, d'après P., cf. discours 12 oct. 1940, constitue "la principale base éco. et soc. de la France."

- mais **de quels conservateurs s'agit-il ?**

* si la plupart des dir. de l'agric. de la période de Vichy ont été désireux de changements et de réformes

* seule une minorité appartenait à la génération de P., celle des propriétaires paternalistes à l'ancienne mode, résolus à maintenir les droits de la propriété et des relations de type féodal entre propriétaires et fermiers ou métayers

* la majo. faisait partie de cette **nouvelle géné. de conservateurs agraires** qui s'était affirmée après 1930, des hommes qui dirigeaient eux-mêmes de grandes ou de moyennes exploitations, ou leurs fils (on les trouve surtout à l'U.N.S.A.)

b) La loi Caziot du 9 mars 1941

- facilite le remembrement

va + loin que loi du 27 nov. 1918 ($\geq 2/3$ paysans doivent consentir) : vote majoritaire et l'État peut proposer (dispositions qui seront conservées après la Libération)

- accorde facilités de crédit pour réfection des bâtiments (plusieurs cent. milliers demandes de prêts)

- modifie textes sur héritage, afin que tout domaine puisse être laissé au fils qui veut le cultiver

- favorise études d'agronomie

- encourage fermier à améliorer habitat en obligeant propriétaire à rembourser la valeur ajoutée à l'expiration du bail

c) Le corporatisme

- Cf. I. Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980, 414 p.

- dans l'agric., c. dans ind., Vichy sacrifie ses rêves nostalgiques à la modernisation et à la puissance de ceux qui ont le sens de l'organisation et de l'efficacité

⇒ dirigeants des cartels passent au 1er plan

⇒ la réglementation du marché par les prod. eux-mêmes est le fin mot du corpo.

- gouv. entérine, par la loi du 2 déc. 1940, la Charte paysanne présentée par les chefs de file du corporatisme paysan Le Roy Ladurie et Louis Salleron. Avec structures horizontales (X str. verticales corpo. alldes et ital. ⇒ une inspiration exclusivement fr.)

- mais :

* corpo. paysanne ne voit que lentement le jour

* heurt Caziot (dirigiste) - Salleron (corpo.) à propos du rôle de l'État, tranché lors de la constitution du 2e gouv. Laval (avril 1942) : Le Roy Ladurie prend double portefeuille de l'Agric. & du Ravitaillement

* mais Le Roy Ladurie démiss. bientôt

* réforme 16 déc. 1942 réduit autonomie de la Corpo. paysanne

* l'agriculteur appartient à des synd. locaux corpo., qui sont coiffés par des Unions rég. ou dép., et finalement par Conseil corpo. national, qui dépend du min. de l'Agric.

* l'adhésion au synd. n'est pas obligatoire, mais celui-ci est tout-puissant, puisque ses décisions sont applicables à tous les agric., que c'est lui qui est maître du crédit agricole, qu'il fournit les produits nécessaires ou assure l'écoulement des surplus, qu'il fixe à chacun les livraisons obligatoires. C'est par son intermédiaire que l'État dirige la prod. et satisfait aux réquisitions de l'occupant

- élections (insolites) aux postes de syndics en 1943 & 1944

- corporations deviennent en fait (pénurie des denrées alim.) des org. de contrôle admin.
- beaucoup de questions clefs quant à l'org. ne sont pas tranchées encore en 1944 !
- parti de la notion de corporatisme d'asso., le rég. de Vichy a pratiqué le corpo. d'État
- la majeure partie des réformes agraires mises en œuvre par Vichy fut conçue et rédigée au min. de l'Agric. plutôt que dans bureaux de la Corpo.
- pourtant, côté constructif :
 - * a contribué à inculquer idée d'union des paysans
 - * a accéléré ascension d'une élite paysanne (les "syndics" de la Corpo. sont des exploitants)
 - * se référant à une idéologie très diff., la CGA utilise 1944-1948 son œuvre et qqunes de ses structures.
 - * Mais surtout les Chambres d'Agriculture (recréées 1948) accueillent en masse les anciens de la Corpo. paysanne.
 - * Tous les présidents et SG FNSEA >>> 1961 ont fait partie de la Corpo. !

d) Les autres mesures

- juillet 1940 : taxation des prix et des salaires
- priv. des bouilleurs de cru supprimé 7 août 1940
- le "retour à la terre" est officiellement encouragé par :
 - * 30 mai 1941 : institution du pécule de retour à la terre. Il faut être marié et aller exploiter une ferme durant 10 ans. On reçoit un pécule de 50 % du montant cumulé du salaire et des allocations antérieurs
 - * des subventions aux familles qui reprendraient fermes abandonnées
seules 1561 familles demandent (& 409 échouent)
 - * 30 juillet 1940 : Chantiers de Jeunesse (mettent pendant 9 mois tous les jeunes Français de 20 ans dans un camp, loin de l'influence nocive de la ville)
+ en 1941 (30 mars) : Service civique rural obligatoire (de 17 à 21 ans)
 - * vaste propagande pour ce retour à la terre, dont part perso. de Pétain (discours, comme celui de Pau en avril 1941)
- un statut des baux ruraux promulgué 1943 pour préserver droits des fermiers
Ce statut fut une des rares réformes de la période de Vichy qui fût conçue dans bureaux de la Corpo. paysanne
- parallt., mesures pour revaloriser l'artisanat rural

Conclusion du II, 1°) :

Les impératifs du ravitaillement font que Vichy encourage de + en + la productivité et non l'exploitation familiale ⇒ les aspects "doctrinaux" déclinent

Cf. Paxton, p. 204 : "L'avenir appartient de toute évidence à la grande exploitation moderne et non pas à la polyc. vieillotte, comme le donne à penser l'évolution politique de

Vichy. Le petit paysan va perdre pied avec les traditions qui le soutiennent. Après la guerre, ceux qui veulent sacrifier la production à la paix sociale ne sont plus qu'une poignée."

2°) L'encadrement de la société rurale : administration, famille et éducation

a) Administration ¹

- société rurale peu touchée par les remplacements des conseils municipaux par des municipalités contrôlées par le gouvernement (dans communes > 2 000 hab.)
- mais surveillance au niveau local : les pouvoirs des conseils d'arr. & des conseils généraux reviennent, pratiquement, aux préfets et aux sous-préfets seuls
- importance des anciens comb. en milieu rural
- création de la Légion des Combattants (août 1940) : encadrement communal et départemental

b) Exaltation de la famille

- base de la société, la fam. rurale est un exemple (prestige du père, notion d'unité de la propriété, etc.)
- famille rurale, famille saine & pratiquante
- famille rurale = fécondité, religion & mentalité conservatrice
- France rurale concernée en priorité par mesures comme aide aux familles (cf. reprise fécondité), etc.
- mesures morales (cf. X bouilleurs de cru, voir plus haut)

c) Mesures concernant l'éducation

- X instit.-secr. de mairie, franc-maçon & symbol. la IIIe : loi du 17 juillet 1940 + circulaires du 16 août autorisent révocation des fonctionnaires pour motifs politiques
- gestes montrant intérêt pour ens. dans campagnes :
- * visites Pétain aux écoles rurales zone libre (ex. : 13 octobre 1941, village de Perpigny dans l'Allier, "Message du Mal Pétain aux écoliers de France")

3°) L'opinion

a) Le mythe du paysan-roi

- au vu de l'attention que semble leur porter l'État, privilèges apparents des ruraux
- de fait, plus de facilités pour s'approvisionner (autoconsommation double entre 1940 & 1950, situation priv. par rapport aux citadins, cf. abattage clandestin, cf. Grenadou, *paysan français* ²)

¹ Cf. M.O.Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

² Grenadou note lui-même qu'il engraisse

- ruraux moins touchés que citadins par risques de bombardement ³, etc.
 - bénéfice du marché parallèle, dit "marché noir", moyen de survivre
 - fournissent ce marché
 - ceci concerne bien les ruraux (cf. commerçants de villages, « BOF »)
- ⇒ importance pour l'après-guerre et mentalités (clivage dans population) : accapareurs ?
 profiteurs ? usuriers ? Vision partielle, pour le moins

b) Les aspects culturels

- orientation agrarienne est sensibilité assez générale, grâce à une ambiance d'avant-guerre et à certains aspects culturels, dont beaucoup sont apparus avant-guerre
- valeur éthique de la terre suscite nombreux dithyrambes
- importance de l'étude et de la présentation du passé (rural) : Sully, Olivier de Serres, etc.
- rééditions à succès : G.Roupenel, *Histoire de la campagne française* de 1932
- publications nouvelles : H.Pourrat (1887-1959, *L'homme à la bêche, histoire du paysan à travers les âges*, 1941, A.Dauzat, *Le village et le paysan de France*, etc.
- goût pour les "vertus paysannes" ⇒ vogue de Pesquidoux, Ramuz, Pourrat, Gustave Thibon, Giono, etc.
- ce sens des valeurs terriennes prenait souvent une tonalité religieuse
- cinéma :
 - * en bonne partie thuriféraire des thèses de la Rév. nat., mais apport de Jacques Siclier, *La France de Pétain et son cinéma*, Editions Veyrier, 1981, 460 p.
 - * déjà Marcel Pagnol dans *La Fille du puisatier*, achevé fin 1940, préfigure, avec tous thèmes + scène où tous protagonistes écoutent à la radio l'appel du Mal Pétain faisant don de sa personne à la France (dans version de la Libé., c'est le discours du 18 juin !)
 - * Émile Couzinet, *Andorra ou les hommes d'airain* (se passe en Andorre)
 - * Léon Poirier, *Jeannou* : terre du Périgord où gisement de lignite qu'un vieux noble se refuse à exploiter
 - * Pierre de Hérain, *Monsieur des Lourdines*, domaine vendéen ruiné par l'existence dissolue et parisienne du fils, d'après l'œuvre d'A. de Châteaubriant

³ L'histoire du bombardement des villes françaises a été esquissée par Déniele Voldman, « Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes (1914-1945) », dans Collectif, *La violence de guerre. 1914-1945*, Complexe, 2002, 348 p., pp. 151-173

III. LES ÉCHECS D'UNE FAUSSE RÉVOLUTION AGRARIENNE

1°) "Des doryphores sur les pommes de terre"

expression d'époque, souvent citée

a) Le poids de la présence de l'occupant

- séquelles de la guerre et stigmates de la défaite
- agric. en diff. car privée de la "zone occupée" (et des autres), soumise au poids des prélèvements allemands & à l'incohérence des systèmes de distribution
- entretien des soldats allemands + prélèvements (pour la viande, les All. prél. autant que les paysans pour l'abattage familial)
- logique : France considérée par Hitler comme un potager et comme "un pays de terriens pouvant assurer certaines prod. dans le domaine de la mode."

Cf. Bernanos : "M.le maréchal Pétain vient d'annoncer au monde l'avènement d'une France agricole devenue le paisible potager de l'Europe totalitaire et chargée de ravitailler en légumes frais les ouvriers des gig. usines allemandes."

b) Une agriculture manquant de bras et d'engrais

- priso. de guerre
- lassitude car ne rentrent pas et devant la "relève"
- STO 1943>>>
- travail forcé
- engrais :...

c) Les conséquences

- mécontentement croissant : nombreux rapports et notes confidentielles montrent que Vichy en a conscience. Note du cabinet de P. en 1943 : "L'état d'esprit général des masses paysannes s'aggrave de + en +"
- résistance paysanne, etc.

2°) La réalité économique de Vichy : une restauration en trompe-l'œil

a) Les ruraux ne sont pas vraiment privilégiés par Vichy

- derrière façade & discours
- s'ils traversent la guerre avec moins de diff. que citadins, c'est à la possibilité d'autoconsommation qu'ils le doivent plus qu'aux mesures du gouvernement
- bien sûr, div. régio. (zone libre favorisée de fait grâce à sa richesse éco. : 70 % du blé, 85 % du beurre, 65 % de la viande, 100 % du sucre, etc.)

- tous les ruraux ne sont pas petits commerçants ou paysans : certains ne peuvent pas être vendeurs au marché noir

b) Persistance de problèmes graves pour l'agriculture

- importance de la pression fiscale
- insuff. salaires des ouvriers agric.
- paysans qui thésaurisent ne peuvent pas acheter beaucoup (faiblesse de l'offre)

c) La réalité des choix vichyssois

- rejet du capitalisme = condamnation de façade
- derrière préférence off. pour formes tradit. de l'éco. et prof. foi anticapit., la réalité est toute autre
- grande ind. fav. dans pratique (comités d'organisation dès août 1940), avec imp. du grand patronat et non des PME
- dirigisme de l'agric. ressenti de + en + comme une entrave d'autant qu'il ne permet pas de résoudre les diff. d'approv. (engrais, machines)
- un aspect technocratique du régime, peu compatible avec la réalité, et avec les intentions profondes
- faiblesse par rapport à l'événement, sur lequel Vichy n'a aucune prise : raison principale de l'échec
- un Vichy pas aussi systématique qu'on le dit, ou pas dans le sens qu'on dit !

3°) Des échecs de Vichy à la résistance paysanne

a) Insuffisance et donc échec des principales mesures

- échec du retour à la terre (peu de citoyens convaincus)
- échec des aides aux familles (inflation) ⇒ monde rural revendique en 1943 & 1944 un relèvement des allocat. familiales agric.
- la prod. n'a pas augmenté
- échec de la conquête et de la surveillance des esprits :
 - * purges des instit. n'ont touché que 2 % d'entre eux
 - * en milieu rural, les 130 000 instit. aiguillent les comportements de la pop. dans un sens fav. à l' "esprit de résistance"
 - * absentéisme massif des écoliers en milieu rural
 - * lassitude vis-à-vis de la propagande & responsables de Vichy tenus pour responsables de la situation

b) Une résistance paysanne¹

- toutes conditions générales
- communistes (entre autres) cherchent (et parviennent) à noyauter les organismes corporatifs de Vichy pour gagner les paysans à la Résistance
- parution clandestine de *La Terre* (comm.)
- tracts, etc.
- participation à la résistance armée, ...
- mais aussi rés. éco. (ex. printemps 1944, paysans corréziens s'opposent aux livraisons à l'Allemagne, par une vente directe aux Français)
- popularité de Pétain subsiste, mais pas celle de Laval, ni celle de Vichy
- cf. *Le Chagrin et la Pitié* ; Grenadou (voir cours GÉS-7) en fait un peu, sur le tard, notamment en cachant Maurice Clavel et Sylvia Monfort. Il évoque dans ses souvenirs² Jean Moulin, il a « fait l'exode »,

c) Georges Rouquier, Farrebique

en 1944-1945, **Georges Rouquier**, qui avait pendant la guerre réalisé de petits films documentaires (*Le Tonnelier*, 1942, 23 mn, par ex.) et expérimenté la prise de vues en accéléré (croissance des végétaux par ex.), filme sur quatre saisons une famille paysanne, la sienne, à Goutrens, dans l'Aveyron.

Il en tire en 1946 le film **Farrebique**, du nom de la ferme, qui obtient de nombreux prix et un grand succès public. Pourquoi ?

L'aspect naturaliste, la proximité discrète avec la réalité paysanne sans le ridicule des *pagnolades* et le « **blanchiment** » des thèmes vichystes : **Travail et Famille sont très présents, sans la moindre connotation venue de l'actualité récente et en l'absence de la Patrie** (une seule très brève allusion, banale, générationnelle, à la Première Guerre mondiale).

CONCLUSION

- triste situation de l'agriculture en 1944
- diff. géographiques
- clivage ruraux/citadins
- des espoirs pour l'après-guerre (et Vichy a amorcé le tournant de l'après-guerre quant à l'organisation)
- Vichy a accéléré l'exode rural ⇒ échec du retour à la terre ⇒ paradoxe !

¹ Elle est longuement évoquée, par sept intervenants, dans J.Sainclivier & Chr.Bougeard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p., 3^e partie.

² E.Grenadou & A.Prévost, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p.

- La « révolution silencieuse » (M.Debatisse) des paysans
- mais affiche de la « force tranquille » en 1981 !
- et reportages sur F.Bayrou lors campagne présidentielle de 2007...

3°) Commentaire d'un discours de Pétain

DISCOURS RADIODIFFUSÉ DE PÉTAIN DU 11 OCTOBRE 1940 (L' "ORDRE NOUVEAU")

Français, la France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire.

Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique. Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient...

Jamais, dans l'histoire de la France, l'État n'a été plus asservi qu'au cours des vingt dernières années. Asservi de diverses manières : successivement, et parfois simultanément, par des coalitions d'intérêts économiques et par des équipes politiques ou syndicales prétendant, fallacieusement, représenter la classe ouvrière. [...]

Inspirée, tout à tour, par un nationalisme ombrageux et par un pacifisme dérégulé, faite d'incompréhension et de faiblesse — alors que notre victoire nous imposait la force et la générosité — , notre politique étrangère ne pouvait nous mener qu'aux abîmes. Nous n'avons pas mis plus de quinze ans à descendre la pente qui y conduisait.

Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les chambres, la guerre, presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avions su ni l'éviter ni la préparer.

C'est sur cet amas de ruines qu'il faut, aujourd'hui, reconstruire la France.

L'ordre nouveau ne peut, en aucune manière, impliquer un retour, même déguisé, aux erreurs qui nous ont coûté si cher, on ne saurait davantage y découvrir les traits d'une sorte d' "ordre moral" ou d'une revanche des événements de 1936. [...]

Indépendante du revers de ses armes, la tâche que la France doit accomplir l'est aussi et à plus forte raison des succès et des revers d'autres nations qui ont été, dans l'histoire, ses amies ou ses ennemies.

Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces amitiés ou de ces inimitiés, dites traditionnelles, qui n'ont, en fait, cessé de se modifier à travers l'histoire pour le grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes.

Le régime nouveau défendra, tout d'abord, l'unité nationale, c'est-à-dire l'étroite union de la Métropole et de la France d'outre-mer.

Il maintiendra les héritages de sa culture grecque et latine et leur rayonnement dans le monde.

Il remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui, renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la collaboration internationale.

Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins. Elle sait d'ailleurs que, quelle que soit la carte politique d'Europe et du monde, le problème des rapports franco-allemands, si criminellement traité dans le passé, continuera de déterminer son avenir.

Sans doute, l'Allemagne peut-elle, au lendemain de sa victoire sur nos armes, choisir entre une paix traditionnelle d'oppression et une paix toute nouvelle de collaboration.

Le choix appartient d'abord au vainqueur ; il dépend aussi du vaincu. Si toutes les voies nous sont fermées, nous saurons attendre et souffrir. Si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humiliation, nos deuils, nos ruines, en présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire, nous saurons dominer notre défaite.

Le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des "chances" données à tous les Français de prouver leur aptitude à "servir".

Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie française. [...] On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes et les ont dressées les unes contre les autres.

Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des années à détruire et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous. [...]

L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'État, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers. [...]

Nous ne perdrons, en réalité, certaines apparences trompeuses de la liberté que pour mieux en sauver la substance.

L'histoire est faite d'alternances entre les périodes d'autorité dégénéralant en tyrannie et des périodes de libertés engendrant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et des libertés. [...]

Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons, ont d'abord le devoir de travailler. Ceux qui méconnaîtraient ce devoir ne mériteraient plus leur qualité de citoyen. Mais tous les Français ont également droit au travail. On conçoit aisément que, pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique. Après une période transitoire, pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire, nous pourrons dans une économie organisée, créer des centres durables d'activité où chacun trouvera la place et le salaire que ses aptitudes lui méritent. [...]

Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers.

Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous. Les organisations professionnelles traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'État, la rédaction et l'exécution des conventions de travail. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur, en améliorant ses conditions de vie, jusque dans sa vieillesse.

Elles éviteront enfin les conflits, par l'interdiction absolue des *lock-out* et des grèves, par l'arbitrage obligatoire des tribunaux de travail. [...]

Devant la faillite universelle de l'économie libérale, presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour, et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

Deux principes essentiels nous guideront : l'économie doit être organisée et contrôlée. La coordination par l'État des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. Bien loin donc de brider l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles, en la subordonnant à l'intérêt national. La monnaie doit être au service de l'économie ; elle doit permettre le plein essor de la production, dans la stabilité des prix et des salaires.

Une monnaie saine est, avant tout, une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des hommes. Notre nouveau système monétaire ne devra donc affecter l'or qu'à la garantie des règlements extérieurs. Il mesurera la circulation intérieure aux nécessités de la production.

Un tel système implique un double contrôle :

- sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des changes pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers ;
- sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, d'empêcher les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits.

Ce système ne porte aucune atteinte à la liberté des hommes, si ce n'est à la liberté de ceux qui spéculent, soit par intérêt personnel, soit par intérêt politique. Il n'est conçu qu'en fonction de l'intérêt national. [...]

Telle est aujourd'hui, Français, la tâche à laquelle je vous convie. Il faut reconstruire.

Cette reconstruction, c'est avec vous que je veux la faire... Bientôt, je vous demanderai de vous grouper pour qu'ensemble, réunis autour de moi, en communion avec les anciens combattants déjà formés en légion, vous meniez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale.

DISCOURS RADIODIFFUSÉ DE PÉTAIN
DU 11 OCTOBRE 1940 (L' "ORDRE NOUVEAU")

□ le 1er des grands messages de Pétain (les *Paroles aux Français*). Destinataires : les " Français ", ce qui est lourd de sens restrictif

□ 5 millions de postes TSF

□ Le pétainisme (ou vichysme), doctrine traditionaliste de la Révolution nationale, puise à tous les courants de pensée réactionnaires depuis la Révolution française.

- L'antilibéralisme de Vichy s'inspire des théoriciens de la Contre-Révolution comme Joseph de Maistre et Louis de Bonald ; sa critique de la société industrielle, de la pensée de Le Play ; son corporatisme, des chefs de file du catholicisme social, Albert de Mun et René de La Tour du Pin ; son discours de " *redressement intérieur* " rappelle les analyses de Renan (*La Réforme intellectuelle et morale*, 1871) et de Taine au lendemain de Sedan ; son antisémitisme s'inscrit dans le droit fil de Drumont (*La France juive*, 1886) ; son nationalisme fermé doit beaucoup au Barrès des *Scènes et Doctrines du nationalisme* (1902) ; sa mystique nationale, au Péguy de *Notre Patrie* (1905). L'influence de Charles Maurras (1868-1952) est importante sans être exclusive. Le vieux chef de l'Action française, idéologue infatigable du nationalisme intégral, salue l'arrivée au pouvoir de Pétain comme une " *divine surprise* " : il soutient avec ardeur la Révolution nationale et se rallie à la collaboration d'État pourtant contraire au principe de la " *seule France* ".

- Des maurrassiens, pour la première fois, accèdent aux commandes de L'État, hauts fonctionnaires comme Henri Du Moulin de Labarthète (directeur du cabinet civil de Pétain) ou ministres comme Raphaël Alibert (à la Justice).

- Le traditionalisme de Vichy se nourrit également de l'esprit ancien combattant attaché aux valeurs militaires du " *devoir* ", de l' " *obéissance* " et du " *sacrifice* ". La Révolution nationale est enfin l'héritière des renouveaux du nationalisme des années Trente. Elle reprend de nombreux thèmes des ligues de droite, tout particulièrement des Croix de Feu. Elle prolonge aussi les idéologies de troisième voie esquissées par les intellectuels " *non conformistes* " (comme les a appelés l'historien J.-L. Loubet del Bayle) rejetant le libéralisme comme le marxisme : on trouve à Vichy des représentants de leurs recherches doctrinales, d'inspiration spiritualiste (Robert Aron d'*Ordre Nouveau*) ou technocratique (Jean Coutrot du groupe " *X-Crise* ").

- La synthèse de tous ces courants idéologiques est faite par les théoriciens du régime (le juriste Raphaël Alibert, l'écrivain Henri Massis, les philosophes René Gillouin et Gustave Thibon) mais ne débouche pas sur une doctrine précise : pour le grand public, la Révolution nationale se confond avec le moralisme sentencieux des nombreux discours du maréchal Pétain (pas moins de 123 du 17 juin 1940 au 20 août 1944).

- D'une voix chevrotante et dans un style sec tournant à l'aphorisme, le chef de l'État français se fait le guide d'une politique de réaction triomphante.

□ Les auteurs du présent discours sont, en fait, comme pour beaucoup de discours de P. (P. fait préparer ses discours, puis leur impose son style), Gaston Bergery (venu du personnalisme, fondateur du Frontisme) et Henri Du Moulin de Labarthète (autre collab. de Pétain, chef du cabinet civil, venu de l' AF)

□ Front commun esquissé mars 1933 par Gaston Bergery (rad.), Georges Monnet (SFIO) & Jacques Doriot (PCF). Hostilité de la SFIO & réserve du PC ⇒ le "frontisme" continue avec seulement G.Bergery (un des espoirs du parti rad., à la gauche du parti), et il évolue dans un sens à la fois anticomm., anticapit. & antiparlementaire. Bergery est partisan d'un vaste rassemblement des travailleurs organisés en syndicats et en coopératives

□ Illustre bien le projet de Vichy : une remise en cause de la démocratie libérale, issue de la longue tradition idéologique hostile à 1789

□ style & vocabulaire simples, voire simplistes. Ton paternaliste. Une pédagogie de grand-père, pas d'oncle Paul

□ contexte historique :

- apogée de la Révolution nationale. L'idéologie dominante : le traditionalisme

- 3 octobre : premier Statut des juifs.

- revenant, en oct. 1940, d'un voyage off. en Savoie, Bergery, collab. de P., informe Du Moulin de L., autre collab., qu'il est décidé à quitter Vichy, où il ne peut se faire entendre.

- Il lui remet une sorte de testament politique, d'env. 30 p.

- P., à qui Du M. a communiqué le factum, le trouve excellent, et décide de le lire à la radio, mais après qq modif. & allègements

- un "comité de réd." (Bergery, Du M., 3 min. hostiles à Laval : Huntziger, Bouthillier, Belin, min. du Travail et de la Prod. ind.) se réunit et complète le texte de B., que Du M. réécrit en le condensant

- Laval, mis au courant, obtient qq modif.

- en définitive, le discours est lu, à la radio, par Jean-Louis Tixier-Vignancour, secrétaire d'État chargé de l'Info.

- sur tout ceci : voir A. Slama, "Les messages, déclarations et discours du maréchal Pétain", rapport au Colloque *Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale*, Armand Colin, 1972

- rappel : rencontre de Montoire le 24 oct. 1940 (donc après)

□ centres d'intérêt :

- 5 "parties" dans le texte du discours :

1 : critique de la IIIe Rép.

2 : déf. du "véritable nat." (= politique ext.)

3 : aspects sociaux (avec aspects politiques épars)

4 : l'éco. org. et contrôlée (avec aspects politiques épars)

5 : conclusion (politique)

- ⇒ II parties dans notre comm. :

I. Aspects politiques (1 + 2 + aspects politiques épars dans 3 & 4 + 5)

II. Aspects éco. & soc. (3 + 4)

I. LES ASPECTS POLITIQUES DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

1°) Critique et condamnation de la IIIe République (1ère partie du texte)

a) Rappels

□ = critique de la "démocrasouille" (Pierre Pucheu, ancien de la rue d'Ulm !). Une rupture du consensus républicain, latente depuis les années 1930 : la crise du consensus républicain a nourri une vive aspiration à l'unité nationale

□ les attaques X IIIe ont été nombreuses dès les débuts de Vichy

□ cf. R.O.Paxton : "Même s'il y avait eu peu de Français pour souhaiter du nouveau avant 1939, la défaite eût nécessairement discrédité la IIIe Rép., tout autant qu'elle avait déconsidéré le Second Empire ; et plus encore même, car avant la guerre déjà, le mécontentement grondait dans le pays, qui voulait ce changement, dont l'avaient en grande partie frustré une opp. incohérente et un gouv. paralysé par un équilibre négatif." (pp. 137-138 de R.O.Paxton, *La France de Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1973, 380 p., réédition, coll. "Points")

b) Asservissement de l'État

□ en apparence, P. frappe à droite et à gauche

□ en réalité vise surtout le Front populaire

□ cf. la dissolution des associations secrètes (vise la FM) le 13 août 1940

c) Les errements de la politique extérieure

□ une "descente aux abîmes" (l. 12-16) :

- "nat. ombrageux" = Poincaré (cf. Laval, qui a voté X le Traité de Versailles)

- "pacif. déréglé" : Briand ou + globalement les milieux de gauche

□ la guerre de 1939-1940 :

- déclaration irréfléchie ("Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les chambres, la guerre, presque perdue d'avance, fut déclarée. Nous n'avions su ni l'éviter ni la préparer.") :

* le 1er sept., le conseil des min. décide la mobil. géné.

* le 2, le parlement accorde crédits exceptionnels nécess. à la g., sans voter la déclarat. de guerre (notifiée à l'All. le lendemain) car ce n'est pas constitut. nécess.

* question de l'opportunité de la déclarat. a resurgi de nombreuses fois

- impréparation ⇒ IIIe est responsable de la défaite

□ Une interprétation politico-morale des défaites : comme aux débuts de la Restauration et de la III^e République, la droite traditionaliste s'appuie sur une interprétation morale et politique de la défaite présentée comme un châtement mérité en punition d'un processus de décomposition et d'avilissement de la nation commencé avec la Révolution française, source de tous les maux. Pour les traditionalistes de 1871, la décadence avait été accélérée par l'hédonisme du Second Empire ; pour ceux de 1940, la responsabilité du désastre incombe plus particulièrement au Front populaire coupable à leurs yeux d'avoir aggravé l'indolence de la société. Le pétainisme installe un climat de repentir national dont témoigne en 1940-1941 une volumineuse littérature d'expiation qui pousse les Français à l'examen de conscience et au *mea-culpa* collectif : entre autres titres, *Après la défaite* de Bertrand de Jouvenel (1940), *Chronique privée de l'an 1940* de Jacques Chardonne (1940), *Le Journal de la France* d'Alfred Fabre-Luce (1941), *Le Solstice de juin* de Henry de Montherlant (1941), *La Moisson de Quarante* de Jacques Benoist-Méchin (1941), *La seule France* de Charles Maurras (1941), *Les Idées restent* de Henri Massis (1941)... " *La France est bruissante de millions de confiteor* ", écrit Fabre-Luce. Le défaitisme expiatoire de l'ultra-droite réclame une pénitence d'autant plus grande que le traditionalisme, minoritaire et écarté des responsabilités tout au long de la III^e République, prend en 1940 une grande revanche historique sur toutes ses défaites politiques : 1936 bien sûr mais aussi 1924 (le Cartel des gauches), 1902 (le Bloc des gauches après l'affaire Dreyfus), 1889 (l'échec du boulangisme), 1877 (défaite de Mac Mahon), etc., trame chronologique de l'échec répété et du ressentiment accumulé depuis 1789 au cours de ce que Maurras nomme " *cent cinquante années d'erreur* ".

Conclusion du 1^o) : un "amas de ruines", ces "erreurs qui nous ont coûté si cher" (leitmotiv de Vichy)

2^o) Aspects politiques internes (relativement peu développés, et épars)

a) Précaution de Pétain : l'ordre est "nouveau"

- l. 21-24, faciles à commenter

- cf. les projets constitutionnels de Vichy (plus tard)

b) La liberté

□ cf. l. 62-63 : "L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté de l'État, garantie des libertés individuelles, en face des coalitions d'intérêts particuliers", passage particulièrement fumeux, comme les deux § qui, suivent !

□ beaucoup avait réclamé, dès les années 30, un exécutif fort (et ils venaient d'horizons variés)

□ un certain nombre de libertés civiques avaient déjà été supprimées au début des hostilités.

Le nouveau régime pousse + loin tous ces expédients de la Rép. et avoue + franchement leur connotation autoritaire

c) La mystique de l'union nationale (à la fin du texte)

□ autour du chef (2 fois "je", 1 fois "moi", "ensemble, réunis autour de moi"). Pétain légiférait en souverain : chaque texte de loi, par ex., était précédé de la formule : "nous, Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'État, décrétons..."

□ une phrase pseudo-rév. :

- "pour qu[e...] vous meniez cette révolution jusqu'à son terme, en ralliant les hésitants, en brisant les forces hostiles et les intérêts coalisés, en faisant régner, dans la France nouvelle, la véritable fraternité nationale."

- 1ère fois que P. emploie le mot "révolution", il a longtemps résisté ! Dans le texte, il a >>> là parlé de "régime nouveau", d' "ordre nouveau"

- allusion aux Anciens Combattants (" en communion avec les anciens combattants déjà formés en légion") :

* un probl. s'était posé dès le départ : quel serait le maillon entre le pouvoir souverain et la population ?

* en juillet 1940, plusieurs vichystes de la première heure (Déat, cf. biographie dans le dossier biographique, Bergery) cherchent à créer un parti unique qui aurait constitué, sur le modèle des États totalitaires, le fer de lance du nouveau régime. Mais Pétain s'y refuse. Pour relayer la Révolution nationale auprès des masses, il préfère la solution que lui propose Xavier Vallat, alors secrétaire général aux Anciens combattants : profiter de la fidélité des anciens combattants au " vainqueur de Verdun " pour en faire la courroie de transmission entre le pouvoir et la population. En août 1940, toutes les associations d'anciens combattants sont fondues dans une organisation unique, la Légion française des combattants (LFC). Définie comme " les yeux et les oreilles du Maréchal ", elle reçoit la mission de diffuser dans le pays les principes pétainistes. Mais interdite par les Allemands en zone nord, son action se limite à la zone non occupée où, tout de même, plus d'un million et demi de combattants y adhèrent (anciens de 1914-1918 et de 1939-1940).

* les mouvements de l'entre-deux-guerres ont été une "préface à Vichy" (A.Prost). P. a épousé les désidarata exprimés dans l'entre-deux-g. par les org. d'Anciens Combattants (nombreux textes "prémonitoires" peuvent être cités, dont sur la réforme de l'État)

- appel à la fraternité nationale

3°) La politique extérieure (2e partie du texte)

a) Xénophobie et repli sur soi (deux premiers §)

□ vise en clair l'Angleterre

- souvenir de Mers-el-Kébir, 3 juill. 1940, raid fr. / Gibraltar, 5 juill., Dakar, sept. 1940
 - des cerveaux fertiles de Vichy, tirant des conclusions géopolitiques hardies de la vague d'anglophobie qui avait déferlé, virent même la possibilité d'étendre les possessions colo. aux dépens de la Grande-Bretagne !

- souvenir de l'AF (cf. Maurras : "la France seule !")
- la défaite avive encore une xénophobie de défense qui n'avait fait que croître au long des années 30
- C'est Pétain lui-même qui, en 1920-1922, avait imposé, contre Foch, un caractère défensif à l'Armée française, alors qu'il était VP du Conseil sup. de Guerre, puis Inspecteur général de l'Armée
- couverture démagogique : "pour le grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes" (l. 30-31). Vise tous les types d'emprunts et, pour les trafiquants, Basil Zaharoff, marchand d'armes britannique d'origine grecque, grand patron de la société Vickers-Armstrong

b) Le "véritable nationalisme"

- repli sur l'Empire :
 - cf. l. 32>>>
 - courant, antérieur à Vichy, né après Munich
 - Vichy s'est efforcé, avec succès, sauf en AEF, d'empêcher la dissidence gaulliste
 - Vichy n'a d'ailleurs pas que des objectifs défensifs : Laval et Darlan essaient d'intéresser le Reich à un même projet : la France serait pour l'Europe nouvelle le lien colo. et maritime avec l'hinterland africain. Le 1er coup de sonde est lancé, presque d'emblée, en juillet 1940
 - de Gaulle répondra, en quelque sorte, le 27 oct., à Brazzaville, en instituant un " Conseil de Défense de l'Empire "
- nationalisme culturel :
 - cf. l. 34-35
 - héritage de l'AF
- type de l'idée creuse : les l. 36-38 !

c) La collaboration (l. 37-42)

- mot y est deux fois
- appel du pied très net
- netteté de l'offre de collab. à l'All. (cf. idée-force de Paxton : "La collab., ce ne fut pas une exigence all. à laquelle certains Fr. ont répondu, par sympathie ou par ruse. Ce fut une proposition de la Fr., qu'Hitler repoussa en dernière analyse." (p. 59)
- aspect masochiste-doloriste très net, aussi

- le 31 oct., dans un nouveau discours, il ouvre des perspectives + fécondes : "Ainsi, dans un avenir prochain, pourrait être allégé le poids des souffrances de notre pays, amélioré le sort de nos prisonniers, atténuée la charge des frais d'occupation. Ainsi, pourrait être assouplie la ligne de démarcation et facilitée l'adm. et le ravitaillement du territoire."
- mais, le 10 déc., Hitler signe la " directive Attila ", plan d'invasion de la zone libre (en cas de besoin)

II. LES ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA RÉVOLUTION NATIONALE

1°) Une hiérarchie sociale

a) Justification

□ cf. l. 51-61

□ La Révolution nationale entend reconstruire la France sur des bases traditionnelles. Elle condamne l'individualisme et l'universalisme de la société libérale, tenus pour responsables d'un déracinement de l'homme et d'une décadence du pays. Pour y remédier, elle se fonde sur une conception organique de la société présentée comme un ensemble de communautés naturelles, hiérarchiquement ordonnées : la nation (communauté suprême), la région, la profession et la famille (communauté de base). Ces cellules encadrent l'individu et l'attachent à la collectivité par des liens d'obéissance et de solidarité qui doivent rester indissolubles. C'est le sens profond de la triade " *Travail, Famille, Patrie* ".

□ La nation : le régime de Vichy, pour lequel la nation est une communauté fermée et homogène, utilise l'exclusion des indésirables comme un facteur d'unité. La dénonciation de l'" *anti-France* " (selon la formule de Maurras) permet de désigner des boucs émissaires à la vindicte publique : étrangers, francs-maçons, juifs, communistes, dirigeants du Front populaire. Dès l'été 1940, Vichy adopte contre eux une législation d'exclusion. La loi du 22 juillet 1940 révisé les naturalisations octroyées depuis 1927 et déchoit de la nationalité française plus de 15 000 personnes. Le décret-loi Marchandreau condamnant la propagande xénophobe est aboli (27 août 1940). Les " sociétés secrètes " sont interdites par la loi du 13 août 1940 : elle vise directement les francs-maçons dont les loges sont dissoutes et qui sont révoqués de la fonction publique (c'est une victoire de la vieille droite cléricale qui tient la franc-maçonnerie pour responsable de 1789 et de la laïcité). D'anciens présidents du Conseil, de gauche (Blum) comme de droite (Reynaud), sont incarcérés en septembre 1940 et rejoignent ainsi les inculpés du *Massilia* (Daladier, Mendès France ¹, Zay, Mandel). Sans la moindre pression des Allemands, Vichy met en place un antisémitisme d'État, revanche de l'antidreyfusisme. Les juifs étrangers sont internés dans des camps spéciaux (loi du 4 octobre 1940), les juifs d'Algérie perdent la nationalité française (loi du 7 octobre 1940) et les juifs français sont traités en citoyens de second rang (Statuts des juifs des 3 octobre 1940 et 2 juin 1941). Dans l'esprit du régime, l'exclusion des indésirables va de pair avec la valorisation des élites en vertu du principe du chef qu'il érige en dogme : " *Toute communauté requiert un chef* ", répète le maréchal Pétain. Le traditionalisme, attaché à l'idée d'une France chrétienne, fait l'apologie de l'institution ecclésiastique : " *L'Église est une nécessité française. J'aime l'Église parce que je suis française* ", déclare l'héroïne du *Démon de midi* de Paul Bourget (1914). La Révolution nationale prône ainsi le retour au premier plan des élites catholiques. L'Église

¹ cf. biographie dans le dossier biographique.

apporte son appui massif à un régime imprégné de cléricisme et qui lui offre l'occasion historique de reprendre une place centrale dans la société française. Néanmoins, si le haut clergé est très majoritairement pétainiste (en particulier les cardinaux Gerlier à Lyon, Liénart à Lille, Baudrillart et Suhard à Paris), il garde une certaine distance institutionnelle pour ne pas donner le sentiment d'une inféodation : les évêques interdisent par exemple aux ecclésiastiques de détenir des postes de direction dans la Légion française des combattants. Plus que l'Église, l'Armée d'armistice (jusqu'à sa dissolution par les Allemands fin novembre 1942) est un des piliers du régime vichyste. La Révolution nationale, qui célèbre le rôle social de l'officier dans la tradition de Lyautey, met à l'honneur les militaires¹ : généraux (Weygand, Colson, Bergeret, Pujol...) et amiraux (Darlan, Platon, Abrial...) font une irruption en force au gouvernement, plaçant des officiers supérieurs un peu partout, aux Chantiers de jeunesse, au Conseil national, à la tête de proconsulats (comme l'amiral Esteva en Tunisie) et de préfectures (comme l'amiral Bard, nommé préfet de police de Paris). La restauration de l'encadrement religieux et militaire s'accompagne d'une volonté de promouvoir de nouvelles élites. Vichy voit s'épanouir de nombreuses " écoles de cadres " destinées à former les futurs chefs. L'École des cadres d'Uriage (Isère), fondée par un officier catholique, le capitaine Dunoyer de Segonzac, est la plus célèbre en raison du renom de ses conférenciers issus du personnelisme (Emmanuel Mounier, Hubert Beuve-Méry) : son allergie à la collaboration la marginalise progressivement jusqu'à sa fermeture début 1943, stagiaires et éducateurs se dispersant alors dans les maquis.

□ **le corporatisme.** Le but est de substituer à la lutte des classes et à la concurrence une forme d'association entre patrons et ouvriers, regroupés au sein de chaque profession dans un même organisme à caractère obligatoire, sans aucune ingérence de l'État. Or la seule tentative à voir le jour est la Corporation paysanne (2 octobre 1940) qui instaure seulement un semblant de corporatisme agricole. En effet, les représentants des métiers de l'agriculture, réunis dans une organisation unique, sont désignés et non élus si bien que la profession agricole, au lieu de s'émanciper, est étroitement contrôlée par l'État. D'autant qu'à l'encontre du discours officiel qui célèbre les petits exploitants (" *L'agriculture familiale constitue la principale base économique et sociale de la France* ", déclare Pétain), le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, Jacques Le Roy Ladurie, fait de la Corporation paysanne l'instrument d'une politique agrarienne favorisant les gros propriétaires fonciers, mieux armés pour répondre aux besoins alimentaires du pays. Le traditionalisme du régime s'illustre mieux dans sa doctrine de **l'enracinement à la terre** : fils d'agriculteurs, Pétain cultive son image de " *maréchal paysan* " et se fait l'apôtre du " *retour à la terre* " car, proclame-t-il, face à la ville corruptrice, " *la terre, elle, ne ment pas* ". L'idéologie réactionnaire se manifeste également dans la conception de **l'entreprise comme " communauté du travail "** qui doit obéir à son

¹ L'ouvrage fondamental est évidemment la thèse de R.O.Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français, 1940-1945*, trad. fr., Tallandier, 2004, 588 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2006, pp. 208-210, réédition, Seuil, coll. « Points », 2006, 586 p.

chef, le patron. Bannissant toute idée conflictuelle des rapports de production, Vichy dissout les organisations syndicales, qu'elles soient ouvrières ou patronales. Le droit de grève est interdit. Pour le patronat, encore traumatisé par 1936, le régime vichyste est une revanche inespérée : non seulement le mouvement revendicatif est désorganisé, mais le paternalisme triomphant de la Révolution nationale reconnaît aux chefs d'entreprises une autorité morale sur leurs salariés. C'est pourquoi l'historien Jacques Julliard a pu parler d'un " véritable âge d'or du patronat français ".

□ **La famille et l'éducation** : la famille, second terme de la devise de l'État français, est l'enfant chéri du régime. Pour le traditionalisme qui pense qu'" il n'y a pas de beaux destins individuels " (Henry Bordeaux, *Les Roquevillard*, 1906), **la cellule familiale est le pilier de l'ordre social. La Révolution nationale entend la restaurer dans un esprit chrétien et conservateur.** La famille idéale, selon Vichy, est prolixe. Pétain considère la chute de la natalité comme une des raisons du désastre militaire : " Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite ", déclare-t-il dans son allocution du 20 juin 1940. La politique nataliste mise en œuvre concilie des mesures incitatives, dans le prolongement du *Code de la Famille* de juillet 1939 (par exemple l'allocation d'un salaire unique aux jeunes ménages), et des mesures coercitives : la répression de l'avortement est aggravée par une loi de septembre 1941 qui l'assimile à un " crime contre la sûreté de l'État " (la " faiseuse d'anges " Marie-Louise Giraud est guillotinée en 1943). L'hygiénisme est au cœur des préoccupations démographiques de Vichy qui renforce la lutte contre l'alcoolisme et encourage la pratique du sport et des activités de plein air (" C'est le sport qui fait la race / Plus belle et plus vivace ", dit un chant vichyssois). L'eugénisme n'est pas absent des objectifs, puisque son théoricien, Alexis Carrel, prix Nobel de médecine et auteur de *L'Homme, cet inconnu* (1935), dirige la Fondation française pour l'étude des problèmes humains (dite Fondation Alexis Carrel), créée en novembre 1941. Toute une législation d'ordre moral vient encadrer le couple : le divorce devient plus difficile ; l'abandon de foyer et l'adultère sont sévèrement pénalisés. L'apologie du père-chef de famille et de la mère au foyer est un des leitmotifs de la Révolution nationale. Vichy, qui reprend à son compte la célèbre assertion de Péguy, " il n'y a qu'un aventurier au monde : c'est le père de famille ", renforce l'autorité du *pater familias* et prévoit d'instaurer un suffrage plural pour donner plusieurs voix aux chefs de familles nombreuses, qui siègent de droit dans de multiples organismes. Le régime réprovoque l'émancipation féminine tenue pour une des causes du déclin national : " Parce qu'enivrée d'elle-même, éprise d'ambition personnelle – avocate, docteur, "homme" d'affaires –, la femme a peu à peu été détournée de son rôle éternel (...), elle porte aujourd'hui dans la défaite de la France, sa part, lourde part de responsabilité ", écrit par exemple, en 1941, le romancier André Corthis dans *Candide*. La condition de la femme est réduite au rôle maternel et familial, présenté comme une vérité de nature, et les femmes de prisonniers sont particulièrement surveillées. Cette volonté politique de renvoyer la femme au foyer se traduit par des mesures concrètes

comme l'officialisation de la Fête des Mères (qui existe depuis 1926) ou l'interdiction d'embaucher les femmes mariées dans la fonction publique (nombre de femmes fonctionnaires doivent démissionner de leur emploi parce que leurs maris ont un métier). La politique éducative de Vichy prolonge dans le même esprit moralisateur sa politique familiale. La Révolution nationale à l'école prend la forme d'une réaction cléricale contre le laïcisme militant des lois républicaines de 1882-1905. À l'initiative du ministre de l'Instruction publique en 1940-1941, le catholique Jacques Chevalier, Vichy autorise les écoles congréganistes, ferme les écoles normales primaires, regardées comme des pépinières d'instituteurs communistes, supprime la gratuité du second cycle, accroît les subventions aux écoles privées, remet le crucifix dans les salles de classe et rétablit l'instruction religieuse (facultative) dans les écoles publiques. Pétain invite d'ailleurs les enfants à aller à la messe car, dit-il, " on n'y apprend que de bonnes choses ".

b) Ses conséquences : les devoirs des Français

- placés d'abord !
- travailler (l. 70>>>) :
 - les "cultivateurs" sont placés sur le même plan que les autres (original pour Vichy)
 - ne parle pas des artisans (*idem*)
 - vu le libellé, les ouvriers sont visés, i. e. ils sont particulièrement à surveiller !
- se soumettre à l'org. des profs. et métiers (l. 80>>>) :
 - annonce du corporatisme, copié sur le Fascisme
 - vague quant à l'org. de ce corporatisme. En fait, à l'époque, Vichy s'orientait vers des conseils mixtes salariés-employeurs
 - 16 août 1940 : chaque branche de l'ind. et du comm. est autorisée à créer un Comité d'org., habilité à évaluer la capacité de prod. de toutes les entreprises de son secteur et à en fermer certaines, à recenser les stocks, à répartir les ressources (limitées), à fixer les condit. de fonct. et la qualité des produits et à proposer des barèmes de prix au gouv.
 - il est financé par une taxe, imposée à chacune des soc. qui en font partie. Ses m. sont nommés par le min. de la Prod. ind.
 - Tant que c'est René Belin, ils sont choisis avec un certain soin par ce vieux syndicaliste. Mais fév. 1941>>>, ce sont les représ. de l'ind. lourde (Pucheu, Lehideux) qui tiennent les cdes, et le personnel des ass. prof. de l'avant-guerre revient à la surface.
 - le gouv. exerce une influence majeure par l'entremise du délégué général, et du fait que les Offices de rép. des mat. 1ères ont le dernier mot
 - Néanmoins, dans la mesure où les Comités d'org. finissent par couvrir 321 branches d'activité, le corpo. signifie que tte l'éco. de g. est entre les mains du patronat
 - Charte du Travail d'oct. 1941, adoptée après de longs débats en octobre 1941. Loin d'être l'aboutissement de l'idéal corporatiste du régime, c'est un compromis laborieux entre des

courants de pensée divergents (corporatiste, syndicaliste, libéral, dirigiste). Le texte crée 29 "familles professionnelles", mais instaure une séparation nette entre l'économique et le social, dont le lien constitue pourtant le cœur du projet corporatiste. Le pouvoir de décision économique est laissé de façon exclusive à l'État et au patronat. D'ailleurs, l'application de la *Charte du Travail* est un échec : en 1944, une seule "famille professionnelle", celle du sous-sol, est censée fonctionner selon son modèle... Contre le Vichy des traditionalistes, les technocrates du régime mettent en place de manière autoritaire **une économie dirigée** sans précédent, rendue nécessaire par la gestion quotidienne des pénuries, par l'« obsession du quotidien » (Michèle Cointet).

- pour + de détails : voir la base, par ex. Durand, p. 41 & Azéma p. 97

c) Autre conséquence : les droits des Français

droit au travail :

- l. 72-79

- vieille revendication, cf. 1848

- moyens présentés de manière très théorique

conditions de travail :

- l. 83>>>

- conv. coll.

- "conditions" + géné. (très vagues)

2°) Une économie "organisée et contrôlée"

Aspect présenté très brièvement et incomplètement. Une déf. somme tte tradit. du dirigisme

a) Causes et principes

- l. 89-92 : remédier à la crise de 29, comme dans d'autres pays, et à la guerre

- l. 93>>>

b) Aspects financiers

cf. l. 97-103

extrêmement vague ! Logomachie

c) Les aspects démagogiques

"notre énergie et notre foi"

hostilité de façade aux "trusts". C'est le moment où le régime de Vichy semble le + hostile au capitalisme lib. débridé. Bergery, comme les traditionalistes catho., demandait depuis lgtemps une rév. de la loi de 1867 sur les SA. La loi du 18 sept. 1940 venait d'interdire de cumuler plus de deux postes de direction

- l. 95-97 : approbation voilée du capitalisme, à condition qu'il soit français
- La démagogie de Pétain apparaît pleinement quand le 11 nov. 1941 il substitue au terme de " trust " l'expression d' " unions convenables " destinées à " lutter contre la concurrence extérieure " !
- "une monnaie qui permet..."
- "Ce système ne porte aucune atteinte..."

CONCLUSION GÉNÉRALE

- texte très typique du ton des *Paroles aux Français*, de l'hostilité aux "systèmes", du goût pour les idées simples
- Kaléidoscope, et hétérogénéité, mais :
 - rien sur l'éducation, la jeunesse et sa régénération, l'influence de l'Église, sur le retour à la terre, sur l'antisémitisme...

4°) Les intellectuels face à la guerre, de Munich à la Libération (1938-1944)

a) Les nouvelles conditions

- un pacifisme intégral de gauche :

* SNI

* Giono prêchant la paix à tout prix (très grand impact). Il a publié des *Écrits pacifistes*, rassemblés chez Gallimard, 1978, 310 p. : *Refus d'Obéissance*, 1937, *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, 1938-1939, *Recherche de la pureté*, 1939. Il écrit qu'il a eu tort de partir à la guerre en 1915 ; il développe un « pacifisme paysan », etc.

- petit groupe de droite partisan de la déf. nationale : Henri de Kérillis, Georges Bernanos, soutenus par *L'Aube* (Fr. Gay & G. Bidault)

- trouble du pacte germano-sov. :

* mais rares sont les cas de rupture affichée (cf. Nizan)

* éloignement d'un Malraux (cf. sa notice du dossier biographie)

- engagement patriotique de Jean Giraudoux, Commiss. général à l'Information de juillet 1939 à juin 1940, dont la plume s'essaie maladroitement à la propag. ! Mais le Commissariat a été réhabilité par J.-L. Crémieux-Brilhac ¹

- hostilité à la guerre « pour les Poldèves » (selon titre de Déat dans *L'œuvre* du 4 mai 1939, cf. sa notice du dossier biographie) se tait dès la guerre déclarée

- la défaite provoque :

* dispersion de l'*intelligentsia* parisienne

* choc spirituel, trouble des réf. intell.

- mais les éditeurs recommencent leur activité à Paris très tôt

- effets de l'Occupation :

* censure

* 3 « listes Otto » (1940, 1942 & 1943)

* des éditeurs « font du zèle », comme Denoël

* cond. au silence des intell. antif. réf. en Fr.

* J. Guéhenno rétrogradé

b) Une division

- beaucoup d'écrivains de fait non engagés : J.-P. Sartre (prof. à Condorcet 1941-1944, en remplacement d'un collègue juif, Sartre a raté le coche en 1936, 1938, 1939, puis sous l'Occup.), Simone de Beauvoir

- une intelligentsia de la Rév. nationale :

¹ *Les Français de l'An 40*, tome I, pp. 278 & suiv.

* Paul Morand, Acad. fr., Acad. Goncourt, Paul Claudel

* résultat influence maurassienne :

la « divine surprise » (9 févr. 1941) = non pas la défaite, mais la présence d'un Pétain aux éminentes qualités

nombreux dans l'entourage de Pétain : Henri Massis et René Benjamin

* engagement politique des spécialistes de l'anglophobie, de l'antimaçonisme ou de l'antisémitisme. Ex. : Bernard Faÿ, prof au Collège de France depuis 1933, intellectuel contre-révolutionnaire obsédé par la FM, nommé adm. général de la Bibliothèque nationale et y créant un musée et un centre de docu. antimaçonique

* engagement des écrivains « régionaux », comme Henri Pourrat

- collaborationisme : Abel Bonnard, min. EN 1942-1944, Philippe Henriot à Radio-Vichy :

* références à Hitler remplacent les réf. à Mussol. d'avant-guerre

* anticomm. continue à jouer un rôle décisif

* dimension « européenne »

* voyages off. en All., manif. d'amitié avec l'All.

* pamphlets (cf. Céline)

* des cas de repli, mais d'autres persistent et signent, et suivent l'armée all. en retraite : Châteaubriant, Rebatet, Jean Luchaire...

- la Résistance intell. :

* 3 grands types de cheminements :

1°) des intell. hors de France reportent espoirs sur la Grande-Bretagne et les États-Unis (Maurice Schumann, René Cassin, Raymond Aron). Mais aux États-Unis perdue un fort noyau de personnalités modérées faisant confiance à Pétain>>> 1942

2°) surtout, courant patriotique-démocratique, c. J.Guého

3°) PCF

* formes : engagement très poussé d'anciens du Front populaire (Jacques Decour, prof. d'all. au collège Rollin, Vercors), engagement très poussé de jeunes, comme les chercheurs du Musée de l'Homme (réseau dès l'automne 1940), manifestes, journaux et livres :

Témoignage chrétien, Éditions de Minuit

- écrivains qui s'exilent ou restent en exil : André Maurois, Bernanos¹, André Breton, Saint-John Perse, Jules Romains (*Les Hommes de bonne volonté*, *Verdun*, pacifistes)²...

5°) Les intellectuels, à la Libération et aux débuts de la IVe République

¹ Rapidement présenté dans P.Astier, *Écrivains français engagés. La génération littéraire de 1930*, Debrèsse, 1978, 192 p., pp. 29-41.

² Cf. J.-J.Becker, « La Première Guerre mondiale dans la littérature romanesque de l'entre-deux-guerres », dans G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., Actes d'un colloque de Verdun, pp. 75-85, une autre contribution, M.Bouty, « La pensée de la guerre dans *Les Hommes de Bonne Volonté* », pp. 87-104, et une troisième, M.Rieunau, « Les sources de *Verdun*, de Jules Romains », pp. 285-297. Aussi : L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifismes (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., pp. 153-169.

(1944-1947)

La devise de *Combat*, « De la Résistance à la Révolution » (Camus) exprime la volonté du + grand nombre d'un remaniement radical des structures politiques, éco. et soc.

a) L'épuration¹

- L'épuration provoque des débats souvent houleux sur la responsabilité de l'intell., et hormis quelques écrivains qui refusent le statut de combattant politique, il ressort de cette période que l'engagement est désormais perçu comme une obligation

- **épuration « corporative »** :

* listes noires établies (petit à petit complétées et corrigées) par le Comité national des Écrivains (CNE, né à l'automne 1941²) et le Comité d'épuration de l'Édition, issus de la Résistance.

* *Questionnaire* de la Soc. des Gens de Lettres³, un autre de la Soc. des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD)⁴, un autre de la Soc. des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)⁵

- Une **promotion d'une nouvelle génération**

- épuration **judiciaire** :

* Robert Brasillach, ayant cristallisé autour de lui les polémiques, fusillé le 6 février 1945, ce qui provoque la stupeur dans le monde des lettres, d'où une pétition

* Drieu La Rochelle se suicide en mars 1945

* Lucien Rebatet cond. à mort en 1946, grâcié, et libéré en 1952

* assass. de l'éditeur Denoël en pleine rue, dissolution des éditions Grasset

* passions retombent très vite dans l'op. publique

* polémique Albert Camus-François Mauriac (début 1945, mais Camus évolue vite ensuite)

- En 1944-1945, rares sont ceux qui soulignent les incohérences jurisprudentielles d'une épuration décidément de moins en moins exemplaire. Le principe était bon, la méthode bancale, les résultats décevants

- **épuration administrative des universitaires**, qui frappe surtout les historiens, les linguistes, les médecins et les chirurgiens

- quatre radiations à **l'Académie française**, Bonnard, Hermant, Maurras et Pétain, l'AF refusant de pourvoir les deux derniers sièges du vivant de leurs titulaires, espérant une

¹ P.Assouline, *L'épuration des intellectuels*, Complexe, 1985, 176 p. ; H.Lottmann, *L'Épuration. 1943-1953*, Fayard, 1986, 532 p., réédition, Livre de Poche, 600 p. ; M.O.Baruch dir., *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 2003, 612 p., spécialement la communication de Gisèle Sapiro ; J.Sainclivier & Chr.Bougéard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p., 4^e partie

² Jean Guéhenno, professeur de khâgne à LLG, a participé à sa création.

³ Très court, en cinq questions très générales (publications ; *Radio-Paris* ; propagande ; manifestations culturelles ; attitude et propos en public)

⁴ Très long et détaillé

⁵ Quinze questions très précises

aministie ; 36 radiations à la Société des Gens de Lettres

- une large frange de la droite intellectuelle est sur la touche ⇒ l' « intell. de gauche » va occuper seul le terrain idéologique pendant une décennie au moins. Cf. Dominique Desanti, « notre révolution imaginaire »

- mais, assez vite, certains intell. de droite reprennent la plume dans publications autorisées : *Paroles françaises*, hebdomadaire du PRL de 1946, *Aspects de la France* (1947>>>), *Les écrits de Paris* (1947>>>), *Rivarol* (1951>>>)

- pour la presse, plusieurs ordonnances (rôles de De Gaulle et de Pierre-Henri Teitgen, démocrate chrétien) : tous les titres ayant « paru sous le contrôle de l'occupant » (publiés ouvertement après le 25 juin 1940 et le 26 novembre 1942) sont suspendus. Volonté de De Gaulle de frapper *Le Temps* (a paru à Lyon jusqu'au 29 novembre 1942). La suspension est transformée en interdiction par ordonnance du 17 février 1945 ; mise sous séquestre des biens des entreprises éditrices par ordonnance du 22 juin 1945. Les nouveaux titres sont autorisés exclusivement au profit de personnes physiques (méfiance vis-à-vis des mouvements de Résistance), ils pourront s'installer dans les locaux des anciens journaux : un moment unique de création sans mise de fond !

- au total :

* une épuration inachevée, de nombreux dossiers restant sans décision !

* un débat qui a rebondi jusqu'en 1953

L'ère de l'« engagement »

- préparée par les années 1930 (voir + haut) :

* la guerre a favorisé l'éclosion

* cf. « de la Résistance à la Révolution »

* ⇒ un refoulement du « moralisme » à la Julien Benda (cf. I)

- comme dit ironiquement Étiemble, « chacun doit s'engager »

- des intell. rattrapés par l'histoire, avec des espoirs humanistes, un vent de changement qui atteint l'édition (Édit. de Minuit), le journalisme (*Le Monde*, *Combat*)

- 1er oct. 1945 : début la parution des *Temps modernes* :

* L'idée était apparue en 1943, d'autant que la *NRF*, fondée en 1909 par Gide, avait été « dévoyée » dans la collab. par Drieu La Rochelle

* Sartre, dir., R.Aron, Beauvoir, M.Merleau-Ponty, Michel Leiris, J.Paulhan et Albert Ollivier = comité de rédaction. Sur Aron et Sartre voir biographie dans le dossier biographique

* place éminente rapide

* incarne l'ère de l' « engagement »

* « gén. de 1905 »

* Présentant la nouvelle revue, qui sort en même temps que les deux premiers tomes des *Chemins de la liberté*, J.-P.Sartre écrit un véritable manifeste en faveur de la littérature

engagée :

« Tous les écrivains d'origine bourgeoise ont connu la tentation de l'irresponsabilité : depuis un siècle elle est de tradition dans la carrière des lettres. L'auteur établit rarement une liaison entre ses œuvres et leur rémunération en espèces. D'un côté il écrit, il chante, il soupire ; d'un autre côté, on lui donne de l'argent. Voilà deux faits sans relation apparente ; le mieux qu'il puisse faire est de se dire qu'on le pensionne pour qu'il soupire [...]

Aujourd'hui, les choses en sont venues à ce point que l'on a vu des écrivains, blâmés ou punis parce qu'ils ont loué leur plume aux Allemands, faire montre d'étonnement douloureux. Ils disent "Eh quoi ? ça engage donc, ce qu'on écrit ?" [...] L'écrivain est *en situation* dans son époque : chaque parole a des retentissements. Chaque silence aussi. Je tiens Flaubert et Goncourt pour responsables de la répression qui suivit la Commune parce qu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher. Ce n'était pas leur affaire, dira-t-on ! Mais le procès de Calas était-il l'affaire de Voltaire ? La condamnation de Dreyfus était-ce l'affaire de Zola ?

L'administration du Congo, était-ce l'affaire de Gide ? Chacun de ces auteurs, en une circonstance particulière de sa vie, a mesuré sa responsabilité d'écrivain. L'Occupation nous a appris la nôtre. Puisque nous agissons sur notre temps par notre existence même, nous décidons que cette action sera volontaire. [...] C'est à défendre l'autonomie et les droits de la personne que notre revue se consacrera. »

- => devoir d'engagement & intell. « en situation »

- **très grande notoriété de Sartre**, devenant symbole de l' « existentialisme ». Cf. conf. « L'existentialisme est un humanisme », contemp. du n° 1 des TM (*L'Être et le Néant* était paru dans l'indiff. en 1943). Insultes X Sartre (Mauriac : « rat visqueux », les intell. du PCF, etc.)

- **Mi-prophète, mi-directeur de conscience, Sartre est taraudé par l'obsession de se positionner par rapport au marxisme**

- en même temps, littérature romanesque connaît éclipse au profit de la **litt. philosophique**, cf. les :

- **5 Prix Nobel de litt.** entre 1944 et 1964 : Gide 1947, Mauriac 1952, Camus 1957 (à 44 ans !), Saint-John Perse 1960, Sartre 1964

d) La tentation communiste

« Tel le phénix renaissant de ses cendres, le Parti communiste allait sortir de la guerre beaucoup plus puissant qu'il ne l'avait jamais été et, en quelques enjambées, devenir pendant les années 1945-1946 la formation politique française la plus importante par le nombre d'adhérents, d'électeurs et de parlementaires, par la presse diffusée, ainsi d'ailleurs que sur le plan syndical, en devenant le maître de la CGT. » ¹ À la Libération, le Parti communiste français est **un temps le premier parti de France**, un revenant, donc, et de

¹ J.-J. Becker & S. Berstein, « L'anticommunisme en France », article cité, p. 21.

très loin. Lors de l'élection à l'Assemblée constituante, pour la première et dernière fois sous la Quatrième République, socialistes et communistes ont ensemble la majorité absolue des suffrages (50 %) et des sièges (302 sur 586), et le Parti communiste est le premier parti de gauche et le plus grand parti de France, avec à lui seul 26 % des suffrages et 160 sièges. Un peu plus tard, aux élections législatives du 10 novembre 1946, le PCF obtient 28,8 % des voix. C'est un apogée durable, celui d'un « parti-société »¹ avec une sorte d'« écosystème » communiste², une « contre-culture communiste », « maquette du bonheur »³, et bientôt une « culture de Guerre froide ».

En 1944 et 1945, le prestige du « parti des fusillés », qui a joué un rôle déterminant dans la Résistance, est considérable. *L'Humanité* tire à 450 000 exemplaires en octobre 1945, et *Ce Soir*, tout autant communiste, presque autant : 419 000 ; à la même date, *Le Figaro* n'atteint pas les 400 000 exemplaires (382 000) et *L'Aurore* est très loin derrière avec 101 000 exemplaires. Les membres du Parti communiste français sont peu au-dessous du million à la Libération (907 000), soit bien plus qu'au moment du Pacte germano-soviétique (340 000) et à plus forte raison qu'en février 1934 : 45 000 ! En février 1958 plus d'un million de personnes suivent dans les rues de Paris le cercueil de Marcel Cachin

Et le communisme français, c'est une véritable nébuleuse, avec pour l'une l'Union des Femmes françaises, pour l'autre l'Association républicaine des Anciens combattants, etc. Une emprise exceptionnelle sur la société.

Des intellectuels sont ouvertement communistes ou sont « compagnons de route », attirés par un Louis Aragon qui dirige *Les Lettres françaises* : le poète Paul Éluard, les savants Marcel Prenant, Irène et Frédéric Joliot-Curie, Yves Montand, les peintres Pablo Picasso et André Fougeron. Dominée par Louis Aragon, membre du CC du PCF depuis 1950, une THSC (« très haute société communiste », sur le modèle de la HSP, « haute société protestante » du XIXe siècle) règne sur les mondanités parisiennes : meetings au Vel'-d'Hiv', spectacles sportifs patronnés par *Miroir-Sprint*, vernissages, etc.

Mais de nombreux chrétiens n'hésitent pas à se considérer et à être considérés comme d'une *intelligentsia* proche du compagnonnage, ainsi Jean Lacroix, qui écrit dans *Esprit* en décembre 1944 :

« La véritable pensée engagée, c'est d'abord la pensée marxiste... c'est chez le communiste sans doute que l'union de la pensée et de l'action est la plus intime. Il ne peut comprendre Marx et Lénine qu'en militant dans une cellule communiste, il ne peut militer efficacement dans une cellule communiste qu'en comprenant Marx et Lénine. Aussi,

¹ Y.Siblot, *op. cit.*, p. 99.

² Ph.Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1993, 352 p., *passim*. et « Du parti légal à l'organisation clandestine », pp. 19-43 de J.-P.Rioux, A.Prost & J.-P.Azéma dir., *Les Communistes de Munich à Châteaubriant...*, *op. cit.*

³ S.Cœuré, « La contre-culture communiste : une maquette du bonheur ? », *Historiens et Géographes*, juillet-août 1997, pp. 81-94. Elle reprend une image de la Fête de *L'Humanité*.

contrairement à ce que l'on pense souvent, nulle hypocrisie dans son attitude. » ¹

Il y a donc une véritable « mouvance » progressiste

Se déclarant à la Libération comme le « parti des 75 000 fusillés », ou, le chiffre n'étant pour personne crédible, le « parti des fusillés », ce qui demeure une exagération, le Parti communiste français n'a de cesse de se poser comme l'incarnation du peuple français résistant contre le nazisme. Il va bénéficier de ce qu'on appelle l'« effet Stalingrad », c'est-à-dire le prestige de la victoire de l'Armée rouge, qui a lutté seule contre les nazis en Europe pendant des années et remporté la victoire de Stalingrad, ce qui a fait basculer la Seconde Guerre mondiale.

Mais la « culture communiste » (française) n'est pas une copie de la culture soviétique ou russe : le film russe *Quand passent les cigognes* (Kalatozov) est Palme d'Or au Festival de Cannes 1957, il connaît un succès de critique et un succès populaire, mais les autres films soviétiques sont peu diffusés en France, malgré les efforts de Cosmos.

un « philocomm. », une sphère d'influence. Le PCF est le « parti des fusillés » qui bénéficie de l'« effet » Armée rouge. Sa stratégie n'est semble-t-il pas de prendre le pouvoir à la Libération mais au contraire d'être une composante essentielle d'une majorité de gauche, gage d'une France forte capable de tenir tête aux Américains, après avoir libéré le territoire, châtié les traîtres et donné la parole au peuple, selon la formule que le Comité central a utilisée le 31 août 1944 ².

espoir, mythe et utopie : une nouvelle société en URSS, un modèle soviétique dont la crise n'est pas aperçue, choc positif du *sputnik* (4 octobre 1957), culte de la personnalité (Staline, « Maurice », etc.). Dans *L'opium des intellectuels*, Raymond Aron (1955) définit le communisme comme une « religion séculière ». Les chocs négatifs viennent de Budapest 1956, de l'intervention en France d'intellectuels exilés comme Czeslaw Milosz (*La Pensée captive*, 1953) et François Fejtö, conseiller culturel à Paris qui rompt avec la Hongrie socialiste en 1949 au moment de la condamnation à mort de son ami Laszlo Rajk, ministre des Affaires étrangères accusé de trahison.

6°) La perception de la puissance par les partis politiques en 1938-1939

D'après :

- Collectif, "La perception de la puissance en France par les partis politiques en 1938-1939", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, avec erratum dans n° de janv. 1985, p. 184. Il s'agit de communications au colloque organisé au Centre international de Sèvres en avril 1982 par le Centre d'Histoire de la France contemporaine de l'Université Paris-Nanterre
- R.Rémond & J.Bourdin dir., *La France et les Français en 1938-1939*, FNSP, 1978, 365 p.,

¹ J.Mathiex & G.Vincent, *Aujourd'hui. 1945-1975*, tome I, réédition de 1984, 476 p., p. 140.

² Voir aussi la bibliographie sur la Libération de la France, publiée par J.-P.Rioux dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, pp. 142-144.

un autre colloque, FNSP 1975, celui-ci. La IIIe partie

a) Par le parti radical

il est à ce moment le fer de lance d'une alliance d'Union nationale (voir plus haut)
grand homme : Daladier, l'homme de Munich, très populaire, qui prépare la France à un conflit qu'il souhaite éviter, mais dont il pense qu'il ne peut être conjuré qu'en montrant sa force

la conception radicale de la puissance française :

- les radicaux utilisent le mot de « force », une « force tranquille », les mots de « grandeur », de « rôle », de « mission », de « prestige »
- ils insistent sur la grandeur historique et culturelle du pays, cf. les timbres-poste du moment, le « rayonnement » de ses idées dans le monde
- « la France doit rester digne de son passé », avec réf. à la Révolution française, dont on s'apprête à célébrer le 150^e anniv. en juillet 1939
- dans le discours de Daladier, le 29 mars 1939, qq jours après le démembrement de la Tchécoslovaquie, il y a 5 fois l'expression « la force française »

un constat de faiblesse interne :

- problème de l'unité nationale, alors que « la force morale de la France est la condition première de la paix » (Daladier)
- affrontement avec les partisans du Front populaire, cf. discours Daladier du 21 août 1938, considéré par la gauche comme une répudiation des objectifs sociaux du Front populaire
- question de la grève du 30 nov. 1938, avec obsession d'une éco. solide, d'une éco. saine
- état de carence, spectre du déclin national
- décrets-lois Reynaud de nov. 1938
- l'armée de terre est de tte 1^{ère} qualité, la marine est un fleuron, mais radicaux déplorent l'insuffisance de l'aviation >>> critique de la politique sociale du Front populaire (40h, congés payés), mise en difficulté de Pierre Cot, ministre radical de l'Air de 1936 à 1938

une puissance qui repose sur des éléments extérieurs :

- entente avec la Grande-Bretagne, une démocratie, un pilier de l'esprit de Genève
- l'alliance avec l'URSS, conformément au pacte franco-sov., n'est réclamée que la gauche du parti ; elle suscite le scepticisme de Daladier
- privilégier l'Empire, menacé par les revendications de Mussolini (mais c'est évidemment l'anachronisme le + fort)

b) Par le PCF

n'utilise qu'une seule fois le mot « puissance », car il fait trop national, pas assez IC, mais l'idée est très présente

bases : prospérité, l'entente avec l'Union soviétique, une sorte de nationalisme populaire

(Étienne Fajon fait même appel à Jeanne d'Arc en 1938 !)

refus du Traité de Versailles, mais ne pas offrir un prétexte à l'All.

c) Par les démocrates chrétiens (Jeune République et PDP)

- foi dans la SDN et un droit supra-national, mais à partir de 1938 la DC est anti-munichoise (après avoir ratifié les accords...), hostile aux hésitations des démocraties
- terme de puissance apparaît souvent mais elle est conçue comme hors puissance militaire et diplomatique, bien que le sentiment de la faiblesse de la France domine
- au moment de l'occupation de l'Autriche, Georges Bidault (*cf.* biographie dans le dossier biographique) dénonce les persécutions contre les catholiques
- multiples appels à la paix (dans *L'Aube*) et à la discipline nationale, à l'unité de la France, des appels à la défense de la démocratie française

d) Par l'Alliance démocratique

grand parti mais scission de septembre 1938 (P.Reynaud et ses amis)
 l'All. incarne la « puissance » en soi ; la France est affaiblie par le Front populaire
 il faut réveiller les « énergies nationales », par ex. autour de Daladier, retrouver la cohésion nationale, réintroduire l'enseignement patriotique à l'école, accroître la natalité, s'appuyer sur la libre entreprise, remettre la France au travail, équilibrer le budget
 la France a pour mission de sauvegarder la civilisation (contre le communisme...)
 il faut relever le pays, ce qui va prendre du temps (P. Reynaud dira trois ans)

e) Par le PPF

union du peuple de France >>> suremploi de « populaire », désir de suppression des clivages sociaux
 mais xénophobie, haine des vieux partis, désir de rénovation des institutions
 formation d'une vaste communauté éco. et francophone avec l'Empire

7°) Chrétiens et juifs dans la guerre (1939-1945)

Bien lire aussi le tome d'Azéma dans la NHFC

a) Les chrétiens

dès le 17 juin 1940, Edmond Michelet distribue à Brive tract inaugurant la résistance int.
 (cette par une citation de Péguy)

l'heure du culpabilisme :

- textes de Mgr Saliège et de Mgr Gerlier
- prédicateurs insistent sur la punition
- condamnation du laïcisme, et de la IIIe d'une manière générale

adhésion des autorités relig. au nouveau régime :

- reconnaissance du pouvoir établi
- adhésion à la RN, apologie de la devise. Une véritable confusion des langages & une image cléricale du régime. Séduit aussi les prot. (cf. pasteur Boegner)
- culte du maréchal, + net chez catholiques que chez prot. Cf. cardinal Gerlier : "Pétain, c'est la France, et la France aujourd'hui, c'est Pétain" !
 désir de **rechristianisation** en prof., en profitant des circonstances
- ⇒ la législation nouvelle séduit.
- désir de s'opposer à une "jeunesse unique", à une fascisation de la société (d'autant + que toute activité d'associations de jeunes est interdite en Zone Nord, que les aumôniers de Cœurs Vaillants sont incarcérés 3 mois en 1941)
- le 24 juillet 1941, l'assemblée des cardinaux et archevêques (cardinal Suhard) crée la **Mission de France** pour mieux pourvoir en prêtres les régions déchristianisées et pour mieux former des ecclésiastiques aptes à les évangéliser
- parution 1943 de Henri Godin & Yvan Daniel, *La France, pays de mission ?*, Cerf, c'est-à-dire rapport destiné au cardinal Suhard ⇒ **Mission de Paris** 1943 pour former des prêtres qui iront travailler en usine

les catho. à Vichy :

- nombreux dans administrations de la jeunesse, de famille, de l'agric. ¹
- utilisation fréquente des scouts. Une partie des cadres de l'École d'Uriage vient du scoutisme
- cf. Georges Lamirand, Secrétaire d'État à la Jeunesse

les chrétiens à Londres :

- Maurice Schumann, André Philip
- util. des textes de grands intell. catho. qui ne sont pas à Londres (Bernanos, Maritain)

des extrémistes de la collab. :

- Mgr Mayol de Lupé, aristocrate de vieille souche devenu à 70 ans aumônier de la LVF et ardent propagandiste de la croisade antibolchevique, reître et prêtre à la fois
- Ph. Henriot, secrétaire d'État à l'Information en 1944 (et des évêques sont présents à ses obsèques nationales)

déportations : un évêque (Mgr Piquet), > 200 eccl., laïcs (ex. : Edmond Michelet)

1er des **Cahiers du témoignage chrétien** nov. 1941 ("France, prends garde de perdre ton âme", brochure de 17 p. diffusée sous le manteau), rédigé par père Gaston Fessard et stigmatisant le racisme. 13 autres cahiers, avec Hours, père Chaillet (qui se fait l'âme de l'aventure), père de Lubac, Jean Lacroix, etc. Une condamnation de la collab., une réflexion, une logique de la **résistance spirituelle**, sentiment très net que la guerre est idéologique. Cahiers très lus, y compris en Grande-Bretagne et États-Unis, chez Français émigrés

¹ Cf. M.O. Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997, 737 p.

des chrétiens dans la Résistance, avec la notion de « résistance spirituelle »², le rôle particulier des syndicalistes chrétiens (Yvon Morandat, Robert Lacoste). Georges Bidault, 2e pr. du CNR

discrédit de l'autorité épiscopale auprès des résistants

les protestants :

- la vulgate les présente de façon héroïque, entrant en bloc dans la Résistance
- 1940 change la géographie protestante : un protestantisme méridional, Nîmes capitale
- pas de diff. notable avec le reste de l'opinion pendant les premiers mois de Vichy : choc de la défaite, désarroi, vogue du pétainisme, du maréchalisme (très visible chez le pasteur Marc Boegner), voire de la Révolution nationale
- mais un détachement précoce, à cause de l'antirépublicanisme et du cléricalisme de Vichy, surtout de l'antisémitisme >>> la mobilisation de la pop. protestante, pas gênée par la minorité catholique, transcende ts les clivages, religieux, sociaux, politiques, et touche même les fonctionnaires d'autorité et les forces de l'ordre
- étonnante passivité de Vichy face à cette résistance civile (besoin des protestants, etc.)
- grâce à leurs liens avec l'étranger, à l'arrivée de nombreux étrangers dans les refuges protestants, les protestants ont une information très complète
- mais nuances :
- * bonnes relations avec les préfets, à cause du désir de la « politique de la présence »
- * une évolution qui est seulement plus précoce que celle du reste de la population
- à la Libé., Georges Bidault et de Gaulle souhaitent une épuration sérieuse de l'épiscopat fr. :
- Rome accepte de remplacer le nonce apostolique
- 4 prélats sont remplacés

b) Les juifs et la persécution des juifs

en 1940 :

- beaucoup de juifs font initialement confiance à la RN
- mais René Cassin gagne Londres dès juin 1940
- en zone Nord, guère d'illusions
- statut des juifs en oct. 1940

Selon la logique de la politique de collab., Vichy renchérit sur mesures all. en créant (mars 1941) un Commiss. général aux questions juives (Xavier Vallat) et en promulguant (2 juin 1941) un 2e statut des juifs. Face à ces mesures, la prot. de la hiérarchie cathol. reste prudente et limitée. Mais pasteur Boegner proteste avec énergie dès 26 mars 1941

lettre de Mgr Saliège, que lisent en chaire le 23 août 1941 presque tous les curés de son

² Cf. J.Sainclivier & Chr.Bougeard dir., *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Colloque de 1994, Presses universitaires de Rennes, 1995, 368 p., 2^e partie.

diocèse. Très imp. retent.

Un mouvement de résistance civile de la part des protestants. Les « montagnes huguenotes » se distinguent, cf. Chambon-sur-Lignon (Hte Loire), faux certif. de bap., etc. cardinaux et évêques de la zone Nord rédigent une protestation (non publique) X raffe du Vél' d'Hiv' (16 & 17 juillet 1942)

attitude générale reste ambiguë (déclarations du cardinal Liénart) / STO des juifs dans la résistance, dont la MOI un CDJC (Centre de Doc. juive contemp.) amasse, dès 1943, les dossiers et preuves de la persécution, afin de les utiliser ultérieurement comme pièces à conviction dans procès X nazis et collab.

8°) La « reconstruction » religieuse

a) Pourquoi ?

Le bilan d'ensemble de la seconde guerre mondiale fut désastreux : à la Libération, un paysage de dévastation s'ouvrait devant l'Église catholique française. Certes il n'y eut pas d'explosion anticléricale ; seuls trois évêques furent écartés de leur diocèse pour collaboration (au départ, le gouvernement avait demandé soixante suspensions). Mais une bonne partie des hommes qui prirent le pouvoir à l'automne 1944 tenaient l'Église pour gravement compromise avec le régime de Vichy, y compris d'ailleurs certains résistants démocrates-chrétiens qui en voulaient beaucoup à l'institution ecclésiastique. La réalité était plus complexe, mais il est indéniable que certaines déclarations malheureuses, notamment d'adhésion à la Révolution nationale, avaient pesé lourd. Vichy avait revendiqué des valeurs morales, et un type d'organisation de la société, dont il n'était pas très difficile de démontrer la parenté avec certains enseignements de l'Église, surtout certes celle de Pie IX et de Pie X. Mais ce monde, que Léon XIII et Pie XI avaient tenté de faire évoluer, était loin d'avoir disparu.

Les frontières de la catholicité ne se confondant pas avec celle de la France, il était encore plus facile de rappeler le soutien de l'Église espagnole à Franco et de l'Église hongroise à Horthy, et l'absence de toute opposition active des catholiques italiens au fascisme. Certes le Vatican, à l'époque de Pie XI, avait condamné le fascisme en 1937, et le nazisme en 1938 ; mais il avait condamné aussi le communisme (en 1938 aussi), à l'immense popularité en France à la Libération : cette mise sur le même plan des trois totalitarismes était proprement inacceptable à l'époque. Le Pape, Pie XII, était, pour employer une litote, un homme suspect : cet ancien nonce apostolique à Berlin, qui avait négocié le concordat de 1934 avec l'Allemagne nazie et dont le frère avait dirigé les négociations avec l'Italie mussolinienne en 1929, était demeuré bien discret durant la guerre au goût de certains ; ses silences sur le sort des juifs lui valurent des attaques extrêmement violentes, en France et

ailleurs. Ce grand seigneur romain n'avait pas le contact facile, et le décorum dont il s'entourait choquait même parmi les catholiques ; en 1954 il fit canoniser Pie X, le Pape de la séparation de l'Église et de l'État, dont la raideur n'avait eu d'égale que celle de Combes : cette décision, motivée évidemment par d'autres raisons, provoqua en France un malaise particulier.

Et puis le catholicisme semblait une chose du passé. Bien sûr, on n'était pas dans la situation des pays de l'est et des anciens Pays baltes où les catholiques étaient persécutés, en attendant, entre autres, la Chine, le Vietnam et Cuba. Mais justement, en France il n'y avait pas besoin de persécutions pour vider les églises... À vrai dire, cette désaffection n'était pas nouvelle : l'Église des années 1900 était déjà en grande difficulté, très isolée dans la société, mais elle conservait des ouailles ; celle de l'entre-deux guerres avait paru sortir de son isolement, mais elle n'était pas arrivée à regagner des fidèles. Ce n'était pourtant pas faute de volonté : on avait multiplié les paroisses dans les « banlieues rouges » ; la J.A.C., la J.O.C. et la J.E.C. avaient fait preuve d'un grand dynamisme. Ce fut pendant et juste après la guerre que l'Église catholique de France prit réellement la mesure de la déchristianisation du pays. Un ouvrage publié en 1943 par deux aumôniers parisiens de la J.O.C., les abbés Henri Godin et Yvan Daniel, fit beaucoup pour cette prise de conscience : il s'intitulait significativement : *France, terre de mission*.

Le tableau d'ensemble était très sombre : l'indifférence progressait. Certes, en 1952, 85 % des Français se proclamaient catholiques, et seuls 8,5 % des enfants n'étaient pas baptisés, mais la pratique était en chute libre : il n'y avait plus que 51 % de « pascalisans », c'est-à-dire de Français qui se confessaient et communiaient au moins une fois par an (cela s'appelle « faire ses Pâques » dans le vocabulaire traditionnel), et 37 % de pratiquants hebdomadaires, dont deux tiers de femmes. Il demeurait des terres de chrétienté, comme la Flandre française, la Savoie, le pays Basque, la Bretagne et l'ouest du bassin Parisien, le grand nord-est : mais c'étaient des régions montagneuses ou enclavées, des périphéries tardivement francisées et qui prolongeaient des zones très catholiques situées au-delà de nos frontières ; des régions où l'on votait à droite aussi (la corrélation avait été mise en évidence dès 1913 par le sociologue André Siegfried, elle était bien plus ancienne), ce qui en 1945 était une autre manière de dire que la religion catholique était condamnée aux poubelles de l'Histoire. Les formes populaires de religion, pour lesquelles l'Église n'avait jamais montré un enthousiasme débordant, survivaient mieux que les autres : fêtes patronales, pèlerinages, dévotions corporatistes — les mineurs fêtaient toujours la Sainte Barbe.

Mais il y avait de « véritables Sibéries » en France, notamment dans le sud-est du Bassin Parisien et le nord-ouest du massif Central, dans le Mâconnais aussi ; certaines catégories de la population étaient massivement déchristianisées comme les enseignants, les cheminots, les dockers, les mineurs. Certains immigrants comme les Portugais et les

Polonais faisaient remonter les chiffres de la pratique — mais pas les Andalous ni les Romagnols, aussi déchristianisés que la moyenne des Français.

L'époque n'était pas précisément au retour du religieux : on était à l'apogée de ce que Raymond Aron a appelé « les religions séculières », « les doctrines qui prennent dans les âmes de nos contemporains la place de la foi évanouie et situent ici-bas, dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer, le salut de l'humanité », les religions politiques où le politique devient religion. La menace était bien plus rude que celle de l'anticléricalisme et de l'occultisme du début du siècle, en déclin ¹, et que celle du prosélytisme protestant, qui n'a guère eu de succès que dans une catégorie très particulière de la population, les Tsiganes. En France après 1945, il s'agissait essentiellement du communisme, « l'opium des intellectuels » selon une autre formule célèbre d'Aron.

b) Les relations Église-État et le MRP

L'Église tenta de réagir. Elle n'avait plus à affronter l'hostilité du régime, le radicalisme et les franc-maçons ² étaient en voie de marginalisation. Même les communistes, y compris à l'époque de la guerre froide, étaient beaucoup moins anticléricaux que le petit père Combes, en partie parce qu'ils n'avaient pas besoin d'une raison de plus de ne point être présentables, en partie parce que pour eux l'essentiel était ailleurs ; la religion n'était qu'une survivance, cet adversaire mal en point n'était pas prioritaire — au contraire, il pouvait devenir un allié moyennant quelques manipulations. Du fait de ce climat nouveau, l'apuration du contentieux avec l'État républicain progressa bon an mal an. En 1949, les aumôniers militaires furent rétablis. En 1951 et 1959, les lois Barangé et Debré réglèrent le problème de l'enseignement privé, qui ne fit qu'une brève résurgence en 1984 : la situation est toujours en gros celle de 1959 ³. En 1970, le Président Pompidou rouvrit dans le *Journal officiel* la rubrique « Établissements congréganistes », c'est-à-dire que pour la première fois depuis 1901 il reconnut à une congrégation religieuse un statut spécifique, avec notamment des avantages judiciaires et financiers, sous tutelle administrative. En 1976, onze congrégations avaient été ainsi reconnues. En 1978, la Sécurité sociale s'étendit aux prêtres, aux religieux et aux religieuses ; les communes reçurent le droit de verser aux curés une indemnité pour le gardiennage de l'Église.

Le MRP :

- congrès constitut. en nov. 1944, rassemblant tendances ant. de la DC
- Mais Jeune République continue & certains catho. résistants n'entrent pas dans MRP (René Pleven à l'UDSR)

¹ Vers 1990, il restait six à dix mille libres penseurs, pas tous de première jeunesse.

² Biblio. sur les francs-maçons : Cf. J.Gotovitch, « Franc-maçonnerie, guerre et paix », dans *Les Internationales et le problème de la guerre au XXe siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 371 p., actes d'un colloque de 1984, pp. 75-105

³ En 1987, autre brève alerte : le gouvernement (de droite) remit en cause l'obligation d'une journée de congé scolaire par semaine pour la catéchèse.

- Marc Sangnier (pr. d'honneur), Georges Bidault, Maurice Schumann, Gaston Tessier : une génération DC accède au pouvoir
- 1er programme typique de la Libération, nombreux militants et nombreux électeurs, parti de la fidélité à de Gaulle
- 1er parti de France à la 2e Constituante (2 juin 1946)
- ministères (dont 4 Présidences du conseil)
- fondation RPF lui porte un coup sensible (perte d'électeurs au profit du RPF)
- 3e force, divisée par la question scolaire (cf. décret Poinso-Chapuis, 1ère Française à devenir ministre, de la Santé et de la Population)
 - fin 1943 fondation clandestine d'une CGA (Conf. gén. de l'Agriculture)
- 1951>>>, n'a plus de président du Conseil
- perte d'adhérents sur la gauche (toujours militants + à g. que les élect.), et dérive vers la droite
- perte d'audience auprès des catholiques. Passé les lendemains de la Libé., les catho. fr. en reviennent à la tradition de la diversité, du pluralisme
- "parti de l'Europe" (mystique de substitution)
- disparaît en 1967 ⇒ Centre démocrate (opp.) et Comités de Défense paysanne (Centre Démocratie et Progrès, rallié à Pompidou), réunif. 1976 : CDS (Centre des Démocrates sociaux)

c) Un nouvel art religieux ?

nécessité reconstruire églises détruites par la guerre

nécessité contruire églises nouvelles dans villes et banlieues

théoricien du nouvel art religieux : Maurice Denis (1870-1943), peintre, ancien nabi : un art résolument moderne, utilisant techniques nouvelles

création des Ateliers d'Art Sacré 1919 pour former les artistes

vitraux de Rouault à l'ossuaire de Douaumont

Frères Perret : Notre-Dame Raincy 1922. Auguste vient de terminer th. des Champs-Élysées (pas seul architecte !). Bon marché et rapidité sont démontrés. Évocation explicite de la Première Guerre Mondiale avec le grand vitrail des taxis de la Marne (!)

mais tout n'est pas art nouveau : cf. basilique Lisieux (terminée seulement en 1954)

Chantiers du Cardinal (cal Verdier, 1932) sont architecturalement parlant peu originaux ⇒ la postérité des fr. Perret est en Suisse, eux-mêmes et leurs disciples construisant peu en France (St Joseph du Havre)

d) La spiritualité

popularité exceptionnelle des cultes de Jeanne d'Arc et Thérèse de Lisieux (cf. grand nombre de statues, de sanctuaires, de pèlerinages)

- J.d'Arc canonisée 1920. Grande réc. É-É. Sera à nouveau revendiquée exclusivement par droite dans années 30

- Thérèse, béatifiée 1923 par Pie XI. Grande diff. ses ouvrages, corrigés par sa sœur.

Grande pop. pèl. de Lisieux

vies de saints et mystères pop. par théâtre relig. et cinéma

grande imp. du TOF

pèlerinages :

- org. accueil, prière, transport, etc.

- pèl. patriotiques Grande Guerre

- pèl. à préoccupat. politiques (prier pour Russie, en 1924, par ex.)

- pèl. étudiant à Chartres 1935>>>

le nombre des prêtres :

- le nombre des ordinations, qui avait évidemment beaucoup chuté pendant la Première Guerre mondiale, remonte ensuite, mais jamais jusqu'au niveau de la Belle Époque

- déjà un déficit de prêtres dans la France des années 30

e) Les initiatives et les organisations

des "militants" formés par l'Action pop. et les Sem. soc.

des org. patro. chrét. : Conf. fr. des Professions 1926, Centre des Jeunes Patrons 1938

mobil. pour rechristianiser les banlieues :

grâce au Jésuite Pierre Lhande (sermons, *Le Christ dans la banlieue*, 1927-1931, 3 vol.)

CFTC (1919) :

- art. 1 des statuts fait réf. à l'encyclique *Rerum novarum*

- méfiance des patrons et de la CGT. En 1924, le président du Consortium du Textile de Roubaix, Eugène Mathon, porta plainte à Rome contre CFTC

- 500 000 adhérents en 1939

scoutisme :

- tonalité patriotique exacerbée par Grande Guerre

- 1ères organisations sont protestantes, avant Première Guerre mondiale (voir + haut)

- un scoutisme catho. dans années 20, bourgeois et pop. Mouv. vu d'un bon œil par le patronat, qui aide ⇒ surtout dans zones industrielles

- des Éclaireurs israélites 1922

- progrès lents en France : habitude de marginaliser les activités physiques, résistance de l'ACJF, fondée 1886 par Albert de Mun, Église catho. tiède, voire réticente. 40 000 jeunes 1930

grande imp. des "patros" :

pour garçons des patros : *Cœurs vaillants* (1929), où Hergé dessine

JOC (1926). Abbé Georges Guérin. 65 000 m. 1937. Une JOCF 1928. Une tenue : chemise claire, cravate, écusson et béret basque

JAC 1929. 35 000 m. 1935

Semaine de l'Unité fondée (père Couturier) 1935

grande imp. des années 20 (cf. dates)

des catho. enfin ralliés. À la veille de la chute de la IIIe Rép., l'antici. militant du début du XXe siècle n'est plus qu'un souvenir et les dirigeants de la Rép., même personnellement agnostiques, voient dans l'Église une force spirit. défendant des valeurs indentes à celles dans lesquelles se reconnaît le régime

grand débat politico-relig. désormais centré, de 1924 à 1984 sur l'École

9°) Fêter la Deuxième Guerre mondiale

a) Les grandes dates

situation très diff. de celle d'après la Première Guerre mondiale (voir cours GÉS-7).

Biblio. : le récent copieux J.Lalouette, *Jours de fête. Jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Tallandier, 2010, 389 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, p. 268. Questions de Pétain et du pétainisme d'après guerre (cf. biographie dans le dossier biographique) ¹, de la collaboration, etc.

La fête du 8 Mai est probablement celle dont l'instauration a provoqué le plus de débats et donné naissance au plus grand nombre de textes réglementaires ou législatifs. Cette complexité s'explique par les traditionnels arguments éco., auxquels s'ajoutent les considérations relatives à Vichy, à la Résistance et à la Libération, et la concurrence entre les mémoires gaulliste et communiste. Mais pouvait-on ne pas célébrer la victoire et la chute du nazisme, d'autant que des portions du territoire ne sont libérées qu'avec la capitulation allemande.

Conséquence : victoire provisoire d'autres dates, comme le 11 Novembre, célébrant aux yeux de De Gaulle la « guerre de trente ans », et surtout du dimanche suivant le 8 mai ; pendant la 1^{ère} législature de la IVe Rép. une proposition de loi pour que la fête revienne au 8 Mai. Ce n'est qu'en 1953 qu'une loi sur la « commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 » (sic) fixa le jour férié au 8 mai ; mais de Gaulle l'abroge en 1959 >>> 2^e dimanche de mai ; VGE fait du 11 Nov. la fête des deux guerres ; loi du 2 oct. 1981 fait à nouveau du 8 Mai un jour férié

sur le long terme, les anniversaires décennaux sont particulièrement fêtés

interférence importante avec la répression française des menées insurrectionnelles d'Algérie, le 8 mai 1945 >>> pour les Algériens, le 8 Mai symbolise le joug colonial

¹ Voir J.-Y. Le Naour, *On a volé le Maréchal !*, Larousse, 2009, 207 p. Ce livre relate l'enlèvement rocambolesque du cercueil de Pétain en 1973 par des nostalgiques d'extrême droite commandités par Jean-Louis Tixier-Vignancour (une émission de TV le 26 novembre 2012).

le 14 juillet :

- en 1945 il est (cf. dates) particulièrement célébré : messe à la cathédrale de Marseille, veillée « aux morts pour la liberté » à Paris à l'Arc-de-Triomphe, des services religieux à la mémoire des morts de la 1^{ère} armée fr. le 16
- de nos jours une « messe consulaire » à Sainte-Anne de Jérusalem, domaine national français depuis la guerre de Crimée

le 18 juin a posé un véritable problème :

- il est célébré dès le temps de la guerre, à Londres puis Alger ; mais en 1945 problème de la place des résistants, finalement assez discrète >>> grand défilé militaire sur les Champs-Élysées, en présence de Mohammed V, sur le modèle de celui du 14 juillet 1919, et symbolisant l'unité de la Nation
- 18 juin 1946 : de Gaulle « boude »
- de 1947 à 1958 : deux cérémonies distinctes :
 - * à l'Arc de Triomphe, en présence du gouvernement et des corps constitués
 - * au Mont Valérien : de Gaulle et les Compagnons de la Libération, un ordre créé le 16 novembre 1940 (1 038 titulaires) ¹.
 - * une division donc, avec violent affrontement en 1949 : de Gaulle inaugure, en plus, l'avenue du général Leclerc, et les communistes font une « contre-manifestation » au carrefour d'Alésia, au cri de « De Gaulle assassin ! Nous défendrons la République ! »
 - * En 1957 le président du Conseil, Maurice Bourgès-Maunoury, est Compagnon >>> de Gaulle lui fait comprendre qu'il ne doit pas venir au Mont Valérien
- le retour au pouvoir de De Gaulle change tout :
 - * demande officielle d'un maximum d'éclat pour le 18 juin 1959, adressée à tous les préfets
 - * 18 juin 1960 : inauguration de la Croix de Lorraine du Mont Valérien
 - * mais en province des associations d'AC, généralement proches du PC, refusent de participer aux cérémonies ; en 1968 des 18 juin parodiques par des étudiants
 - * et en 1969 et 1970, absence de De Gaulle ; en 1980 les gaullistes orthodoxes forcent VGE à ne pas venir décorer Geoffroy de Courcel, l'ancien aide de camp de De Gaulle
 - * paradoxalement, c'est sous Mitterrand I (cf. biographie dans le dossier biographique) que se produit l'apaisement et Mitterrand II, en 1990, inaugure sous l'Arc la plaque reproduisant le texte de l'Appel ²

on peut ajouter qq symboles iconographiques :

- timbres-poste :
 - * la Marianne de Dulac, fabriquée à Londres (!), avec de très belles couleurs
 - * la pauvre série d'Alger : Marianne de Fernez, coq et croix de Lorraine

¹ 23 survivants au 11 novembre 2012. Une loi de 1999 a prévu le passage de la gestion de l'ordre au Conseil national des cinq communes membres de l'ordre (île de Sein, Paris, Grenoble, Vassieux-en-Vercors et Nantes) au 16 novembre 2012.

² Au même moment, des milliers de plaques du même type sont apposées partout en France, tandis que se multiplient le nombre de rues et de places baptisées en souvenir du 18 juin

* la série métropolitaine de la Libération : écu, croix de Lorraine et chaînes brisées ; reprise de la Cérés de 1848 et 1870 (!) ; Arc de Triomphe

* la Marianne de Gandon, très « quaranthuierde », très belle, ½ bonnet phrygien- ½ cheveux

* en 1945, trois timbres sur la libération de l'Alsace-Lorraine

b) La question des mémoires

La date de commémoration de la Seconde Guerre mondiale est elle-même problématique. Le 11 novembre est choisi dès 1945 pour commémorer les morts des deux guerres, ce qui permet d'effacer la spécificité idéologique du second conflit. Le 8 mai, date anniversaire de la capitulation allemande, est décrété fête nationale en 1946, mais son histoire est chaotique : férié seulement de 1953 à 1959, il n'est même plus célébré à partir de 1975 par souci d'esprit européen. C'est la gauche au pouvoir qui, en 1981, rétablit le 8 mai commémoré et férié. En fait, la mémoire officielle ne parvient pas à imposer la vision œcuménique d'un peuple français soudé dans la résistance pendant l'Occupation. Dès 1944-1945, la mémoire nationale est polarisée par deux mémoires concurrentes, celle du gaullisme et celle du communisme.

La mémoire gaulliste est centrée sur l'homme du 18 juin et privilégie les souvenirs de la France libre : l'histoire du pays, à lire les *Mémoires de guerre* (1954-1958), s'est exclusivement écrite à Londres et à Alger...

La mémoire communiste met davantage l'accent sur la résistance intérieure présentée comme un phénomène patriotique de masse dans l'esprit révolutionnaire de l'an II et de la Commune. Gommant la période 1939-1941, le PCF se présente, non sans exagération, comme le “ parti des 75 000 fusillés ” et sacre son secrétaire général, Maurice Thorez (cf. biographie dans le dossier biographique) — pourtant en URSS de 1939 à 1944 —, “ premier des francs-tireurs et partisans français ” (au X^e Congrès de juin 1945). Les communistes célèbrent leurs héros militants, comme Georges Politzer, fusillé au mont Valérien en 1942, ou Danielle Casanova, morte en déportation en 1943.

Ces deux mémoires dominantes se heurtent à des difficultés dans les années 1950 : la mémoire du gaullisme, parce qu'elle est identifiée à la menace du RPF par les partisans de la IV^e République ; celle du communisme, parce qu'elle est troublée par les exclusions dont sont victimes des résistants prestigieux (tels Charles Tillon ou Georges Guingouin, le “ Tito limousin ”).

La prédominance de ces deux mémoires a pour conséquence la marginalisation des autres mémoires. Les anciens prisonniers de guerre (deux millions environ en 1940, dont la moitié ont été captifs en Allemagne durant cinq ans) ne parviennent pas à obtenir une véritable reconnaissance collective, malgré leur puissante association créée en 1945, la Fédération nationale des prisonniers de guerre (FNPG) qui regroupe plus d'un demi-million d'adhérents à la fin des années 1950. Une autre mémoire oubliée est celle des “ STO ”

(environ 650 000 personnes) qui réclament en vain d'être reconnus comme des " déportés du travail " .

La mémoire des survivants des camps est également éclipsée : ce n'est qu'en 1954 qu'est instituée la Journée nationale de la déportation, célébrée chaque dernier dimanche d'avril. Comme l'écrit l'historien Robert Frank, " les survivants des camps ont vécu après la guerre une vive tension entre la rage de transmettre et l'impuissance à communiquer " .

Bouleversée sur le moment par le retour des déportés, l'opinion n'est pas prête à recevoir les premiers grands témoignages sur la barbarie nazie, comme *L'Univers concentrationnaire* (1946) et *Les Jours de notre mort* (1947) de David Rousset ou *L'Espèce humaine* (1947) de Robert Antelme. La spécificité du génocide juif (près du quart de la population juive vivant en France a été exterminé) est occultée : le symbole de l'horreur à cette époque n'est pas Auschwitz mais Buchenwald, et, jusqu'à la fin des années 1960, le souvenir des atrocités nazies s'incarne au mont Valérien (où quelque 4 000 résistants ont été fusillés) ou à Oradour-sur-Glane (où 642 villageois ont été abattus ou brûlés vifs le 10 juin 1944 par la division SS " Das Reich "), et non au Vélodrome d'Hiver qui est d'ailleurs détruit. Le refus de faire des distinctions entre les victimes des nazis est largement partagé dans l'opinion d'après-guerre, y compris au sein de la communauté juive elle-même, qui éprouve, par réaction aux persécutions antisémites, un besoin d'intégration dans la société.

10°) Un « pacte autobiographique » ?, témoignages et littérature

a) Sartre et ses carnets ¹

refus de la PMS (cf. biographie dans le dossier biographique), service militaire en 1929-1931 dans la météo au fort de Saint-Cyr (son sergent instructeur est... Raymond Aron) puis près de Tours

mobilisé en septembre 1939, « drôle de guerre » en Alsace

prisonnier le 21 juin 1940, libéré en mars 1941, nommé à Condorcet en remplacement d'un professeur juif ²

dans ses carnets, un Sartre « en représentation », notamment aux yeux de Simone de Beauvoir, « Castor » à qui les carnets sont dédiés

une description du « monde de la guerre » (expression qui revient souvent), de la drôle de guerre (la « guerre fantôme »). Implicitement : un niveau culturel moyen supérieur à celui de l'infanterie de 14-18.

la vie du troupié : « vêtements, vivres, coucher », « perte totale de toute dignité humaine », l'ennui, bizarreries des uns et des autres, problèmes de santé, la venue des

¹ J.-P.Sartre, *Carnets de la drôle de guerre. Septembre 1939-Mars 1940*, Gallimard, 1983, réédition plus complète, 1995, 673 p.

² P.Albertini, « Les juifs du lycée Condorcet dans la tourmente », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 81-100

femmes (dont le « Castor »), rancœur contre les « affectés spéciaux », autres problèmes de moral, l'être et le néant (roman auquel il travaille !)

ce qui est noté comme absent : le général en chef, Gamelin (« Je n'ai jamais entendu parler de Gamelin ici. »)

b) La route des Flandres de Claude Simon (1960)¹

Né en 1913, il perd son père, officier de l'armée coloniale, dès 1914. Il est mobilisé en 1939-1940 dans le 31^e régiment de dragons (basé à Lunéville), il se bat dans les Flandres belges, est fait prisonnier et s'évade. *La route des Flandres* est son 3^e roman², avec une continuité vis-à-vis des deux précédents, mais recul de l'autobiographie de l'un à l'autre. À été au programme de l'agrégation de Lettres modernes puis à celui de la BEL (français) il y a deux années. C.S., qui a signé le Manifeste des 121, est mort en 2005.

Témoignage sur l'expérience de la guerre en 1940, mais avec une nette « distance », une large part de reconstitution a posteriori, dans le contexte de la République gaullienne (cf. le mot de sniper, inusité en 1940) ; nuance amère au portrait lénifiant du KG donné dans les souvenirs publiés dans les années 50 et au début des années 60 :

« On m'a en effet envoyé en Belgique, monté sur un cheval, armé d'un mousqueton et d'un sabre, à la rencontre en rase campagne des blindés et des avions allemands. L'affaire n'a pas traîné. Tout a volé en éclats [...] : en sept jours (entre le 10 et le 17 mai 1940), il n'est plus resté de mon régiment que quelques débris éparpillés dans la nature. Le général qui commandait la brigade s'est suicidé. Il n'y avait plus en tout et pour tout que deux cavaliers dont moi et un officier auprès de notre colonel lorsqu'il a été tué à bout pourtant par un sniper. Le lendemain j'ai été fait prisonnier. Faim, poux, dénuement et travail forcé. J'ai passé cinq mois au fond de la Saxe à faire du terrassement pour la pose d'un canalisation d'égout. Puis je me suis évadé. Tout cela est assez intéressant si on a la chance d'en sortir indemne. » (interview citée dans le livre collectif cité)

de toutes façons, toujours un refus de l'histoire en tant que science (notamment les liens de causalité) chez C.S. et l'idée maîtresse que le roman « reflète », mais en substituant un ordre au désordre des « choses », au « désastre », et sur le long terme : des personnages reviennent d'un roman à l'autre

La Route des Flandres est tentative de reconstruction du passé :

- mais avec des récits secondaires et parallèles
- et avec un personnage (Blum) qui jette systématiquement le doute sur ce que dit un autre personnage (Georges)
- la réalité de la fiction se défait au fur et à mesure : qu'a réellement vu tel personnage ? telle scène n'a-t-elle pas été rêvée ?

¹ D'après l'ouvrage collectif, *La route des Flandres de Claude Simon*, Ellipses, 1997, 174 p., et le cours de M. Terrien, fort documenté.

² Après *Le Tricheur* et *La Corde raide*.

- et les mots peuvent-ils capter le réel ? ils ne peuvent que conjurer le passé
- toutefois C.S. fait deux types de croquis préparatoires (il a d'abord été peintre...) :
- * des schémas de l'œuvre (trèfle, coupe géologique...)
- * des croquis topographiques très précis de certaines scènes
- toutefois ce n'est que dans des interviews ou des articles, hors du roman donc, que C.S. donne la véritable histoire (très précise) du 31^e Dragons en mai-juin 1940

la gestion des « images-mères » :

- *La route des Flandres* naît d'une image-mère, celle de son colonel abattu « par un parachutiste allemand embusqué derrière une haie » (interview citée dans le livre collectif cité)
- est conforme au « pacte autobiographique » de Philippe Lejeune ¹
- chaos, fragmentation, décomposition ², grand nombre de séquences, de « flashes » du souvenir, avec évocation d'images très précises, comme un fragment de haie, les images permettant de « composer » le roman, avec un véritable « bricolage », comme pour « les vieux films usés » (C.S.)
- >>>> le texte du roman lui-même évoque sa propre gestation, compliquée, difficile

d'autres romans de C.S. évoquent la guerre :

- *L'Herbe* est la suite de *La Route des Flandres* et évoque le « retour de guerre »
- *Le Palace* raconte sa guerre d'Espagne
- dans *L'histoire* et *La Bataille de Pharsale*, aux titres provocateurs, C.S. rend compte de l'afflux des souvenirs chez le narrateur
- dans *Les Géorgiques* (1981), un général fait la guerre d'Espagne (du 1^{er} Empire)

c) Jean Guéhenno et son journal ³

J.Guéhenno, prof. de khâgne à LLG (réfugié à Clermont-Ferrand pendant la drôle de guerre), J.G. rétrogradé par Vichy (voir plus haut)

a entendu l'appel du 18 juin ; tout de suite le bruit court qu'il organise un « Comité de rébellion contre le gouvernement » >>> ressent douloureusement la douleur de ne plus pouvoir parler sincèrement, devant ses voisins, ses collègues, et devant ses élèves des notations sur la guerre, évidemment, mais elles ne représentent pas la majorité du contenu

importance des vacances d'été 1940, du retour à Paris en septembre 1940 : JG remplace un collègue PG à H IV, où il est déçu par les khâgneux qui ne pensent qu'à leur concours !! Mais il revoit quelques anciens de LLG et l'année suivante il réintègre LLG... Toutefois il est

¹ Ph.Lejeune, *Le Pacte autobiographique*, Seuil, 1975, réédition, Armand Colin, 2011.

² Toute une contribution de l'ouvrage collectif en note plus haut est consacrée à « l'obsession de la décomposition et du pourrissement » !

³ J.Guéhenno, *Journal des années noires*, 1947, nombreuses rééditions, la dernière, du vivant de J.G. : Gallimard, 1973, 441 p.

déçu par certains de ses khâgneux de LLG en 1942-1943¹

il écoute la radio anglaise, a du mal à travailler, assiste au 11 novembre 1940 à l'Étoile, est déçu par l'attitude de la « république des lettres » (la NRF, Déat, Valéry, Montherlant², Drieu, etc.), l'intellectuel qu'il est critique la langue allemande de Hitler (!), les conférences faites à Vichy, la vie mondaine de l'Occupation

des pages très belles sur les écrivains du XVIIIe siècle, sur l'enseignement, sur certains anciens élèves... ; des critiques de l'École des *Annales*

Des pages au vitriol sur Hitler, Pétain, Brasillach, Pucheu³

il est suspecté par l'administration dès octobre 1941

11°) Fiche de lecture de P.Laborie, *L'opinion française sous Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1990, 410 p., réédition sous le titre *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, coll. "Points", 2001, 406 p., par Chrystel OLOUKOI
N.B. : rp = républicain

Première partie : La crise d'identité nationale, sources, méthodes, problèmes1. Sources et idéologies

Intérêt capital du gisement que représentent les interceptions postales, téléphoniques et télégraphiques. De 1940 à 1944, des services, discrètement baptisés « contrôles techniques », recueillent des indices sur l'état d'esprit des Français en violant le secret des correspondances et des conversations privées.

2. Opinions et représentations

Mythes puissants qui agissent sur les représentations collectives. Nécessité de prendre en compte le poids de l'irrationnel : effets de distorsion, de cécité, puissance des stéréotypes dans les jugements réciproques des Français sur eux-mêmes.

Quelques facteurs caractéristiques du mode de construction des représentations :

- les effets réducteurs : simplifications, amalgames, stéréotypes >> manipulations, propagandes
- les effets des couples repousseurs ou des couples antagonistes : représentations fonctionnent couramment par attitude négative de rejet selon des articulations binaires, oppositions manichéennes >> progrès social contre intérêt national en 1938 ; le bon maréchal face à l'âme

¹ 12 janvier 1943 : « Je me garderai de généraliser ; et j'espère que ts les jeunes gens français ne ressemblent pas à quelques-uns de ceux que je rencontre à LLG. Une classe de khâgne fut toujours peuplée de jeunes intellectuels hypercritiques, et c'est un mauvais milieu pour la foi et l'énergie. Jamais pourtant je n'avais senti devant moi pareille mollesse et pareille inertie. Quelques-uns mis à part, ts suivent l'événement avec la plus effroyable indifférence. L'intelligence de ce pays est profondément malade. Est-ce l'influence de quelques maîtres comédiens : Gide, Giono, Montherlant ? »

² Avec une surprise amusée je retrouve dans les quelques lignes écrites sur Montherlant la stupide vanité de cette victime d'un canular que nous avons fait en khâgne !

³ Dont la carrière motive cette longue notation du 9 novembre 1941 : « C'est mon métier de faire des normaliens. C'est une espèce que je connais assez bien. Et je ne pense pas qu'il y ait nulle part en France rassemblement de jeunes gens plus dévoués à la beauté, à la vérité, à toutes les valeurs idéales, qu'à l'École normale ou dans une classe de préparation à l'École normale, une khâgne. Mais nulle part non plus sans doute on ne peut aussi nettement voir quelle mauvaise puissance peut être celle de la culture, quel ignoble outil peut être le *logos*. Un assez grand nombre de ces khâgneux et de ces normaliens font de brillantes carrières dans la société française. Et quelques-uns sans jamais trahir leur première vocation. Mais quelques autres comptent parmi les plus notoires aventuriers des affaires, de la politique et du journalisme. [...] La pratique du *logos* rend apte à tout, au service du mensonge aussi bien que de la vérité. »

- noire de Laval etc.
- effets d'inertie, de normalisation, de refuge, d'intégration, de fusion : vlté permanente mais non consciente d'identification au groupe >> rôle sensible dans les situations de crise où ils produisent par opposition binaire, des effets inversés, comme l'exclusion
 - les effets de miroir : représentations s'organisent en fonction d'une image supposée de « l'autre »
 - les effets d'anticipation : avenir conçu comme prédéterminé à partir de ce qui est vu et compris du présent >> perceptions de la guerre civile espagnole et la lecture du futur qu'elles suggèrent pour les Français en 1936 et 1937.

Hierarchie des préoccupations → explique, sans justifier, l'attitude générale d'indifférence à l'égard du sort des Juifs en 1940 et 1941.

3. La crise d'identité nationale

Années qui précèdent l'effondrement de juin 1940 → altération du sentiment national, désintégration du tissu national.

• Fragilité du référent commun

Crise de la nation = reflet d'une grave crise de la conscience collective, ou encore de la « moralité collective » selon les termes de Marc Bloch, *l'Étrange Défaite*.

République elle-même en crise → scandales, dysfonctionnements du régime parlementaire. Contestée à la fois dans les rangs de la gauche à travers la dénonciation d'un ordre social qu'elle contribuerait à figer, et dans les rangs de l'extrême-droite où elle est haïe au point parfois que certains souhaitent la négation même de la nation. Dans *Une saison gâtée, Journal de la guerre et de l'occupation*, Charles Rist dépeint l'obsession de ces milieux : « Périssent la France pourvu que la République meure aussi ». Marc Bloch de son côté évoque ceux qui ont accepté trop tôt le désastre « parce qu'ils lui trouvaient ces atroces consolations : écraser sous les ruines de la France un régime honni ».

• Divisions et confusions

C'est moins en fonction de l'intérêt de la nation que de leur possibilité de récupération, comme arguments de poids dans les affrontements intérieurs, que les problèmes extérieurs sont jugés. Confusion participe du repli vers les stéréotypes et la dérive vers des comportements irrationnels. Raymond Aron avoue avoir lui aussi à ces moments-là désespéré de la nation : « Il m'est arrivé par instants de penser, peut-être de dire tout haut : s'il faut un régime autoritaire pour sauver la France, soit, acceptons-le, tout en le détestant. » Au début de 1940 face à une nouvelle dégradation de la situation, André Gide voit les esprits « s'acheminer peu à peu à l'idée d'une nouvelle dictature » (*Journal, 1939-1949*).

Incapacité du pays à apporter des réponses nettes à des questions primordiales pour son avenir : qui sont les ennemis ? Ceux du dedans ou du dehors ? Où se situe le danger prioritaire ?

• Deux grandes interrogations

En premier lieu, interrogation sur la réalité du consensus dans la France de 1939 : suffit-il de faire observer, à travers la popularité dont il bénéficie, l'adhésion de l'opinion à l'œuvre de redressement d'Edouard Daladier, et à la vlté de faire face qui lui est prêtée, pour admettre que le pays était moralement préparé et que tout avait été fait pour ressouder le tissu national, peu de temps auparavant profondément déchiré ?

En second lieu, interrogation sur les rapports éventuels entre les effets de la crise dans la sensibilité collective et la nature des réactions de l'opinion face à Vichy. Dans quelle mesure la paralysie du plus grand nombre face au sentiment de déclin ou les révoltes qu'il provoque chez quelques autres peuvent-elles éclairer les choix de 1940 ?

Deuxième partie : Vichy avant Vichy ? Dérives et engrenages

Introduction

Effondrement de juin 1940 = traumatisme. « Quiconque ne fait pas l'effort nécessaire pour comprendre aujourd'hui ce qu'a pu être cette humiliation risque de ne jamais sentir ce qu'a pu être l'origine de la Résistance, c'est-à-dire un mouvement élémentaire de dégoût et de refus... » Jean Touchard, à propos de la liquéfaction de l'opinion en juin 1940, dans *La Gauche en France depuis 1900*.

1. Les constats : un climat de confusion, des images floues et ambiguës

• Trouble et désarroi

Confusion des esprits = symptôme caractéristique de la crise d'identité nationale. Disparition/friabilité des références idéologiques et des symboles traditionnels d'identité accroissent l'impression d'insécurité dans la sensibilité collective. Renforce tentations au repli, à la résignation, réflexes d'exclusion et autres dérèglements propres à la montée de l'irrationalité.

Clivages politiques qui émergent à partir de l'automne 1938, tant dans l'ensemble de l'opinion qu'au sein des partis et des syndicats, ne passent plus par les frontières habituelles des familles politiques traditionnelles. Sourds règlements de comptes entre socialistes et communistes.

La dégénérescence des symboles. Chassés croisés de 1936 entre drapeaux rouges et tricolores, Internationale et Marseillaise, mise en veilleuse de l'Avant-Garde des Faucons rouges, ou encore la vlté de ne pas laisser à la droite le monopole de Jeanne d'Arc, « fille du peuple », montrent bien que les enjeux sont connus et ressentis comme tels.

Célébration du 150^e anniversaire de 1789 va dans ce même sens de dégénérescence des symboles. Jean Zay, chargé de la responsabilité de la commémoration, indique les difficultés rencontrées dans *Souvenirs et Solitude*, 1987. Le 14 juillet 1939, dans un Paris noyé sous une pluie diluvienne, le souffle révolutionnaire se fait léger. Il est ramené à l'abstraction de quelques grands principes, et réduit aux proportions du message radical-socialiste du moment, celui de la démocratie rurale et des autorités constituées, pour reprendre les expressions utilisées par Edouard Herriot. « La France fête le 150^e anniversaire de la Révolution. Mais tout se passe comme si elle avait un peu honte. » écrit Jean Guéhenno en juillet 1939.

L'école et la crise de la nation. Automne 1934 → violente polémique contre « l'école rouge », accusée de préparer la guerre civile et de corrompre le cerveau des enfants.

• Contradictions et ambiguïtés du pacifisme

Très grande diversité d'attitudes dont le seul point commun est une profonde aspiration à la paix. Le pacifisme n'est pas uniforme. Intense désir de paix imprègne incontestablement l'opinion française dans l'entre-deux-guerres ; refus viscéral de la guerre ; sentiment puissant, largement majoritaire dans le pays, enraciné dans des convictions profondes où la part d'idéalisme reste forte. Véritable mystique de la paix, croient à la nécessité d'inculquer la haine de la guerre aux enfants.

→ Mémoire collective joue un rôle déterminant dans la puissance de cette lame de fond pacifiste : « L'horreur de la guerre anime les hommes de ma génération. Ils ont eu vingt ans dans les tranchées », écrit le journaliste Robert Lazurick (quotidien *La Justice*, 15 mars 1939). Même si +1/5 ont déjà disparu en 1938, les survivants du conflit représentent environ 40% de la population masculine, soit 2/5 hommes. Il faudrait ajouter pour apprécier convenablement le poids de cette empreinte directe et concrète, les 2 millions de « victimes de guerre ». Silhouettes noires des femmes, images parfois insupportables des mutilés, célébrations du 11 novembre, puissantes associations d'anciens combattants, multiples mouvements et organisations de toutes origines, formidables succès de librairie¹, cinéma², valeurs diffusées par l'école >>> tout entretien et réactive la sensibilité au souvenir de 14-18.

¹ *Le Feu*, H. Barbusse ; *Les Croix de Bois*, R. Dorgelès ; L-F. Céline, *Voyage au bout de la nuit* etc.

² *La Grande Illusion* de Jean Renoir (1937) et *J'accuse* d'Abel Glance (sorti en mars 1919 et repris en 1922)

Si l'on cherche un point de consensus dans une France déchirée par ses antagonismes, on peut le trouver dans ce pacifisme foncier, largement partagé ; mais fragilité d'un tel consensus. La référence à la paix correspond en effet à des motivations et à des finalités très diverses. Pacifisme multiforme. Non seulement les aspirations pacifistes ne coïncident pas avec les frontières des grands courants politiques, mais elles établissent elles-mêmes d'autres clivages qui les traversent et les transcendent. Pacifisme = un des crédos du socialisme français. Mauvaise conscience liée au souvenir de l'Union Sacrée. Parti va se déchirer sur le problème de la paix, même si, au prix de l'équivoque, la « religion de l'unité » conduit les responsables à sauver les apparences. Evolution amorcée par Léon Blum lors du Congrès de Royan : accepter le risque de la guerre pour éviter la guerre (7 juin 1938), se heurte aux résistances du puissant courant traditionnel animé par un anticommunisme primaire profondément ancré.

Contradictions et incohérences encore plus graves dans les groupes minoritaires des « pacifistes révolutionnaires ». Deux grandes attitudes se détachent :

- la première rejoint le champ très ouvert du pacifisme intégral, dans la ligne politique de Félicien Challaye, qui préfère, à tout prendre, l'occupation étrangère à la guerre, et croit même face à Hitler aux vertus de la paix désarmée.
- la deuxième grande tendance est celle du « défaitisme révolutionnaire » qui préconise de transformer la guerre extérieure en guerre civile et en « révolution ouvrière internationale » pour permettre au prolétariat de prendre le pouvoir.

Parti communiste : sa fidélité à la ligne antifasciste reste constante jusqu'au virage de septembre 1939. Forme un bloc sans fissure, mais isolé, tant à l'intérieur de la gauche que dans l'ensemble de l'opinion. Anticommunisme puissant.

Ailleurs, dans la droite conservatrice ou extrême, mais venant largement déborder sur l'espace traditionnel de la gauche, un pacifisme détourné sert d'arme absolue à la dénonciation et à la lutte contre le complot international d'origine soviétique. Collusion entre anticommunisme et antisémitisme à cette période¹.

► En dépit d'un accord de façade, de convictions profondément ressenties et largement partagées dans le pays, le pacifisme n'assure aucune fonction réelle de cohésion dans l'opinion à la fin des 30's. Paralysée par l'horreur de la guerre et le dogme de la *der des der* ou du *plus jamais ça*, la nation, saignée à blanc, est anesthésiée par la peur obsessionnelle d'un risque de nouveau conflit.

2. Une situation d'anomie : aveuglements et dérèglements

• Ambivalence et nouvelles ambiguïtés

A partir de l'automne 1938 et tout au long de la dernière année de paix → Daladier bénéficie d'une autorité reconnue et d'une grande popularité. Mais on ne peut y voir l'expression manifeste d'une communauté nationale ressoudée autour d'objectifs clairement perçus. Ambiguïté du projet politique de Daladier et de son image d'homme d'Etat. Nombreuses ambivalences :

- ambivalence entre la vlté proclamée de redressement moral et les références appuyées à l'héritage républicain, ces dernières étant mises au service du premier. Or, le renouveau de la spiritualité, l'insistance sur les notions de devoir, de discipline, d'ordre, d'effort, le rôle majeur de la famille témoignent au moins en partie d'une remise en question de l'individualisme, du principe de l'affirmation des droits, des valeurs libérales issues des Lumières et de la RF. → Sur ce point, le passage au discours pétainiste sera pour l'opinion moins brutal qu'on ne veut le laisser croire.

¹ Cf. S. Berstein et J-J Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, p.320-328 : « L'acte d'accusation du judéo-communisme est alors dressé, de manière implicite, comme honteuse, par une partie de l'opinion républicaine traditionnelle, de manière d'autant plus franche et ouverte par l'extrême-droite, qu'elle sait qu'une bonne partie des Français est désormais prête à accueillir ses arguments » (p.323-324).

- ambivalence autour du non-dit sur le déclin : à vouloir convaincre avec une telle insistance de la nécessité primordiale d'une remise en ordre en profondeur, il a fait inévitablement apparaître, en négatif, l'idée d'une décadence de la nation

L'ambivalence qui sous-tend le projet politique imprègne aussi la sensibilité collective, partagée entre espoir et inquiétude, poids de la peur et certaine insouciance résultant d'un excès de confiance → la « maginite » et tout ce qui s'appuie sur l'exploitation du mythe de l'invincibilité de la ligne Maginot. Dans une certaine mesure, l'alliage subtil qui imprègne majoritairement l'esprit des anciens combattants, « ce double et profond attachement à la patrie et à la paix », selon l'expression d'A. Prost, relève de ce sentiment ambiant d'ambivalence.

Concernant le cinéma, les images de la guerre d'Espagne habituelles en 1936/7 se font rare par la suite, tout comme celles de l'armée allemande. Thème de la défense régulièrement abordé, mais « sans que soit jamais désigné l'ennemi »¹. Dans l'ensemble, discours qui se veut rassurant : glorification de l'armée, de sa force, de sa puissance défensive, reportages sur la haute-technicité de la ligne Maginot et des usines d'aviation etc., évocations de la fidélité de l'Empire colonial, de la solidité de l'alliance anglaise et des anciens combattants. C'est le même type de message que l'on retrouve dans les deux films officiels : *Unité française*² et *Somme-nous défendus ?* qui reçoivent deux des grands prix du Cinéma français le 7 juillet 1939.

Le cinéma de fiction en revanche, reflète plutôt l'autre versant de cette confiance imperturbable, celui des ombres. *Quai des brumes*, de Marcel Carné, récompensé en même temps que les deux films précédents en dit beaucoup sur la fragilité et l'instabilité du moral des Français, sur les multiples reflets d'une ambiguïté omniprésente dans leurs préoccupations.

• *Les dérives vers l'irrationnel*

Dès 1895, G. Le Bon dans *Psychologie des foules*, relevait les trois principes qui permettaient d'incruster les idées « dans les régions profondes de l'inconscient où s'élaborent les motifs de nos actions » :

- l'affirmation dégagée de toute preuve et de tout raisonnement
- la répétition
- la contagion >>> les idées, les émotions, les croyances « possèdent un pouvoir contagieux aussi intense que celui des microbes »

L'idée de déclin est soit ouvertement et pesamment affirmée par un large courant réactionnaire où les droites extrêmes donnent le ton, soit discrètement suggérée par l'image ambivalente d'une politique fondée sur la nécessité de la remise en ordre du pays.

Ralph Schor, thèse sur *L'Opinion fr. et les Etrangers en Fr. de 1919 à 1939* → importance du phénomène xénophobe dans la France des 30's. Aggravation à partir de 1937, en particulier à la suite d'une série d'attentats politiques qui exaspèrent l'opinion. Deux éléments essentiels :

- forte assise du phénomène qui ne se limite pas aux milieux proches de la droite
- et, contrairement à ce qui est parfois avancé, la phase d'explosion est antérieure à l'arrivée massive des rp espagnols, même si, l'aspect spectaculaire du déferlement laisse des traces. Cf. J. Giraudoux qui note en 1939 : « Entre chez nous qui veut. Notre terre est devenue terre d'invasion ». (*Pleins pouvoirs*)

Parallèlement/Complémentaire, à partir d'avril 1938 et du retour de Daladier aux affaires, toute une série de circulaires officielles, nt du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut, indiquent clairement de la part des autorités, une vlté de surveillance, de contrôle et de répression à l'égard des étrangers. Décret du 12 novembre 1938 autorise l'internement préventif des « indésirables » dans des centres

¹ J-P. Jeancolas, *15 Ans d'années trente. Le cinéma des Français, 1929-1944*

² Réalisé à partir d'un voyage de Daladier en Corse, Tunisie et Algérie du 2 au 6 janvier 1939, on peut y entendre : « Ce pays pacifique et tranquille, parce qu'il est sûr de sa force, parce qu'il a la certitude de sa force, est en mesure de faire face à toutes les attaques et à tous les défis ». Dialogues de la même veine dans *Somme-nous défendus ?* où se mêlent scénario de fiction et documents sur la puissance militaire du pays.

spéciaux pour des motifs de sécurité = « une véritable loi des suspects »¹.

Alors que dans les deux premières années de la guerre civile on clame haut et fort à Toulouse que l'Espagnol n'est pas un étranger, on assiste en 1939 sous l'effet du « mascaret humain » (expression de Sarraut), de la ruée des hordes humaines et du contexte événementiel à un glissement radical de l'opinion. Le réfugié devient l'étranger, on passe du rp à l'indésirable. Dominique Schnapper, *La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France* : « Il a suffi de quelques mois pour que l'hostilité et le mépris succèdent à l'émotion. » → Lettres anonymes ou associations dénoncent les comportements d'étrangers, espagnols surtout. Cela peut aller de la vie privée de la veuve d'un rp fusillé, dont les visiteurs passent « même la nuit chez elle »², jusqu'à une demande de licenciement exigé par le Comité de vigilance et d'action des anciens combattants de la Haute-Garonne : « A l'heure où les Français se font tuer pour défendre la patrie, les Anciens Combattants ne sauraient admettre que des étrangers jouissent, en toute quiétude, à l'arrière, de situations publiques. »³ La discrimination est voulue, exigée, ressentie comme la simple expression du bon sens. Cette représentation de l'étranger dont le rp espagnol devient un archétype, contient en germe les conduites qui vont se dégager après la défaite, sous Vichy.

Qu'il soit implicite ou larvé, selon l'expression de Serge Berstein, qu'il soit populaire ou de conviction idéologique, l'antisémitisme imprègne une grande partie de l'opinion française, à droite et à gauche, chez les catholiques, dans tous les milieux professionnels. Des comportements antisémites insidieux apparaissent aussi dans une partie des films produits à cette période, y compris dans les plus grands, comme *La Grande Illusion* qui n'évite pas quelques poncifs antisémites. Représentation antisémite banale repose à cette époque sur une double argumentation :

- celle tirée du fond traditionnel, stimulée par les conséquences de la crise économique : voit dans le Juif un financier aux méthodes déloyales, acharné au déclin des classes moyennes, qui cherche l'affaiblissement général du pays pour s'enrichir, et qui est partout, théorie du complot
- celle qui tient plus étroitement à la conjoncture et aux affrontements idéologiques : on soupçonne les Juifs, parfois on les accuse ouvertement, de vouloir précipiter la France dans la guerre contre l'Allemagne, pour défendre le sort de leurs coreligionnaires persécutés

• La désintégration du tissu social : La grève du 30 novembre 1938

= événement clé, révélateur des attitudes latentes d'une société en crise.

Après les grèves dans le Nord et la région parisienne, l'occupation des usines Renault, les heurts violents avec les gardes mobiles et les réactions vigoureuses du patronat⁴, c'est dans des conditions un peu précipitées et sur des objectifs en partie ambigus que l'ordre de la grève générale est lancé pour le 30 novembre. >>> Hostilité de la population à ces grèves qui jettent le désordre dans le pays, et créent un handicap redoutable au moment des négociations avec l'Allemagne. Les quotidiens reprennent l'argument de Daladier, dénonçant « une action de masse contre le gvt de la république » pour le « contraindre à capituler sous la menace » (*La Dépêche* de Toulouse).

Daladier veut en finir avec les pressions de l'opposition de gauche et le relais qu'elles trouvent dans le mvt syndical. Il se range donc au côté d'un patronat en mal de revanche et décidé à briser la CGT : le patronat était décidé à gagner sa « bataille de la Marne » (expression due à Simone Weil). Vlté d'en découdre avec le monde ouvrier et sa représentation syndicale est illustrée par la concentration du tir sur les 40 heures, à forte portée symbolique. Pour le monde ouvrier, il n'est pas question d'augmenter la durée du travail alors qu'il y a des chômeurs ; pas question de renier l'esprit du Front populaire en

¹ Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski : *Le sang de l'étranger*. Les immigrés de la MOI dans la Résistance. Fayard, Paris, 1989, 477 p

² AD HG 1960-64 = Archives de la Préfecture régionale de Toulouse et de la Haute-Garonne. Le correspondant ajoute qu'elle est réputée pour « ses idées communistes avancées » et conclut : « En bon Français, je fais mon devoir ».

³ La personne concernée est un Espagnol travaillant à la préfecture comme électricien. AD HG 1960-64, 17 octobre 1939.

⁴ 28 000 licenciés chez Renault, 3400 chez Farman à Boulogne

cedant sur une mesure indissociable de cette victoire historique sur le patronat. Echec de la grève du 30 nov. suivie d'une répression massive : 800 000 licenciements dans 15 grandes entreprises du secteur privé. Effets désastreux, et Jouhaux s'en inquiète publiquement : on n'a pas hésité, écrit-il, à risquer la dislocation du pays « pour satisfaire des rancunes », à mener une politique qui exclut les travailleurs de la collectivité nationale. « Contre la classe ouvrière on a créé une atmosphère de guerre civile [...] On ne peut pas traiter les travailleurs en ennemis et prétendre en même temps faire appel à eux » + Répression judiciaire (1731 poursuites, 806 peines de prison) qui comme le souligne Guy Bourdé, a un caractère infamant et une forte valeur symbolique → signifie à l'opinion publique que « l'appareil d'Etat est à nouveau dirigé contre le mvt ouvrier » (*La défaite du Front populaire*). Mvt ouvrier brisé, milliers de syndicats décapités qui disparaissent, effectifs s'écroulent (4millions en 1937, 1,5millions au début de 1939). Selon l'expression de René Belin, « s'en était fini du syndicalisme de masse ».

► Ce n'est donc ni la guerre, ni les retombées du pacte germano-soviétique, ni la défaite, ni Vichy, contrairement à ce qui est souvent avancé, qui déclenchent le mvt de dégradation du syndicalisme ouvrier ou qui en portent la responsabilité première. Ruptures profondes qui vont laisser des traces.

3. Les mécanismes : logiques et engrenages

Etude de 4 grandes logiques, qui viennent se renforcer les unes les autres : par exemple, l'inertie et l'immobilisme contribuent à renforcer la logique de l'aveuglement.

• La logique de l'immobilisme et du renoncement

Dans son expression majoritaire, la société française des 30's répugne au mouvement. Attitude manifeste dans la classe politique : clientélisme électoral, culture dominante toujours fortement imprégnée de ruralité. Reflète de façon inconsciente, une absence de dynamisme en relation avec l'évolution des structures démographiques >> phénomène indissociable de la saignée de la WW1. Problème des responsabilités d'une partie des milieux dirigeants, dont le Sénat, à travers son mode d'élection, pourrait être le symbole. La classe politique dans son ensemble est le reflet sociologique d'une France peu ouverte à la modernité. Justification de tous les attentismes, logiques de la résignation et du consentement à l'inévitable qui peut conduire jusqu'à l'esprit de soumission.

• Les logiques de l'aveuglement

Soulignée par de nombreux observateurs de la période (Rist, Chauvel, Aron etc.). Profonde ignorance des Français sur les pb du temps, grave méconnaissance des réalités internationales, et des nécessités de la sécurité extérieure. Ravages exercés par le pacifisme : « S'ils doivent mourir des bouleversements politiques de ces dernières années, la plupart de nos concitoyens auront du moins la consolation de les avoir méconnus » écrit Paul Marion.

A propos de Munich, R. Girault comme J-B Duroselle estiment que, même si l'on admet l'argument d'une politique d'apaisement imposée en 1938 par souci de réalisme, l'idée repose de toute façon sur une vision fautive de la nature profonde du nazisme. L'engrenage de l'aveuglement est tel que l'opinion en arrive à ne plus relever l'aspect dévoyé de certains comportements : par exemple ceux qui consistent à faire de l'Allemagne et de ses réactions éventuelles face aux initiatives de la France, une sorte d'arbitre de la situation intérieure du pays. Ne pas déplaire au chancelier, ne rien faire qui puisse heurter sa susceptibilité >>> forme de raisonnement courante chez les pacifistes de tous bords. La normalisation de cet état d'esprit = témoignage supplémentaire de la détérioration du sens national.

• Prismes réducteurs et myopie hexagonale

Trop souvent, la réalité n'est lue, analysée et interprétée que du seul point de vue national, à travers les vues déformantes d'un « prisme hexagonal » qui précède de peu « l'illusion gallocentrique » du royaume de Vichy (Michel Winock, *La Fièvre hexagonale*). « Le miroir espagnol » → La guerre d'Espagne n'est pas perçue et jugée comme un événement extérieur, mais intégrée aux luttes internes de la politique nationale.

La myopie hexagonale va avoir ses effets les plus sensibles dans la représentation que l'opinion se fait

de l'Allemagne. Giraudoux : « le problème français est un problème intérieur, non extérieur ». → L'obsession du débat français et l'exaspération des antagonismes vont perturber la hiérarchie des priorités dans les dangers entre Allemagne ou URSS, fascisme ou communisme, menace étrangère ou complot intérieur.

• *L'engrenage de la peur*

Omniprésente, multiforme : peur de la guerre, peur du complot révolutionnaire, peur du fascisme, peur de la guerre civile, peur du bolchevisme, peur sociale, peur de la foule, peur de la décadence, peur de l'évolution du monde, peur globale et irrationnelle de toutes les différences, de l'autre, du Juif, de l'étranger, parfois même de l'ouvrier... >>> La peur issue d'un état de crise, contribue en retour à l'amplifier.

Rumeur de septembre 1936 → psychose collective qui se développe au cours de l'automne à l'échelle du pays. Source = dossiers exceptionnellement complets de la région de Toulouse. Les choses commencent dans les régions du Midi par l'exploitation de rumeurs alarmistes dans la presse. Font état d'un plan de complot préparé par les communistes, sous l'autorité du « chef des soviets de Gérone et de Figueras ». Scénario prévu correspond au schéma type des actions menées en Espagne depuis juillet par les « rouges » (selon la vision qu'en a la droite conservatrice fr.) : prise d'otages, exécutions, installation au pouvoir par la terreur.

Ces rumeurs de complot communiste accréditées par la presse provoquent de véritables émotions populaires, des listes de noms de notables circulent, sans que la provenance en soit identifiée, et qui soi-disant élaborées par les communistes, donnent les noms de tous les futurs otages à exécuter. Dans plusieurs cantons, les familles qui se croient menacées achètent des armes et des munitions, les listes de victimes circulent partout, des familles effrayées demandent l'autorisation de se mettre en sécurité dans les casernes de gendarmerie. Verrous sont placés aux portes et fenêtres, les gens se barricadent et dorment avec leur fusil etc. Ce n'est que vers la fin du mois de décembre que la tension commence à baisser lentement dans les esprits.

La perception des autorités → les listes et les noms des victimes, soit le point nodal de l'affaire, sont bien l'arlésienne de la rumeur : « Personne ne peut se targuer d'avoir vu les listes d'otages » (Rapport du 18 octobre) >>> on ne les connaît que par ouï-dire, ou par l'intermédiaire de la presse, qui elle-même les connaît par ouï-dire. Schéma classique de la rumeur : « la nouvelle a circulé de bouche en bouche, dans les cafés, sur les marchés, déformée ou amplifiée ». Conclusion du commissaire : « On se trouve en présence d'une campagne méthodiquement organisée par des éléments de droite cherchant à troubler la petite bourgeoisie ». → Climat de peur éclaire les événements de l'automne 1938 et la dureté de la répression.

L'Espagne rouge → son image et tous les stéréotypes qui s'y rattachent sont indissociables du développement de la peur dans la sensibilité collective, et y tiennent souvent lieu d'explication.

L'Espagne rend la France malade de la peur.

Premier bilan : la France en pente douce

Janine Bourdin souligne une donnée essentielle qui explique le ralliement à l'unité mythique incarnée par Vichy : « On cherche en vain dans la France de 1939, ce qui pourrait être le ferment d'une véritable Union Sacrée » (*La France et les Français en 1938-1939*). Le calme d'une mobilisation effectuée sans problèmes et la faible proportion d'insoumis ne doivent pas faire illusion. L'état d'esprit dominant est moins celui d'une nation consolidée par l'épreuve, resserrée et à nouveau réunie dans sa détermination à en finir avec une situation intolérable, que celui d'un peuple prêt à s'acquitter de son devoir. Images des actualités cinématographiques >>> pas de manifestations d'enthousiasme, citoyens disciplinés qui partent faire leur devoir ; Ni héroïsme grandiose, ni protestation, mais moins encore de défaitisme. >>> Aucune fatalité ne condamnait le pays à la certitude d'une déroute, les Français étaient prêts à se battre. Mais, la drôle de guerre, avec sa situation de « belligérance sans vraie bataille » (René Girault) réinstalle la nation dans le sens de la ligne de pente et achève de tout compromettre.

Troisième partie : Les représentations dominantes et le mouvement de l'opinion, 1940- 1944

1. Septembre 1939 – Juin 1940 : régression et enlèvement

• Les logiques de la drôle de guerre

Trois grands types d'effets :

- une nouvelle plongée dans la confusion
- le développement pernicieux d'une logique déprimante de l'attente et de l'inaction qui refait émerger une sensibilité de crise
- un climat psychologique débilisant de « Sparte molle », aggravé par une énorme entreprise de désinformation

Ambiguïtés, indécisions qui jettent à nouveau le discrédit sur le régime parlementaire. Gide constate que l'idée de la solution autoritaire progresse dans l'opinion : « l'on voit les esprits les plus sains s'y acheminer peu à peu ».

Bourrage de crânes >>> mépris avec lequel les Français sont traités pendant cette période, crétinisme de l'intoxication à laquelle ils sont soumis.

Exode → 8 à 10 millions de Français, troupeau désemparé ; en posant « le fondement moral de l'armistice » (expression d'Alfred Fabre-Luce), le chaos de l'exode amène les esprits au consentement de la défaite.

• Perspectives et problèmes

Pour la période 1940-1944, les comportements, pour reprendre la distinction de Maurice Agulhon, relèvent plus des structures mentales que des idées : clivages droite/gauche ont volé en éclats. Le poids des héritages culturels chez ceux des paysans qui, comme dans le haut Limousin, en viennent à partager une complicité active avec les résistants, ou la précocité des prises de conscience collectives liées aux formes de solidarité effective qui découlent des traditions et des conditions de travail spécifiques au monde ouvrier, expliquent bien des choses dans leur comportement.

2. 1940-1941 : le ralliement et ses malentendus

Parler d'opinion publique au début de l'été 1940 n'a guère de sens : la confusion est à son comble, la République sombre dans la peur et « les consentements moites de la médiocrité » (Jean Lacouture), les Français sont déboussolés, la nation est à la dérive etc. Sur 1,8 millions de soldats tombés aux mains des Allemands, 1,6M seront transférés hors de France et les deux-tiers resteront en captivité jusqu'à la fin de la guerre¹.

Les Français sont massés autour de la parole religieusement écoutée du « plus illustre des Français ». Penser Pétain reste la seule et unique façon de continuer à penser français : qui ne pense pas comme lui s'exclut de la communauté nationale. Netteté d'une frontière clairement tracée entre les bons et les mauvais citoyens, la partie saine de la pop. et le rebut, se veut une réponse aux confusions de l'avant-guerre.

Phénomènes collectifs de surdité/cécité sélectives sont aggravés par l'exploitation du sentiment de culpabilisation issu du désarroi. Cf. Pétain : « Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on n'a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur ». Thématique du châtime et du repentir puissamment relayée par le discours de l'Eglise catholique. Prêtres et prélats retrouvent les accents et les arguments des lendemains de la défaite de 1870 et de la Commune. Atmosphère d'expiation.

• Mécanismes et limites du ralliement

Si l'adhésion massive qui entérine la liquidation de la République relève bien du politique, elle est

¹ Voir *La Vie quotidienne des prisonniers de guerre, 1939-1945*

pourtant en partie étrangère au monde des idées politiques : l'attachement à Pétain est de l'ordre de l'affectif, de l'imaginaire, de l'irrationnel. Sacralisation du culte du Maréchal ne laisse aucune place à l'improvisation : officines spécialisées règlent minutieusement le rituel, fabriquent des images emblématiques, production à l'échelle industrielle. Maréchalisme de base = un des ressorts profonds des attitudes collectives pour toute la durée de la guerre : dissociation entre l'affection au maréchal et l'adhésion au régime, qui se cristallise dans l'opposition entre « le vénérable vieillard » et l'image repoussoir de Laval ou à un degré moindre, de l'amiral Darlan. Trois facteurs jouent principalement dans les mécanismes d'adhésion :

- l'engrenage du consentement : idée qu'il n'y a pas d'issue en dehors de Vichy et qu'en conséquence le seul choix possible est l'obéissance >>> véritable dogme de l'inafaillibilité auquel est associé Pétain..
- le sentiment d'une reconstruction nécessaire de la nation : aspiration à la réconciliation dans l'unité retrouvée de la nation. Mais en s'appuyant sur cette aspiration, Vichy se condamne à réussir : l'identification du régime à l'idée-force de l'unité nationale est un solide facteur d'adhésion, mais elle comporte également en cas d'échec, le risque de devenir un sérieux motif de désaffection.
- l'absence de lucidité dans l'anticipation : pop. entièrement absorbée par l'urgence des pb personnels, ne se situe que dans le court-terme, perception aplatie du temps, incapacité à discerner avec lucidité la cohérence politique du projet de Vichy. Vichy pour la maj. = provisoire, régime de circonstance

Préoccupations quotidiennes (ravitaillement surtout) = obsession des Français, inertie vis-à-vis de la Révolution nationale et des oppositions à cette Révolution nationale. Existence dans la pop. d'un fond d'hostilité primaire à l'égard des Juifs (cf. les 30's), réactivé et encouragé par le climat ambiant, d'autant plus aisément qu'on les désigne comme les « responsables » de la défaite.

• Premiers dérapages

Drame de Mers el-Kébir, affaire de Dakar, poids d'un discours anglophobe >>> malgré tout la majorité de la pop. reste favorable à la cause britannique. Ce premier et léger décalage entre le sentiment populaire et le discours officiel va se confirmer lors des réactions à l'entrevue de Montoire, le 24 octobre >>> premiers signes de doute, d'inquiétude. Interdiction de l'écoute publique des émissions de radio anglaise deux jours plus tard. Expulsion des Lorrains qui commence à partir du 11 novembre amène de nouvelles secousses.

Dans l'ensemble du pays, sans remettre en cause l'attachement à la personne de Pétain, un courant spontanément hostile à la collaboration est en train de se former, un début timide de prise de conscience collective est en marche. Réactions au renvoi de Laval le 13 décembre corroborent cette évolution et l'existence d'une sorte de refus viscéral de la collaboration.

Repli de l'attention sur les préoccupations matérielles >>> l'attentisme n'est plus le seul prolongement passif de la docilité et de la résignation ; il commence à inclure, précisément, de véritables attentes.

3. 1941 : le détachement et le processus de clarification

Intensification à l'initiative de Darlan de la politique de collaboration avec les « protocoles de Paris » provisoirement paraphés le 28 mai¹, détérioration de la situation économique et sociale >>> climat de mécontentement. Durcissement du régime : renforcement de l'ordre moral, législation antisémite (second Statut des Juifs le 2 juin 1941), exigence du serment de fidélité au maréchal, répression avec la création des sections spéciales auprès des cours de justice, premières exécutions d'otages après des attentats contre des militaires allemands etc. Discours 12 août 1941 sur le « vent mauvais » de Pétain. Attentisme de 1941 = attentisme de refuge, de repli ; il n'est pas encore un attentisme de soutien complice aux actions de la Résistance. Mais se confirme un début de clarification des attitudes, et

¹ Mais le 6 juin le conseil des ministres refuse de signer ces protocoles qui prévoyaient une aide logistique aux Allemands au Proche-Orient.

l'hostilité de la maj. à la collaboration.

4. *Printemps 1942 – Hiver 1942-43 : les ruptures de la lassitude*

Année 1942 = axe bissecteur, ruptures décisives.

• *La consolidation des lignes de force*

Année cruciale qui commence mal pour ceux qui avaient cru que le renforcement du camp des Alliés allait définitivement décider du sort du conflit et accélérer sa fin >>> occupation totale du pays et perspective déprimante de subir les rigueurs d'un quatrième hiver de guerre.

Bombardements meurtriers à Boulogne-Billancourt début mars, et échec d'un raid de commandos anglais le 27 à Saint-Nazaire. Ce même 27 mars, le premier convoi de Juifs quitte les gares de Bourget-Drancy et de Compiègne pour Auschwitz : décidée fin 1941, préparée par Heydrich et approuvée à la réunion de Wannsee en janvier 1942, la solution finale commence pour les Juifs de France. Enfin, deux jours après la suspension du procès de Riom, qui s'était ouvert pour juger les « responsables de la défaite », Laval revient aux commandes le 16 avril et reçoit immédiatement des pouvoirs exceptionnels. Malaise général dans l'opinion suite à son discours du 22 juin où il déclare souhaiter la victoire de l'Allemagne. Occupation entière du pays à partir du 11 novembre 1942 accentue l'hostilité de l'opinion et le détachement vis-à-vis du régime. Pétain devient de plus en plus l'objet d'un rite de vénération, image mythique dissociée du pouvoir, et sa popularité va osciller entre des phases d'effacement et des regains d'un attachement affectueux.

On passe de l'attentisme et de l'hostilité à l'occupant à une sympathie de principe pour la Résistance, qui s'appuie notamment sur l'opposition à la Relève, et se renforce quand, devant l'échec de l'expérience, le gouvernement la transforme, dès septembre 1942, en un volontariat forcé qui annonce le STO. Par ailleurs, le soutien du clergé au régime est miné par des prises de positions courageuses de Mgr Saliège et de Mgr Théas, évêque de Montauban, face aux rafles des Juifs pendant l'été 1942.

• *L'opinion et les Juifs*

Deux grands types de facteurs peuvent être analysés pour comprendre l'indifférence face aux persécutions dont les Juifs étaient les victimes :

- un ensemble de convergences qui aboutissent à banaliser l'inacceptable : prolongement des dérives des 1930's, normalisation de l'antisémitisme ; explication de la défaite par la conjonction « forces du mal » et par l'acharnement belliciste à servir la « guerre juive ».
- des engrenages porteurs d'aveuglement : obsession du ravitaillement réactive les stéréotypes, nt l'assimilation séculaire du Juif et de l'argent >>> accusations de trafic, d'accaparement, de marché noir, de surenchère sur les prix, d'absence de privations, de luxe tapageur, de vie facile et oisive... font ressurgir tous les délires de l'imaginaire antisémite et remplissent les rapports de police. +Représentation fantasmagorique du Juif omniprésent, insaisissable, innombrable, associé à l'idée d'une invasion insidieuse. En 1942, l'Institut d'études des questions juives n'hésite pas à affirmer que la France compte 1,2 millions, alors qu'ils ne constituent en fait qu'une portion infime de la pop. Ils sont pourtant vus partout >> on retombe en pleine irrationalité. Ainsi que l'écrit Denis Peschanski, « l'image du Juif est plus importante que le Juif lui-même et cette absence de l'autre est décisive dans la construction des fantasmes ».

Jusqu'aux événements de 1942, les Juifs sont perçus comme une catégorie de réprochés, une parmi d'autres, avec les communistes, les francs-maçons, les militants des organisations de gauche, les gaullistes, les étrangers suspects et autres éléments malsains dénoncés par le régime. Cette perception catégorielle de la nation sous-entend que la masse des restants n'est pas concernée par des problèmes qu'elle considère et veut considérer comme extérieurs à ses préoccupations. Jankélévitch : « ... ceux qui n'ont rien à se reprocher, c'est-à-dire l'immense majorité de ce pays, les honnêtes gens, les Français de naissance, les privilégiés de la bonne conscience de la nationalité-à-titre-originaire, ceux-là n'ont rien à craindre d'un ennemi aussi correct que chevaleresque » (*L'imprescriptible*). L'opinion

bouge enfin devant les arrestations en masse de l'été 1942. Emotion provoquée par le spectacle des rafles, des transports, des séparations entre enfants et parents >>> ces facteurs émotionnels ont joué sur le retournement de l'opinion à l'égard des Juifs et sur le dvp de toute une chaîne de solidarités silencieuses qui permettront de sauver des milliers de vies. Renforce le rejet de la politique de collaboration.

5. Printemps 1943 – été 1944 : entre la lassitude, la peur et la solidarité

Convergence vers une adhésion à la cause des Alliés, ce rapprochement s'effectue sous des formes multiples qui vont du silence complice à des manifestations de soutien actif.

• L'évolution : certitudes et ambivalences

Thème du « danger bolcheviste » ne fait plus recette, identification croissante dans l'opinion du régime à un Etat policier, par le biais des exactions des miliciens et des méthodes expéditives des tribunaux d'exception (loi du 20 janvier 1944 institue les cours martiales). A partir de l'été 43, la cause du gouvernement est complètement et définitivement confondue avec celle de l'Allemagne. STO = facteur décisif de ce mouvement de désagrégation, car réduit en miettes l'une des composantes essentielles des représentations de Vichy chez les jeunes paysans un instant épargnés : la fonction protectrice que devaient assurer Pétain et l'Etat français.

Cependant, même dans la phase agonisante de Vichy, les choses ne sont jamais ni tout à fait claires, ni tout à fait définitives. Si les liens sont coupés avec l'Etat vichyssois, le cordon ne l'est pas complètement avec Pétain, son image devient seulement un peu plus distante, un peu plus trouble, plus mythique.

• Mécanismes de l'attentisme et de l'ambivalence

L'attentisme de résignation est induit par l'existence même de l'Etat français, du fait de trois facteurs :

- une vlté politique de conservation et de restauration qui rejoint le retour instinctif sur les valeurs refuges de la nation en crise >>> stérilise toute velléité de dynamisme et s'accorde avec les facilités de l'apathie
- la loi du moindre mal : acceptations équivoques qui découlent d'une échelle de jugements avant tout fondée sur la crainte du pire
- le rapport hiérarchique des préoccupations prioritaires de l'opinion : poids écrasant des questions d'ordre matériel, solutions de repli

• Opinion et résistance : l'exemple des maquis

Relation entre l'opinion et la Résistance fonctionne en grande partie sur une construction de l'imaginaire, car profonde méconnaissance du phénomène de la Résistance. Presse écrite et radio rivalisent d'images caricaturales et hostiles. Influencée par les clichés habituels sur les clandestins et les hors-la-loi, la représentation populaire des maquis semble indissociable de tout un environnement fabuleux. Tout ceci est amplifié par le fait que les maquis sont mal connus de la Résistance elle-même, et pas seulement à Alger ou à Londres.

De puissants facteurs se conjuguent pour créer des solidarités que l'on peut classer en trois grands types :

- des solidarités de fait ou objectives, entraînées par la seule présence de groupements armés de résistants : des engrenages inévitables résultent de l'implantation des maquis, sous peine de destruction, ils doivent bénéficier de tout un ensemble d'aides matérielles, de renseignements, de complicités morales et d'aides extérieures.
- des solidarités construites qui découlent des diverses fonctions que les actions de lutte remplissent dans l'opinion : se déclinent en trois sous-groupes de fonctions
 - o la fonction de rupture : par leurs initiatives les maquis contribuent à faire éclater les contradictions de Vichy aux yeux de la pop.
 - o la fonction de témoignage : l'efficacité militaire souvent modeste des Résistants, est sans commune mesure avec leur portée morale, et ils agissent sur l'opinion, au-delà de

l'émotion, en permettant l'émergence d'une communauté de sentiment par hostilité viscérale contre l'ennemi.

- la fonction de rassemblement : les premiers défilés de maquisards et les cérémonies aux monuments aux morts le 11 novembre 1943 (à Oyonnax et dans de nb localités du Sud-Ouest), les occupations momentanées de villes associées à un rituel symbolique, les bravades que représentent les rassemblements de foules lors des obsèques de maquisards tués au combat expriment la vlté de rassembler la nation dans le même idéal de lutte. Ces actions reforment les liens et resserrent le tissu social là où Vichy a échoué.
- des solidarités profondes, liées aux structures mentales et aux héritages culturels

• 1944 : des fragilités persistantes

Passage depuis l'été 43 d'un attentisme d'opposition à Vichy à un attentisme de solidarité complice avec la Résistance. Mais soucis du ravitaillement restent au cœur des préoccupations + peur des bombardements..

Conclusion

Point essentiel à retenir : mis à part les deux minorités ouvertement résistantes ou ouvertement collabo, pas de positions claires et tranchées, ce qui domine c'est le trouble des esprits et les ambivalences. Ainsi, on peut être maréchaliste jusqu'en 1942 tout en se sentant très proche de l'idéal de la Résistance, et inversement, on ne devient pas résistant quand on cesse d'être vichyssois. Idem, l'hostilité à l'occupant ne signifie pas une adhésion pleine et entière au combat de la Résistance.

Alors que Vichy s'était imposé comme la seule issue pour préserver l'unité de la nation, qu'il s'en affirmait le garant, et que le ralliement de 1940 à son profit était indissociable du sentiment d'une reconstruction nécessaire du tissu national, il a, à l'inverse, exacerbé les passions et les divisions. C'est en dehors de Vichy et en grande partie contre lui, à travers le refus de ses valeurs et des compromissions sans fin de la collaboration que l'identité de la nation s'est reconstituée autour de l'héritage des valeurs républicaines. La Résistance, lieu symbolique de rassemblement et de réintégration des exclus au sein de la nation, en a été le moteur avant d'en devenir une des références fondatrices majeures.

Conclusion générale

La guerre et une province : la Lorraine de Pierre Barral, L'Esprit lorrain. Cet accent singulier du patriotisme français, Presses universitaires de Nancy, 1989,

192 p. >>> Fiche de lecture d'Alice Courty :

I/ la Lorraine mutilée : 1870 - 1914

l'annexion de Metz à l'empire allemand scinde l'espace lorrain : le nord et le sud de la région ont un destin séparé pendant un demi-siècle. le terme de "Lorraine" désigne alors non plus l'ancien espace ducal mais la Moselle.

Une Lorraine germanisée

Bazaine est bloqué dans Metz par Moltke : il est contraint de capituler le 28 octobre.

Dès fin août, l'administration est divisée en deux :

- gouverneur général de Lorraine (siège à Nancy) : Meurthe, Meuse, Vosges et Haute-Saône
- gouverneur général d'Alsace et de Lorraine allemande (siège à Strasbourg).

--> ainsi se forge le concept d'"Alsace Lorraine".

le retour de ces anciennes terres de l'Empire allemand est réclamé spontanément outre-Rhin, car elles

sont "nécessaires à l'unité". Bismarck se rallie donc à cet élan et fait de l'Alsace Lorraine le trophée de la victoire commune.

la principale justification avancée est la géographie des dialectes. mais l'annexion définie par le traité de Francfort (10 mai 1871) déborde largement la limite linguistique en englobant Metz et ses environs, où l'on a toujours parlé français. la "présidence de lorraine" englobe les 4/5 de la Moselle et 1/3 de la Meurthe.

cf. thèse de François Roth, *la Lorraine annexée* : bouleversements de toutes sortes induits par le transfert de souveraineté.

exode d'1/20 des habitants, dont les cadres de Metz et les jeunes gens refusant le service militaire (légalement jusqu'à l'âge de 17 ans). Parallèlement les arrivées du Reich sont croissantes.

Nombre d'Allemands venant du Reich :

1875 : 30 000

1895 : 115 000

Facteurs de la germanisation :

- présence militaire dense : 25 000 hommes casernés à Metz
- empreinte culturelle : le *Hochdeutsch* s'impose comme la langue de l'école et de l'administration. les autorités s'attachent à faire reculer le français.
- sur le plan religieux : le nombre de protestants augmente très rapidement.
- sur le plan économique : des sociétés de Sarre et de la Ruhr mettent en valeur le potentiel sidérurgique de la région. après 1880 : triomphe du protectionnisme qui coupe les relations avec la France.

Le suffrage universel permet des votes de protestation. Introduction par étape des lois du Reich. Mais résistance : en 1905, affirmation frondeuse. Position ambiguë de l'église catholique : se veut loyale envers le pouvoir établi mais maintient le souvenir des anciennes fidélités.

Pourtant il semble bien que quatre décennies de séparation renforcent la distance établie entre les deux Lorraines. Exemple du cas de Robert Schuman qui a 17 ans en 1903 et qui maîtrise aussi bien le français que l'allemand : s'offre à lui deux possibilités de carrière, et il opte pour le Reich. Il écrit pourtant qu'il admire beaucoup la France. Beaucoup de Mosellans, français de tradition mais allemands de raison, se sentent ainsi partagés entre les deux nations.

Une Lorraine plus française encore

les populations de l'extrême frontière ressentent avec tristesse la présence de l'armée allemande et font preuve d'un patriotisme exemplaire.

L'amputation de l'Alsace-Lorraine renforce l'autorité régionale de Nancy. Metz et Strasbourg étant sorties du territoire national, l'ancienne capitale des ducs devient la première cité de l'Est. les optants français s'arrêtent à Nancy, première grande ville après avoir franchi la frontière. On observe de même des délocalisations d'usines qui viennent s'implanter autour de Nancy.

Comme en face, la militarisation de l'espace régional se densifie. deux rideaux défensifs : de Verdun à Toul et d'Epinal à Belfort.

Hommages rendus par des personnalités telles que Ferry (la « ligne bleue des Vosges ») et Verlaine (« Ô Metz, mon berceau fatidique »). Les élus expriment le même état d'esprit : en 1913 on approuve unanimement le service de 3 ans. Constructions de monuments dans les cimetières des villes ou sur les lieux de combat. Multiplication des statues de Jeanne d'Arc, mais culte problématique car s'inscrit contre la laïcisation du pays.

C'est l'époque où la région est la mieux représentée à l'échelle nationale par des personnalités telles

que Jules Ferry, Abel Ferry, Jules Méline, Raymond Poincaré et Albert Lebrun.

Le particularisme en sourdine

les républicains majoritaires ne cachent pas leur méfiance envers tout accent trop nostalgique. dans le nouveau Nancy, la désignation des rues révèle un nationalisme dominant par des références :

- aux armées révolutionnaires « Hoche », « Kleber », « Lazare Carnot »
- aux guerriers de l'Empire « Maréchal Oudinot », « général Duroc »
- aux villes d'Alsace Lorraine « Phalsbourg » « Mulhouse ».

le particularisme culturel s'affirme avec la revue de Charles Sadoul, *le pays lorrain*. Parallèlement on apprécie le dialecte local bien qu'il ait déjà beaucoup régressé. Maurice Barrès soutient que la référence lorraine contient une fidélité à l'héritage des ancêtres. les annexés se définissent comme « lorrains ».

II/ la Lorraine vigilante : 1914 - 1955

« être Lorrain, c'est être vigilant » (Fernand Braudel)

Les modalités de la réunion

la région est durement frappée par la première guerre mondiale. les Alsaciens et les Lorrains vivent le drame de Verdun d'autant plus difficilement qu'ils sont dans les rangs de la *Reichswehr* : ce sont les « malgré nous ». germanisation continue (français presque inusité, noms de localités modifiés). en novembre 1918 une offensive franco-américaine sur Metz était imminente : l'armistice a évité l'attaque. la paix est accueillie par un recueillement bouleversé et l'enthousiasme de Poincaré : « Verdun a été détruite pour Metz reconquise »

dé-germanisation immédiate : les immigrés allemands (1/5 de la population) doivent partir. la question de redessiner les départements se pose. la « présidence de Lorraine » disparaît.

Louis Marin réclame la réparation intégrale des dommages de guerre. la frontière rétablie est couverte par les troupes d'occupation en Rhénanie jusqu'en 1930, puis elle est fermée par la ligne Maginot. Pierre Marot conduit la modernisation de la maison Jeanne d'Arc à Domrémy et celle du Musée lorrain.

La contre-offensive du germanisme

en 1919 la France revendique le retour à la frontière de 1814 sur la Sarre. les alliés refusent en raison de la nationalité allemande de ses habitants. entente économique et monétaire belgo-luxembourgeoise. voisinage en bons termes avec la Lorraine.

création en 1926 d'un cartel de l'acier entre les sidérurgies de l'Europe de l'ouest.

problème de la réadaptation des germanophones et de ceux ayant fait leurs études en allemand. lente réadaptation. Robert Schuman est reconnu au Parlement comme le spécialiste de l'harmonisation progressive des lois. problème également de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat : l'évêque Mgr Pelt réagit avec fermeté et le projet est abandonné en Moselle.

mais un autonomisme agressif exige une école en allemand dans la zone allemande : cf. Victor Antoni et son manifeste du *Heimatbund*. les communistes affirment le droit des Alsaciens-Lorrains à disposer d'eux mêmes, et ce même s'il décident de se séparer de la France, ce qui inquiète les gouvernants parisiens imprégnés de centralisme.

nostalgie des Allemands ayant vécu en Lorraine. parution de livres qui l'expriment comme *So war es in Lothringen* d'Agnès Ernst-Weiss. mais ces fidélités sont occultées par les nationalismes.

En 1940 Hitler rétablit l'ancienne « présidence de Lorraine ». en août 25 000 Messins puis en novembre 60 000 Messins doivent partir car ils ont été repérés pour leur patriotisme. les entreprises

industrielles sont réparties entre les groupes de Sarre et de Ruhr. les noms de familles sont modifiés et l'usage de la langue française est prohibé. la germanisation se termine par la nazification des institutions. en août 1942 les jeunes gens sont appelés dans la *Wehrmacht*. au sein de la population les ralliements sont rares : c'est plutôt un refus silencieux.

Léon Daum fait assigner une "Champagne Lorraine" qui se justifie par une argumentation de nature économique.

La croix de Lorraine

ce signe a été repris au XVème siècle par la maison d'Anjou et ils l'ont introduit en Lorraine. devient courant au XIXème siècle pour affirmer la tradition lotharingiste. certains artistes l'apposent à leur signature pour marquer leurs origines. adopté en 1940 par la marine de la « France libre ».

Robert Schuman devient une figure de premier plan : il est ministre des finances, puis aux affaires étrangères, de la justice, puis président au Conseil en 1947-1948.

la langue allemande est partiellement tolérée par la presse, mais exclue de l'école primaire et les enfants dialectophones se mettent rapidement au français. relations encore indéfinies avec l'Allemagne : Robert Schuman joue un rôle essentiel dans la réconciliation. il prend à son compte en 1950 le plan d'une communauté européenne du charbon et de l'acier. Schuman sera qualifié de « père de l'Europe ».

le Rassemblement du Peuple Français, dirigé par De Gaulle, obtient dans la région d'excellents résultats électoraux : en 1947, il enlève les mairies de Nancy, de Metz, d'Epinal, de Verdun et de nombreuses villes lorraines.

dans un premier temps, il y a une opposition aux premières initiatives de la construction européenne. la sidérurgie lorraine engage une campagne pressante contre un projet qui lui semble avantager la concurrence allemande.

le 30 août 1954 a lieu un vote sur la Communauté européenne de défense : la majorité hostile passe de 11 à 14 (sur 20 élus des départements). le projet de la CED n'est soutenu que par Robert Schuman et par 4 députés.

le retour de la Sarre à l'Allemagne s'accompagne en compensation de la canalisation de la Moselle entre Thionville et Coblenze : les trois Etats riverains, République fédérale, France et Luxembourg financent en commun cette réalisation qui sera achevée en 1964.